

Conseils de Révision

été 2007 summer

oooOOO§§§OOOooo

Ah! Si seulement on avait écouté S. S. Eugène IV !!! "Nous ordonnons et décrétons qu'à partir de maintenant et pour toujours les chrétiens ne mangerons plus et ne boirons plus avec les juifs, ni qu'ils les admettrons aux fêtes, ni qu'ils cohabiteront avec eux... Les chrétiens ne permettront pas que les juifs soient honorés civilement aus dépens des chrétiens ni que les juifs exercent des fonctions publiques dans l'Etat..." 1442, Bull. Rom. Pont., V, 67.

Zawahiri critique violement « la Grande-Bretagne pleine de haine et ses esclaves indiens » et demande à la reine pourquoi elle n'anoblit pas David Irving... *Le Figaro* 11 juillt 2007.

SOMMAIRE

ILS ABUSENT DANS LES ABRUZZES

Un séminaire controversé en raison de son contenu négationniste Par Daniel Mosseri

Réponse au capo de la communauté juive

Réponse à Renzo Gattegna par Claudio Moffa

Pourquoi Faurisson et les "négationnistes" me convainquent de plus en plus Par Claudio Moffa

Qui est le professeur Moffa ?

Italie: Faurisson interdit de campus

Teramo suite

Négationnisme: Faurisson interdit de séjour dans une université italienne

Le conseil municipal exprime son "indignation et son inquiétude"

Suite

Moffa remet ça: "Faurisson sera à Teramo l'an prochain"

oooOOO§§§OOOooo

Le Mémorial de l'Holocauste souillé

LE GOUVERNEMENT IRANIEN SOUS INFLUENCE NÉO-NAZIE ? LA

CONNEXION NÉO-NAZIE ALLEMANDE DU RÉGIME IRANIEN Par Jean-

Yves Camus

La répression européenne

ADL urges Pope to suspend Pius sainthood over Holocaust inaction, By Reuters

Pope pious? By Eliahu Salpeter

Pie XII et les juifs, le mythe du pape d'Hitler, de David Dalin

UNE RÉVÉLATION par Yves Chiron

Les assauts de Moscou contre le Vatican par Ion Mihai Pacepa
Author accepted lifetime achievement award for contributions to Jewish culture
Faire parler les morts, Pierre Assouline

« La loi Gayssot est une régression juridique de plusieurs siècles » Entretien avec Jean Bricmont par Silvia Cattori

RAFALES

Pologne: le négationniste David Irving expulsé d'une Foire du livre
Mon très cher ami ZÜNDEL

Interdit de mentir, Mario Vargas Llosa

Holocaust Survivors Return to Germany Ines Ehrlich

Situation de Georges Theil

La Mémoire de la Shoah à l'heure du négationnisme, By ELIAS LEVY

R. Faurisson en appel hier 30 mai

Wiesenthal Centre to Swiss President: "Deny or Withdraw Your Offer to Iran to Host Geneva Conference on 'Selective Perceptions of the Holocaust'"

VIRGINIE SANS PAUL

L'éducation nationale soutient le négationnisme

VIDAL-POMPETTE OU LE N'IMPORTE QUOI

Familles de France s'attaque «aux dérives» de Second Live, Par Estelle Dumout

L'Editeur de Second Life répond à Famille de France Marc Rees

Prasquier : je ne serai pas l'homme du communautarisme

Décès de Olivier Mathieu, Rubens Lévy

Ernst Zuendel, kẻ phủ nhận tội ác của Phát xít Đức

Victoire en Basse-Californie Bradley Smith

Pour la première fois, une exposition sur les massacres de Juifs par balles en Ukraine

Lutte contre le négationnisme : des vues divergentes

TÉMOIGNAGE : Sur la prétendue "chambre à gaz" homicide du Struthof Jean-Claude HESCH

AUSCHWITZ PRISONER WHO ESCAPED TO HELP SAVE 120,000 JEWS By Saxon East

Lyon III va-t-elle tourner la page ? Laurent Burlet

Allemagne : interdiction de comparer l'avortement à l'Holocauste

Laurent Pieuchot, Issy-les-Moulineaux ... et ailleurs

Robert Faurisson poursuivi pour ses propos tenus à Téhéran

Robert Faurisson condamné en appel et ouverture d'une nouvelle information judiciaire

Mme Calmy-Rey crée l'affolement Claude Paschoud

Le CRIF se farcit l'École Nationale de la Magistrature

Deuxième génération, troisième génération, etc.

Guillaume Faye dénonce le révisionnisme Robert Faurisson

Rétrocontroverse : 1994 , peut-on représenter la Shoah à l'écran ?

Samuel Blumenfeld

Je suis devenu une cible... Raul Hilberg

PARUTIONS

Vidéos, poubelle, Télé à Téhéran, Garaudy porté aux nues, première occurrence du bobard, Tabou 12, Dubitando 12, bunker d'Hitler, Tintin au Congo, UEJF, un indicateur de police nommé Prazan, Anne Kling, Jacques Roucolle, Peter Sagal.

ILS ABUSENT DANS LES ABRUZZES

LE GHETTO TRANSPIRE

Un séminaire controversé en raison de son contenu négationniste

Par Daniel Mosseri

ROME (EJP) - Un colloque scientifique controversé de trois jours sur la légitimité du négationnisme a fait l'objet de vives critiques de la part de l'Union des communautés juives italiennes (UCEI). L'événement s'est tenu du 17 au 19 avril à l'Université de Teramo, en Italie centrale, et a réuni des historiens, des journalistes, des juristes et des écrivains venus pour y analyser la négation de l'Holocauste. (...)

L'un des conférenciers, le professeur Claudio Moffa, a répondu aux attaques [portées contre ce séminaire] en condamnant "les calomnies des médias, les préjugés économiques, la persécution judiciaire et l'ostracisme professionnel imposés aux historiens qu'on considère comme négationnistes".

Interdiction de territoire

Au nombre des intervenants Robert Faurisson, personnalité la plus en vue parmi les négationnistes, s'est exprimé dans ce séminaire par l'intermédiaire d'une vidéo puisqu'il était interdit d'accès au territoire italien en raison de ses opinions négationnistes. [*Fantasme à l'état pur !*] (...)

Aux yeux du président de l'UCEI, Renzo Gattegna, "ce qui nous a vraiment surpris c'est le fait que des historiens autorisés, qui peuvent avoir des opinions historiques et des analyses que nous ne partageons pas mais dont nous savons qu'ils n'ont rien à voir avec les mensonges négationnistes, aient décidé de participer à une telle initiative, légitimant ainsi des positions politiques et antidémocratiques racistes".

"Nous estimons que les autorités universitaires et les institutions de notre pays ne peuvent pas ignorer un tel événement qui, une fois encore, nous invite à rester vigilants sur les problèmes de l'antisémitisme et du racisme", a-t-il ajouté.

European Jewish Press 27 avril 2007

<http://www.ejpress.org/article/16286>

L'ITALIE EN EBULLITION

Réponse au capo de la communauté juive

Le colloque, qui s'est tenu à Teramo les 17, 18 et 19 avril, avait pour titre: "L'histoire bâillonnée/Le Moyen-Orient et l'Holocauste"; il était principalement consacré à la problématique de la liberté de recherche historique et la liberté d'opinion et notamment à l'examen critique des lois "antinégationnistes" en Europe. Plusieurs historiens et juristes de renom ont participé à l'événement.

Mais le simple fait qu'une vidéo de 30 minutes du professeur Faurisson ait été diffusée dans la salle a suffi pour déchaîner l'ire du président de la communauté juive italienne, Renzo Gattegna, dont se sont fait l'écho, hier vendredi 21 avril, un certain nombre de journaux italiens (*Il Centro, Il Corriere della sera, Liberazione*).

On pourra écouter cette vidéo du professeur - qui s'y exprime en français - en se rendant à l'adresse suivante:

<http://www.mastermatteimediterraneo.it/faurisson.wmv>

Sur le site de l'organisateur, le Pr Moffa (mastermatteimediterraneo.it), les italianophones trouveront une réponse de ce dernier aux accusations du représentant de la communauté juive, dont nous extrayons les passages suivants:

Réponse à Renzo Gattegna

par Claudio Moffa

(...) Le soussigné n'a jamais été un "négationniste" (ne serait-ce que parce qu'il ne s'est jamais préoccupé particulièrement de l'"Holocauste", même s'il pense que le moment est peut-être venu de le faire). (...)

[On n'aurait donc pas le droit de... et de...] Et enfin on n'aurait pas le droit - ce qui serait pourtant utile et même nécessaire d'un point de vue didactique - d'aller écouter dans une salle d'université la voix d'un ancien professeur de la Sorbonne, dont tout le monde parle pour réclamer son lynchage ou pour prendre ses distances avec lui mais dont personne ne sait grand-chose? Un professeur de bonne éducation, précis et qui s'exprime avec clarté, qui répond au nom de Faurisson, qui a 72 ans [en fait 78] et qui depuis 26 ans (vingt-six) est traîné d'un tribunal à l'autre uniquement parce qu'il dit et argumente que les chambres à gaz n'ont jamais existé? (...)

Tout ça parce qu'une courte intervention en vidéo de 30 minutes d'un prétendu "négationniste" (qui refuse - il suffit de l'écouter - ce "titre" diabolisant qu'on lui attribue) devrait transformer les 18 heures d'un colloque de non-"négationnistes" affrontant le problème de la liberté d'expression des "négationnistes", en un "colloque négationniste"? (...)

La raison de tout cela, et des préoccupations exprimées par le président de la communauté juive italienne Renzo Gattegna, réside essentiellement dans la peur que la mini-leçon du professeur Faurisson - excepté les critiques normales que l'on pourrait faire sur tel ou tel aspect de son discours - puisse faire école, et puisse par conséquent faire douter du dogme religieux de l'Holocauste. C'est-à-dire la peur de la libre pensée, du énième "vilain maître" qu'il faut faire taire au moyen du lynchage et de la menace. (...)

<http://www.mastermatteimedioriente.it>

POURQUOI PAS ?

Voici l'article mis en ligne ces jours-ci par le professeur Claudio Moffa, dans l'attente de la conférence de Teramo du 18 mai

Pourquoi Faurisson et les "négationnistes" me convainquent de plus en plus

Par Claudio Moffa

8 mai 2007

Pourquoi? La réponse est très simple, même si elle est un peu longue: D'abord parce que - si les "négationnistes" mentent, déraisonnent, délirent, d'après le vocabulaire typique des adeptes de l'Holocauste - on ne comprend pas à quoi servent alors les lois antinégationnistes, à quoi sert de jeter en prison pour cinq ans celui qui écrit des choses (prétendument) fausses ou (vraisemblablement) inacceptables sur le plan idéologique. Mis à part la terrible dérive totalitaire que ces lois sont en train d'amorcer dans toute l'Europe, la question qui se pose est la suivante: pourquoi est-il nécessaire de se livrer à une véritable persécution ad personam, à un acharnement judiciaire qui tient de la maniaquerie, si les arguments de Faurisson et Cie sont effectivement "infondés", comme on le répète souvent?

Les défenseurs du dogme de l'Holocauste, comme on le sait, ont facilement leurs "entrées" dans le monde de l'édition et en général dans les mass médias: pourquoi ne pas prendre les travaux des "négationnistes", les disséquer - EN LEUR DONNANT, EVIDEMMENT, LA POSSIBILITE DE REPONDRE - et les ridiculiser, démasquer leurs "mensonges", et anéantir leur crédibilité par UN LIBRE DEBAT? Cela ne serait pas difficile. Mais la réponse des "grands prêtres" de l'Holocauste, c'est la diabolisation (antisémite, négationniste, etc.), la prison et LE REFUS DE TOUTE CONFRONTATION, comme j'en fais moi-même l'expérience en ce moment en ma qualité de professeur d'université. C'est ainsi que le doute augmente de jour en jour.

Deuxièmement: je suis venu à l'"Holocauste" au cours de mon parcours professionnel de politologue et d'historien de l'Afrique et du Moyen-Orient, et en particulier à travers l'étude des conflits post-bipolaires de ces deux régions. Non seulement j'ai la certitude absolue, argumentée, documentée - en faisant bonne guerre aux pédants et aux filous qui crient à tout moment au

"complot" - qu'Israël est impliqué jusqu'au cou dans la première et dans la deuxième guerre du Golfe, que ce pays manigance - à travers son lobby tout-puissant aux Etats-Unis - des tentatives de guerre contre la Syrie et surtout contre l'Iran, qu'il se cache également derrière UN CERTAIN terrorisme islamique (comme ce fut le cas d'UN CERTAIN terrorisme italien des "années de plomb"), mais je sais aussi - comme le savent tous les gens honnêtes - que les grandes guerres dévastatrices de ces quinze dernières années ont été rendues possibles, ou en tout cas ont été accompagnées de mensonges médiatiques monstrueux, devenus goebbelsiens grâce à leur répétition constante de la part des moyens d'information: depuis Timisoara jusqu'aux armes de destruction massive de Saddam, depuis le "génocide" des "tutsis et hutus modérés" jusqu'à celui, encore plus mythique, du Darfour, depuis les fosses communes des seuls ennemis des Serbes jusqu'au rôle joué par la Ruder & Finn pour assimiler Milosevic à "Hitler" au travers d'une campagne de désinformation calculée et diabolique qui a mené à l'assassinat de fait du président yougoslave par la "justice internationale".

Par conséquent: qu'y a-t-il d'étonnant de penser qu'un même phénomène ait pu se produire dans le cas du prétendu Holocauste après la fin de la IIe guerre mondiale, une campagne de désinformation qui serait partie d'un fait réel - l'extermination des juifs au cours de la deuxième guerre mondiale -, ce fait réel a grandi démesurément, s'est transformé en dogme religieux, a "unifié", à des fins soit économiques (les indemnisations), soit politico-diplomatiques (la fondation d'Israël et les Palestiniens), soit - pour qui comprend la centralité de cette dimension dans le conflit du Moyen-Orient - aux fins de sacralisation de tout le peuple juif, sacralisation qui à son tour sert à affaiblir toujours davantage l'adversaire chrétien plurimillénaire? Est-il possible que tant d'historiens aient été à ce point aussi peu portés à se poser, de manière laïque et scientifique, cette banale question que comprendrait un enfant de primaire?

Enfin j'en viens à mon expérience personnelle. J'ai découvert en réalité au cours des années - environ un quart de siècle - que certains juifs ou certains "philosémites" invétérés mentent effrontément quand ils veulent triompher d'un adversaire, dans un parfait style goebbelsien. On vous attribue des choses que vous n'avez jamais dites, ou on vous mêle à des contextes inventés, en établissant des "preuves" fausses et en masquant les vraies. Je vais procéder par ordre chronologique - et le plus possible en style télégraphique - en commençant par la polémique sur *La Lente di Marx* de 1994. (...)

Pour faire court, et j'en terminerai là, telles sont les raisons pour lesquelles les négationnistes, dont je ne sais pas grand-chose, me convainquent de plus en plus. La question est la suivante: si l'on a porté autant d'"attention" et commis autant de falsifications à l'égard de Claudio Moffa pendant près d'un quart de siècle à cause de ce que ce Moffa a pu écrire ou dire sur de simples sujets de politologie, généralement relatifs aux conflits du Moyen-Orient, qu'est-ce que ces messieurs n'iront pas falsifier chez des gens qui - comme Faurisson ou Zündel - ont étudié et touché à la question cruciale du prétendu Holocauste et sur les chambres à gaz, en sacrifiant leur carrière et jusqu'à même leur liberté personnelle (!!!!)?

Bienvenue, donc, à un débat libre et ouvert à tous, sans limitations ni a-priori dogmatiques. Une vérité est à découvrir, et cet objectif devrait passionner non seulement les historiens mais toute personne douée de curiosité intellectuelle et de courage civique.

<http://www.mastermatteimediioriente.it/>

Qui est le professeur Moffa ?

Professeur de sciences politiques, Claudio Moffa a publié aux éditions L'Harmattan *L'Afrique à la périphérie de l'histoire*, et sa réflexion part des schémas marxistes pour réinterpréter l'ethnicité comme facteur impossible à dissoudre dans une approche marxiste; il anime un centre de recherches sur l'Afrique à l'université de Teramo, dans la province de l'Abruzzo. Il publie sur son site une vidéo du professeur Faurisson:

<http://www.mastermatteimediioriente.it/faurisson.wmv>

Texte d'un appel d'Italiens en colère sur:

<http://www.plumenclume.net/textes/2007/Italie080507.htm>

Cinq ans de prison pour Zündel pour avoir écrit un livre. Un an à Irving pour avoir prononcé un discours. Des procès en chaîne contre Robert Faurisson, de 1981 à ce jour. Jürgen Graf en exil à Moscou. Si vous êtes d'accord sur tout ce qui précède, ne signez pas. Mais si, sans pour autant connaître ni partager les positions des prétendus "négationnistes" vous pensez qu'on ne doit pas agir ainsi et envoyer quelqu'un en

prison à cause de ses opinions - quelles qu'elles soient - et si vous croyez encore, et profondément, aux articles 21 et 33 de la Constitution italienne et à la Déclaration universelle des Droits de l'homme, alors signez cette courte déclaration. C'est peut-être un geste de courage, c'est à coup sûr un geste de civisme et d'intelligence politique: seul celui qui divague en privilégiant sa propre (présumée) "pureté" politique - ne jamais se laisser "contaminer" par l'adversaire - ne peut pas comprendre, parce qu'il n'en est pas capable, que le risque qu'encourent tous les citoyens, italiens et européens, de toute conviction politique, c'est de se voir tous réduits au silence et d'assister à la mise en place d'un abominable système totalitaire qui, de par ses dimensions et la fausse image "démocratique" qu'il revêt, n'a pas de précédent dans l'histoire. Signez pour protester contre les médias à pensée unique, contre les lois liberticides qui souillent et détruisent l'Europe des libertés civiles, contre le fait de museler l'enseignement à tous les niveaux, contre tous les intégrismes, contre la bêtise et le sordide opportunisme qui ont envahi la droite comme la gauche dans les classes politiques et intellectuelles. Vive la liberté!

Suit une longue liste de signataires de l'appel, liste qu'on trouvera à l'adresse suivante:

<http://www.mastermatteimediioriente.it>

Pour signer cet appel, envoyer son nom et, le cas échéant, sa qualification ou sa profession, à:

claudio.moffa@fastwebnet.it

<http://www.plumenclume.net/textes/2007/claudio.moffa@fastwebnet.it>

LA TROUILLE

Italie: Faurisson interdit de campus

Robert Faurisson, historien négationniste s'est vu empêché de pénétrer dans l'université italienne de Teramo pour donner un cours. Condamné à de multiples reprises pour avoir nié l'Holocauste, il avait été invité par un professeur d'histoire acquis à ses thèses. Après avoir tenté, sans succès, de dissuader l'enseignant d'inviter Robert Faurisson, Mauro Mattioli le doyen de l'université de Teramo a décidé de fermer les portes du campus. "*C'est une décision que j'aurais aimé ne jamais prendre, mais j'y ai été contraint, le climat de peur était tel que je craignais pour la sécurité de mes étudiants*", a expliqué Mauro Mattioli. Plus tôt dans la journée, l'historien avait réitéré ses thèses et réaffirmé que, selon lui, les nazis n'avaient pas utilisé de chambre à gaz pour exterminer les juifs.

Journal du Dimanche 18 mai 2007

http://www.lejdd.fr/cmcc/scanner/international/200720/italie-faurisson-interdit-de-campus_20592.html?popup

Qui menace "la sécurité" des étudiants : un nestor de 78 ans ? Ou les nervis envoyés par les organisation juives fascistes de Rome ? Celles-là même qui ont empêché en janvier l'historien Ariel Toaff, fils de l'ancien grand rabbin, de rentrer chez lui, dans le "ghetto" de Rome ? Comme d'habitude, la presse inverse les rôles.

Teramo suite

La conférence que devait donner le professeur Faurisson à l'Université de Teramo, Italie, le 18 mai a été interdite.

Mais...

...L'hystérie qui a entouré cette conférence et le nombre de médias qui ont évoqué l'événement (*) laissent penser que l'aventure de l'Université de Teramo marquera les esprits à peu près autant que le bon déroulement de la Conférence de Téhéran de décembre 2006.

Résumons brièvement ce que nous avons retenu de cette aventure:

— Le professeur Claudio Moffa a manifesté un courage hors pair pour résister aux pressions incroyables qui ont été exercées sur lui. Depuis un certain temps déjà il avait cherché à inviter

quelque débatteur qui serait venu apporter la contradiction au professeur révisionniste: personne n'a accepté, en dépit des propositions diverses de changements de date ou de lieu avancées par le Pr Moffa.

— Outre les protestations habituelles du Centre Simon Wiesenthal et autres interventions communautaires, plusieurs personnalités du monde politique ou intellectuel se sont exprimées, tantôt pour condamner l'initiative du Pr. Moffa, tantôt pour la soutenir au titre du respect de la liberté d'expression; le ministre de la recherche et des universités, Fabio Mussi, a condamné cette initiative, la considérant comme une "médiocre provocation politique"; de son côté, le conseiller régional de l'Alleanza nazionale, Alfredo Castiglione, a qualifié les thèses révisionnistes de "aberrantes et dénuées de tout fondement scientifique et historiographique"...

— Le recteur Mauro Mattioli, fort embarrassé, a fini par prendre la décision de... fermer tout bonnement le campus de la faculté de droit, de sciences politiques et de sciences de la communication pour la journée du 18 mai, mettant en avant l'argument de sécurité.

— Le Pr. Moffa a tenté une solution de repli dans un hôtel à proximité mais il a dû y renoncer en raison de la présence de gros bras envoyés par le ghetto de Rome. Il a d'ailleurs été molesté en voulant protéger le Pr. Faurisson.

— A l'heure qu'il est nous croyons savoir que le Pr. Moffa fait l'objet de poursuites pour "troubles à l'ordre public". [Poursuites rapidement abandonnées par le procureur adjoint, Mme Colica].

(*) Petit aperçu, non exhaustif, des divers médias qui ont traité de l'événement dans le monde (les médias français, à notre connaissance, n'y ont fait allusion que timidement dans le "JDD" et dans l'édition online du "Nouvel Obs"):

Boston Herald; Boston Globe; Jewish Telegraphic Agency; Basler Zeitung, San Diego Union Tribune; The Guardian; San Francisco Chronicle; Forbes, NY; PRESS TV, Iran; Prescott Herald, AZ; Jordan Falls News, IA; New Hope Courier, OK, Jackson News-Tribune, WY; Brocktown News, NV; Akron Farm Report, NE; Herald News Daily, ND; Leading The Charge, Australia, Meadow Free Press, ID, Howell Times and Transcript, UT, Pioneer Times-Journal, NM, Ely Times, NV, White Rock Reviewer, SD, Chandler News-Dispatch, MN, Dunton Springs Evening Post, CO; Sky Valley Journal, WY; The Benton Crier, IA; The Kindred Times, UT; Ottawa Recorder; Olberlin, KS, Hinesberg Journal, Canada; Denver Post, CO; Times Picayune, LA; SunHerald.com, MS; Forth Worth Star Telegram, TX, Miami Herald, FL; Hendersonville Times News, NC; The Ledger, FL; Centre Daily Times, PA; Penn Live, PA; Tuscaloosa News, AL; San Luis Obispo Tribune, CA, News & Observer, NC; Philadelphia Daily News, PA; Fort Wayne Journal Gazette, IN, Macon Telegraph, GA; Columbus Ledger-Enquirer, GA; TheNewsTribune.com, WA; Dateline Alabama, AL, Times Daily, AL; Fort Wayne News Sentinel, IN; Houston Chronicle, TX; BBC News, UK; Jerusalem Post; International Herald Tribune. Etc.

En France, une seule publication, sur le *Nouvelobs.com* d'un dépêche de AP :

Négationnisme: Faurisson interdit de séjour dans une université italienne

AP | 18.05.2007 | 17:25

L'université de Teramo, dans les Abruzzes, dans le centre de l'Italie, a fermé l'un de ses campus vendredi pour empêcher le négationniste français Robert Faurisson d'y faire une lecture.

L'universitaire à la retraite, qui nie la réalité du génocide des juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, a été condamné à plusieurs reprises en France.

Robert Faurisson, qui avait été invité par un professeur d'histoire de l'Asie et de l'Afrique et directeur d'un programme de maîtrise en études moyen-orientales, Claudio Moffa, a bien tenté de délocaliser sa lecture [en français : conférence] dans un hôtel voisin mais la conférence a également été annulée à la suite d'incidents avec des manifestants [L'AP n'ose pas dire que ces brutes sont des juifs sionistes]. Une centaine de personnes ont protesté dans la rue et M. Moffa a été bousculé, selon un responsable policier, Mimmo De Carolis. Le professeur italien, joint par téléphone, a refusé de fournir des détails.

L'université de Teramo avait invoqué un souci de sécurité pour fermer le campus abritant les départements de droit, science politique et communication. Elle avait aussi demandé au professeur Moffa d'annuler l'invitation, estimant que les qualifications de Robert Faurisson "ne méritaient pas de légitimation académique", mais l'universitaire, qui se défend d'être négationniste, a écrit sur son site Web qu'il voulait permettre à "différentes interprétations d'événements historiques" de s'exprimer. AP

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/europe/20070518.FAP3319/negationnisme_faurisson_interdit_de_sejour_dans_une_uni.html

Il y a donc eu un mot d'ordre dans la presse française, de ne pas évoquer l'événement. C'est curieux, ça, une directive appliquée par l'ensemble de la presse. D'où c'est-y que ça pourrait bien venir ? On va encore nous accuser de "conspirationnisme". Mais n'y a-t-il pas là une petite conspiration du silence ? Si l'on compte les dizaines d'articles dans la presse anglo-saxonne et les centaines d'articles dans le monde ?

Voir les textes en italien dans *Il resto del siclo* n°26 sur *La Vicenda di Teramo*
<http://revurevi.net/resto/rsprim07-2.pdf>

FAURISSON A TERAMO

Le conseil municipal exprime son "indignation et son inquiétude"

TERAMO - Le conseil municipal s'est lui aussi prononcé aujourd'hui sur la venue à Teramo - contestée sur plusieurs fronts depuis quelques jours - du professeur Robert Faurisson, historien révisionniste français de l'Holocauste qui exposera ses théories "négationnistes sur l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis".

Le conseil n'a pas pu s'empêcher de discuter du sujet et a condamné "avec indignation les délires antisémites qui entourent l'initiative" et a exprimé sa "vive inquiétude vis-à-vis du prestige scientifique de l'Université de Teramo (...)".

Le professeur français, qui devrait arriver dans la ville le 18 mai prochain, a été invité par le professeur Claudio Moffa, spécialiste d'histoire des pays afro-asiatiques, et la rencontre se fera lors d'un cours donné par ce professeur.

Faurisson, 78 ans, historien français, ex-professeur de lettres de l'Université de Lyon-2, est actuellement le chef de file du négationnisme international.

Défenseur assidu des trois thèses négationnistes, il croit fermement qu'il n'a jamais existé de plan préétabli d'extermination des juifs, qu'il n'y a pas eu 6 millions de juifs exterminés mais un nombre bien inférieur et qu'il n'a jamais existé de chambres à gaz.

A l'Université la guerre est désormais ouverte et une pétition a été lancée (qui est encore en cours) pour recueillir des signatures — actuellement 400 adhésions ont été enregistrées — pour soutenir l'appel du recteur de l'Université Mauro Mattioli et du doyen de la faculté Adolfo Pepe contre le cours de Faurisson et le mastère "Enrico Mattei au Moyen-Orient".

Une partie des étudiants est favorable à la rencontre: "Ce cours est conforme aux principes de la liberté de l'enseignement prévue par la Constitution italienne, il est parfaitement légal", a déclaré Cristiano Vignali, ex-représentant des étudiants, "et il ne nuit en rien à l'image de l'université de Teramo qui, en revanche, aurait ainsi l'occasion de se faire connaître non seulement au niveau national mais au niveau international".

Mardi 15 mai, à l'occasion du Conseil extraordinaire de la faculté convoqué en toute hâte en raison de l'arrivée imminente de Faurisson, les enseignants favorables pourraient bien se voir contraints de faire marche arrière. Mais le professeur Moffa, organisateur de l'événement, est persuadé que la rencontre ne sera pas annulée et il a insisté: "J'aimerais avoir à mon cours la participation d'un déporté."

Prima Da Noi, Chieti (Abruzzo, Italie)

<http://www.primadanoi.it/modules/bdnews/article.php?storyid=9948>

Suite

Sur son site <http://www.mastermatteimedioriente.it/> Claudio Moffa, qui, on s'en souvient, avait prévu pour le 18 mai une conférence du professeur Faurisson à l'université de Teramo, organise cette fois une réunion sur cet événement sans précédent qui s'est produit dans la Péninsule. Plusieurs participants de haut niveau interviendront à cette réunion intitulée "**La Constitution trahie/ Une réflexion sur l'affaire Faurisson**" qui se tiendra à Teramo le 16 juin, à 16h 30, à l'Hôtel Abruzzi, Viale Mazzini.

Voici les titres de quelques-unes des participations:

FRANCESCO MARIO AGNOLI, Magistrat

La constitution trahie; liberté de parole, de pensée et d'enseignement dans l'affaire Faurisson

AUGUSTO SINAGRA, Avocat pénaliste, professeur de droit international

Les lois liberticides dans l'UE et le mandat d'arrêt européen: l'Italie fait-elle exception?

CLAUDIO MOFFA, Professeur d'histoire et de droit de l'Afrique et de l'Asie

De [la bataille de] Valle Giulia à Teramo: l'autonomie universitaire violée

ANTONIO CARACCILO, Enseignant en philosophie, Université de la Sapienza à Rome

La guerre des manifestes [diffusés pour ou contre la conférence de R. Faurisson], deux visions du monde et de l'histoire

MAURO MANNO, Enseignant au mastère "Enrico Mattei"

La trahison de la gauche à propos de l'affaire Faurisson

EMANUELA IRACE, journaliste à *Noi Donne*, consultante à l'ISIAO

Les mass médias et l'affaire Faurisson

Interviendront:

VINCENZO CIALINI et DAVIDE DAMARIO (Cercle Nuove Sintesi), LUIGI COPERTINO (Identità Europea - Abruzzes), PIETRO FERRARI (avocat), ELVIO FORTUNA (avocat), TIBERIO GRAZIANI (enseignant au mastère), ALBERTO MARINO (enseignant au mastère), PAOLO PIOppi (journaliste Aginform), AGOSTINO RABUFFO (MIS Teramo), PEPPE ROSCIOLI (Comité contre la répression de la liberté de parole et de pensée), CRISTIANO VIGNALI (inscrit au mastère). Avec l'assentiment de GIANO ACCAME et de CARLO TAORMINA

La réunion s'est tenue sans encombre.

Moffa remet ça: "Faurisson sera à Teramo l'an prochain"

TERAMO. On pourrait d'abord penser: "Mais tout ça ne lui a donc pas suffi?" Eh bien il semble que non, puisque le professeur Moffa aurait l'intention d'organiser un Faurisson 2 - la revanche.

Les contestations des gens, les problèmes qu'il pourrait avoir avec l'université de Teramo où il enseigne (qui sait jusqu'à quand), rien de tout cela ne l'arrête.

Mais sa bataille est une bataille pour les principes, et même pour les droits, les droits constitutionnels, c'est une bataille pour la liberté, répète le professeur contestataire et contesté.

Et ce n'est pas sans problèmes que se penche actuellement sur son cas le conseil de la faculté qui pourrait le menacer de sanctions disciplinaires ou le révoquer de la présidence du master. Toutes choses qui provoqueraient la colère du syndicat national Cisas qui suit l'affaire avec attention. L'annonce du nouveau débat, avec pour invité le révisionniste français Faurisson, a été faite le 19 juin, au cours d'une émission télévisée, "Controcorrente", de Sky-Tv. Cette fois le débat pourrait se faire à trois: en fait, le professeur Nicola Tranfaglia, de l'université de Turin, a accepté de participer à un débat contradictoire à Teramo avec le professeur Robert Faurisson.

En dépit de son opposition catégorique aux thèses de l'universitaire français, Tranfaglia ne s'est pas dérobé, "contrairement, se souvient Moffa, à bien des historiens et faiseurs d'opinion juifs, adversaires déclarés de Faurisson, qui avaient été invités au master Mattei [du 18 mai]". "Si l'on m'avait invité, j'aurais accepté", a alors dit Tranfaglia.

Moffa a donc répliqué en proposant l'organisation d'un débat contradictoire entre lui et Faurisson à Teramo l'année prochaine, et a obtenu l'accord du célèbre historien turinois. Il va falloir maintenant attendre aussi la réponse de Faurisson, qui en tout cas s'est toujours déclaré prêt à une confrontation avec ses adversaires.

PrimaDaNoi, le "premier quotidien en ligne des Abruzzes",

<http://www.primadanoi.it/modules/bdnews/article.php?storyid=10559>

D'APRÈS les dernières informations, le doyen Pepe a obtenu la suppression du mastère Enrico Mattei. On annonce qu'il aura lieu désormais à Rome, mais on attend une confirmation. Incontestable victoire du "lobby hébraïque" comme on l'appelle là-bas. Mais l'affaire est loin d'être terminée.

-----oooOOO§§§OOOooo-----

LE PISSOU COÛTE CHER

Le Mémorial de l'Holocauste souillé

Un journal de Berlin a fini par avouer que le Mémorial de cette ville, construit à grands frais au dessus des ruines de la Chancellerie, constitué de 2700 blocs de béton censés rappeler quelque chose, servent en fait de pissotière à de nombreux touristes et même à quelques dépenaillés vite qualifiés de "néo-nazis". On apprend que le gouvernement allemand aurait été au courant de ce fait mais aurait préféré faire le silence pour ne pas encourager les "vandales" à la vessir lourdement chargée par la bière locale, et aussi, sans doute, pour ne pas se faire enguirlander par les sinistres porte-parole de la juiverie allemande. Un tribunal de Francfort sur l'Oder (à la "frontière" polonaise, a condamné trois jeunes gens à des peines allant de neuf à quatorze mois de prison pour avoir compissé un "mémorial" juif.

D'après le *Times* du 5 février 2007

<http://smoothstone.blogspot.com/search/label/Holocaust%20denial>

UN IMPORTATEUR D'ANTISÉMITISME

LE GOUVERNEMENT IRANIEN SOUS INFLUENCE NÉO-NAZIE ? LA CONNEXION NÉO-NAZIE ALLEMANDE DU RÉGIME IRANIEN

Par Jean-Yves Camus

Homme-clé du clan Ahmadinejad, Mohamed Ali Ramin a fait son éducation politique en Allemagne. Et a importé à Téhéran l'antisémitisme de l'ultra-droite européenne.

En France, ce petit homme au fin collier de barbe rousse est un parfait inconnu. Il est pourtant le plus proche conseiller du président Ahmadinejad. Certes pas populaire : aux législatives de 2004, les électeurs de Téhéran ne l'ont placé qu'en 52e position de tous les candidats. Sans grand rôle officiel non plus : il n'est sur le papier que le dirigeant de deux associations, la Société pour la défense des Musulmans en Occident et les Cellules des Martyrs du Velayat, qu'il a fondées (le velayat est, dans la terminologie chiite, la conservation du dogme).

Pourtant, il est l'un de ceux qui définissent la ligne idéologique du clan ultra-conservateur – et le grand organisateur de la conférence négationniste de décembre 2006. C'est lui qui a élaboré l'idée consistant à demander aux Européens de « rapatrier » sur leur continent les Juifs israéliens. C'est lui encore qui a affirmé fin décembre 2006, sur le site internet iranien Baztab, que Hitler était un Juif désireux de se venger du judaïsme en raison des mœurs légères de sa grand-mère (juive) paternelle. Il est aussi le responsable du comité nommé par Ahmadinejad pour effectuer des « recherches » sur la Shoah.

Mohamed Ali Ramin a 52 ans. Il est ingénieur en mécanique et se présente comme « expert dans le dialogue des cultures ». Dans son curriculum vitae, un fait distinctif : il a vécu 17 ans en Allemagne où il a fait ses études, jusqu'en 1994. Actif dans le domaine religieux, il a alors fondé une association islamique, la « Islamische Gemeinschaft », à Clausthal, ville de 16 000 habitants proche de Hanovre, en Basse-Saxe, où existe une université technique. Mais, dès cette époque, il semble aussi s'être intéressé à la politique. On sait notamment qu'il s'est lié d'amitié avec Benedikt

Frings, devenu depuis un des responsables du parti néo-nazi NPD à Cologne (et qui a participé à la conférence de Téhéran), ainsi qu'avec les frères Yavuz et Gürhan Özoguz, animateurs chiites turcs du site islamiste www.muslim-markt.de, qui est sous surveillance de l'Office pour la Protection de la Constitution en raison de son contenu extrémiste. Une longue interview de Ramin est disponible sur ce site ouvertement antisémite dont la spécificité est d'ouvrir ses colonnes à l'extrême droite : Andreas Mollau, le rédacteur en chef du mensuel du NPD, *Deutsche Stimme*, y a donné une interview en juin 2006 ; Manuel Ochsenreiter, collaborateur de l'hebdomadaire néo-droitier *Junge Freiheit*, s'y est exprimé en mai 2005.

Mais la connexion néo-nazie allemande du régime iranien ne s'arrête pas là. En effet, lorsque Ramin reprend la fable des origines juives de Hitler, il cite sa source, le livre *Adolf Hitler, fondateur d'Israël : Israël en guerre avec les Juifs*. Or ce pamphlet, écrit en 1974, traduit en anglais, est l'œuvre de Hennecke Kardel, connu en Allemagne comme un antisémite néo-nazi forcené. Né en 1922, lieutenant de la 170e division d'infanterie pendant la seconde guerre mondiale, il a été décoré de la Croix de Fer le 23 février 1944, alors que son unité se battait autour de Leningrad.

Ces faits nouveaux s'ajoutent à ce que l'on sait déjà : la présence en Iran de négationnistes avérés fuyant la justice européenne. Le suisse Jürgen Graf, auteur de *L'Holocauste au scanner*, y serait arrivé en novembre 2000 avant de partir en 2001 en Russie, où il vit actuellement. Nous sommes aussi en mesure d'avancer que le négateur allemand Gert Ittner, membre du groupe néo-nazi *Freien Nationalisten*, condamné en avril 2005, vivrait actuellement en Iran. L'un des lieux de contact entre l'État iranien et les négateurs est la radio officielle IRIB, qui dans ses programmes en allemand a interviewé notamment l'antisémite suisse Ahmed Huber et le néo-nazi autrichien Gerd Honsik.

Cette proximité avec l'Allemagne se retrouve, curieusement, chez un autre intervenant de ce « sommet » négationniste. Le Palestinien Ghazi Hussein, qui vit à Damas, est un ancien conseiller juridique à la présidence syrienne et a été « ambassadeur » de l'OLP en Autriche et auprès de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Auteur d'un pamphlet, *Yasser Arafat et la solution de la crise sioniste en Palestine*, dans lequel il affirme que... le leader palestinien était un Juif marocain installé en Égypte, Hussein a obtenu un diplôme d'avocat en Allemagne en 1962, y est inscrit au barreau et y a enseigné. Deux de ses livres antisémites ont été traduits en allemand.

Des liens aussi nombreux, suivis, assumés, finissent évidemment par faire système. Ils s'étendent d'ailleurs au-delà de l'Iran : parmi les militants musulmans de l'extrême droite allemande figure aussi le Pakistanais Mansur Khan, né en 1965 à Kaiserslautern, qui participe aux congrès du NPD et publie ses livres chez l'éditeur néo-nazi Grabert Verlag. Le NPD, qui ne fait pas mystère de son soutien à l'Iran, qu'il estime être « le pays le plus démocratique » du Moyen-Orient (*Deutsche Stimme*, avril 2006), est ainsi devenu le principal agent d'influence du régime de Téhéran en Allemagne.

Extrait de *L'Arche* n° 586, février 2007.

<http://www.israelvalley.com/news/2007/04/10/9732/israel-iran-le-gouvernement-iranien-sous-influence-neo-nazie-la-connexion-neo-nazie-allemande-du-regime-iranien>

LES LOIS LIBERTICIDES

La répression européenne

A la suite de la tentative avortée du ministre italien de la Justice visant à introduire une législation anti-révisionniste, des juristes italiens ont effectué un recensement des mesures répressives existant en Europe. On voit d'un simple coup d'œil à quel point la situation des libertés est dégradée et jusqu'où va l'influence monstrueuse du lobby sioniste qui tente de masquer le génocide entrepris par l'entité sioniste à l'encontre des habitants naturels de la Palestine.

Dossier [Negazionismi, legislazioni](#)

NORMATIVE

Belgique:

[Act of 23 March, 1995 on punishing the denial, minimisation justification or approval of the genocide perpetrated by the German National Socialist Regime during the Second World War](#)

[Projet de loi modifiant les articles 259bis, 314bis, 504quater, 550bis, et 550ter du Code pénal et la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste](#)

[allemand pendant la seconde guerre mondiale- Dossier parlementaire](#), mai-juin 2005

Czech Republic - Ministry of Interior of the Czech, [Report on State Strategy in Punishing Criminal Offences Motivated by Racism and Xenophobia or Committed by Supporters of Extremist Groups](#)

Deutschland:

- . [Straftgesetzbuch](#), 13 novembre 1998 ([english version](#))
- 0. [Auschwitzlüge im Internet](#), 12 dicembre 2001
- 0. [Straftgesetzbuch § 220 Völkermord](#) (Genocide), 2002 (file .pdf 38kb)

España:

- . [Codigo pénal](#), 23 novembre 1995
- 0. [Anteproyecto de Ley Orgánica por la que se modifica la ley orgánica 10/1995, de 23 de Noviembre, del Código Penal](#) , 23 novembre 1995, (file .pdf, 450 kb)
- . [Proyecto de Ley por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la Guerra Civil y la dictadura](#) , 28 luglio 2006 (file .pdf 80 kb)

France:

- . [Loi no 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe](#) (Loi Gayssot)
- . [Loi no 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915](#)
- . [Proposition de loi complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915](#), 12 avril 2006
- . [Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité adoptée le 10 mai 2001](#) (Loi Taubira)
- . [Loi n. 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et de contribution nationale en faveur des Français rapatriés](#) (dite loi Mekachera)
- . [Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture, le 12 octobre 2006 "tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien"](#)

Israel, [Denial of Holocaust \(Prohibition\) law](#) , 5746-1986

Italia, [Relazione illustrativa disegno di Legge ministro Mastella, sull'istigazione e apologia di crimini contro l'umanità"](#) , 26 gennaio 2007 (file .pdf 19 kb)

Lithuania, [Law on the genocide and resistance research centre of Lithuania](#) , 16 luglio 1993

Österreich:

- . [Verbotsgesetz](#), 1947, (file .pdf 83kb)
- 0. [Verbotsgesetz e emendamento 1992](#), 1992, (file .pdf 44kb)

Republic of Rwanda, [Organic law governing political organizations and politicians](#) , 27 june 2003

Romania, [Ordonanta de urgenta nr.31 din 13 martie 2002 privind interzicerea organizatiilor si simbolurilor cu caracter fascist, rasist sau xenofob si a promovării culturii persoanelor vinovate de săvârşirea unor infracțiuni contra păcii și omenirii](#) , 13 march 2002

Switzerland, [Codice penale](#) , 19 dicembre 2006

<http://www.sissco.it/ariadne/loader.php/it/www/sissco/dossiers/negazionismo/indice/>

DOCUMENTI

- . United Nations, [Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide](#) , 9 december 1948
- 0. United Nations, [International convention on the elimination of all forms of racial discrimination](#), 21 december 1965
- 0. CERD-Committee on the elimination of Racial Discrimination, [Initial reports of states parties due in 1995: Switzerland. 14/03/1997 CERDO/C/270/Add.1 \(State Party Report\)](#), 14 march 1997, (file pdf, 255 kb)
- . CERD-Committee on the elimination of Racial Discrimination, [Summary record of the 1248th meeting: Switzerland. 06/03/98 CERD/C/SR.1248. \(Summary Record\), 6 march 1998](#) (file .pdf, 88 kb)

- 0. European Commission Against Racism and Intolerance, [Legal instruments to combat racism on the Internet](#) , Strasbourg, August 2000 (.pdf, 618 kb)
- . European Commission Against Racism and Intolerance, [Position papers](#) , August 2000, (.pdf 117 kb)
- 0. World Conference against Racism, [Report of the European NGO forum for the WCAR](#), october 2000 (.pdf, 101 kb)
- 0. International Helsinki Foundation for Human Rights, [Rapporto sul Belgio](#), 2001
- 0. CERD-Committee on the elimination of Racial Discrimination, [Report states parties under article 9 of the convention. Sixteenth periodic reports of States parties due in 2000 - Poland](#), 23 july 2001
- . European Council, [Additional protocol to the Convention on cybercrime, concerning the criminalisation of acts of a racist and xenophobic nature committed through computer systems](#), Strasbourg, 28 january 2003
- . Zentrum für antisemitismusforschung-Technische universität Berlin, [Manifestations of anti-Semitism in the European Union-Firs semester 2002](#) , march 2003 (file .pdf, 725kb)
- . International Commission on the Holocaust in Romania, [Final report](#) , november 11.2004 (file .pdf 551kb)
- 0. EUMC-[National analytical study on racist violence and crime: raxen focal point for Italy](#), 14 aprile 2005
- 0. ENAR - European network against racism, [Racism in Europe. Enar shadow report 2005](#) (file .pdf, 1649kb)
- 0. European Parliament, [Resolution on remembrance of the Holocaust, anti-semitism and racism](#) , 2005 (file .pdf 101kb)
- 0. OSCE Conference on anti-semitism and other forms of intolerance, Cordoba 08-09 june 2005, [Education on the Holocaust and on anti-semitism](#) , 2005 (file .pdf, 56kb) ([Full version](#) 1474,9kb)
- . Organization for Security and Cooperation in Europe, [Review of the Draft Turkish Penal Code: Freedom of Media Concerns](#) , may 2005 (file .pdf, 123kb)
- . International Helsinki Foundation for Human Rights, [Turkey: a minority policy of systematic negation](#), october 2006 (file .pdf, 373kb)
- . UK-Home office, [Country of origin information report: Turkey](#), April 2006 (file .pdf 1859kb)
- 0. OSCE, [Best practices in combating anti-semitism - expert meeting](#), Berlin 20-21.XI.2006 (file .pdf 869kb)
- 0. Documenti e rapporto sul razzismo, le discriminazioni e le relative misure legislative adottate dai singoli paesi:
 - 0. Council of Europe - European commission against racism and intolerance, [National legal mesures sorted by country](#)
 - . ENAR - European network against racism- [Shadow reports on racisme in Europe sorted by countries and by year](#)
 - . Office for democratic institutions and human rights, [Analytical country reports sorted by year](#)
- OSCE - Legislationonline - [Hates crimes, sorted by country](#)

<http://www.sissco.it/ariadne/loader.php/it/www/sissco/dossiers/negazionismo/documenti/>

TEXTES ET ESSAIS

- . Madeleine Rebérioux, [Le Génocide, le juge et l'historien](#), L'Histoire, n°138, novembre 1990, pp.92-94
- 0. Madeleine Rebérioux, [Les Arméniens, le juge et l'historien](#), L'Histoire, n°192, octobre 1995, p. 98
- 0. François Bédarida, [Le Métier d'historien](#), L'Histoire, n.206, janvier 1996, p. 98
- 0. Jean-Noël Jeanneney, [A quoi servent les historiens ?](#), L'Histoire, n.222, juin 1998, p.83
- 0. Institute for Jewish Policy Research, [Report n. 3-2000: Combating Holocaust denial through law in the United Kingdom](#) , 2000
- . Claude Liauzu, [Mémoires souffrantes de la guerre d'Algérie](#), L'Histoire, n. 60, décembre 2001, p.32
- 0. Winfried Brugger, [The treatment of hate speech in German Constitutional Law](#) , German Law Journal, 1, 1 january 2003
- 0. Gabriel Andreescu, [Right-wing extremism in Romania](#), 2003 (file .pdf, 105kb)
- 0. [Annexe II: Emergency ordinance n.31 regarding the prohibition of fascist, racist and xenophobic organizations and symbols](#), 2003 (file .pdf, 150kb)

- . Efraim Zuroff, [*Eastern Europe: Anti-Semitism in the wake of Holocaust-related issues*](#), Jewish political studies review, 17, 1-2 (spring 2005)
 - O. [*Non à la loi scélérate !*](#), entretien avec Claude Liauzu, n.302, octobre 2005, pp. 52-53
 - O. Michael J. Bazylar, [*Holocaust denial laws and other legislation criminalizing promotion of nazism*](#), International Institute for Holocaust Studies Yad Vashem, 20 december 2006, (file .pdf 93kb)
 - . Valentina Pisanty, [*L negazionismi*](#), in *Storia della Shoah. La crisi dell'Europa, lo sterminio degli ebrei e la memoria del XX secolo*, a cura di M. Cattaruzza, M. Flores, S. Levis Sullam, E. Traverso, Torino, UTET 2005-2006, pp. 423-248, (.pdf, 1,27 MB)
- Françoise Chandernagor, [*Dossier: Historiens, changez de métier!*](#), L'Histoire, n.317, Février 2007 (.pdf, 385 kb)

<http://www.sissco.it/ariadne/loader.php/it/www/sissco/dossiers/negazionismo/testi/indice/>

TOUJOURS LA SALE GUERRE CONTRE PIE XII

ADL urges Pope to suspend Pius sainthood over Holocaust inaction

By Reuters

A U.S.-based group that fights anti-Semitism urged Pope Benedict on Thursday to suspend the sainthood process for Pope Pius XII, whom critics accuse of turning a blind eye to the death of Jews during World War Two. The Anti-Defamation League said the process should stop until secret World War Two Vatican archives are declassified and fully examined "so that the full record of the Pope's actions during the Holocaust may finally be known." The Vatican's saint-making Congregation has voted in favor of a decree recognizing Pius' "heroic virtues," a major hurdle in a long process toward sainthood that began in 1967.

"We urge Pope Benedict XVI to suspend the sainthood process for Pope Pius XII for the sake of historical truth and the deepening friendship between the Catholic Church and the Jewish people," said Abraham Foxman, the league's national director and a Holocaust survivor. "While we understand that the process of sainthood is an internal matter for the Church, the issue of what Pius XII did or did not do to help save Jews during the Holocaust is a profound question that must be resolved first for the sake of the Jewish-Catholic relationship," he said in a statement.

According to the Vatican Web site, it is up to the Pope to decide the "liberalisation" of access to documents on the basis of an entire papacy. Documents have been "liberalised" up until -- and including -- the papacy of Pius XI, which ended in 1939. If the documents are "liberalised," only scholars are granted access to the papers. If German-born Pope Benedict approves the Congregation decree, as expected, Pius XII would be officially given the title "venerable." The Vatican would then move toward beatification by looking for miracles performed by the late Pope.

The pontificate of Pius has been one of the trickiest problems in postwar Roman Catholic-Jewish relations. Jewish groups have accused Pius of being indifferent to the Holocaust and diplomatic ties between the Vatican and Israel were briefly tested last month over a depiction of him at a state Holocaust memorial in Israel. Before being elected Pope in 1939, Pius XII was Cardinal Eugenio Pacelli. He served as the Vatican's ambassador to Germany in 1917-1929 and was Vatican secretary of state in 1930-1939. Pius died in 1958.

The Vatican maintains that Pius did not speak out against the Holocaust more forcefully because he was afraid of worsening the fate of Catholics and Jews and worked behind the scenes to save Jews. Jewish groups have pressed the Vatican for years to either freeze the sainthood process of Pius XII or shelve it altogether for fears that it would harm Catholic-Jewish relations. Pope Benedict is in Brazil for a five-day visit to reinforce the Roman Catholic message on traditional family values and try to halt a tide of defections to Protestant religious groups.

<http://www.haaretz.com/hasen/pages/858217.html>

TOUJOURS LA HAINE JUIVE CONTRE L'ÉGLISE

Pope pious?

By Eliahu Salpeter

Efforts to canonize Pope Pius XII as a saint of the Catholic Church are in high gear.

The pope who reigned during the Holocaust, whose detractors have called him "Hitler's Pope" and defenders say used his moral and political influence to save thousands of Jews, is once again dominating conversations in the Vatican.

In recent weeks, both supporters and critics have increased their activities relating to the plan to declare the former pope a saint. While Jewish organizations and figures have called on Pope Benedictus XVI to stop the move, conservative circles in the Vatican have been spreading information intended to revive the canonization process. It is possible that this renewed activity is connected to Benedictus XVI's election to the Holy See. The pope had once been viewed as a representative of conservative streams in the church and the assumption is that he would be open to Pius XII's sanctification. At the same time, Jewish circles hope that Benedictus XVI, as a person of German origin, will be sensitive to a Holocaust-related issue and be careful not to offend the Jewish community.

Many Jewish leaders see this as an internal Christian affair in which Jews have neither the authority nor the duty of intervening. All the same, since the debate over Pius XII primarily revolves around his attitude toward the Holocaust, the Jews have the right, and perhaps even the duty, to voice their opinion, particularly given the Catholic Church's historical role in persecuting the Jews.

The Pius XII and Holocaust affair first made headlines in 1963 when Rolf Hochhuth's play, "The Deputy," was performed in Europe. In the play, a young clergyman implores the pope to intervene on behalf of the Jews during the Holocaust, but he is dismissed coldly. Dozens of research projects, articles and books, written by Jews and non-Jews, were published on the heels of the play. All the works - from Saul Friedlander's book, "Pius XII and the Third Reich" to John Cornwell's "Hitler's Pope" - ostensibly prove that the pope had supported the Nazis. Pius XII's decision to shelve an edict issued by his predecessor, Pius XI, which supposedly condemns Fascism and Nazism, is likewise proof of his attitude. But books and articles have also been published in defense of Pius XII, most of them written by Catholic clergymen, but some by rabbis and Jewish authors.

Under his very windows

One of the most lethal attacks on the silence of the pontiff during the Holocaust came from Susan Zuccotti, whose book *Under His Very Windows* was published in 2002. In her book, Zuccotti examines the pope's silence even as the Italians began arresting the Jews of Rome. The Vatican intervened only in cases where a Jewish man was married to a Christian woman and had himself converted to Christianity. Additional studies reveal that Pius XII also did not protest when the Nazis banished 1,000 Italian Jews to the extermination camps. However, he did take real steps before the start of World War II to help some 3,000 Jews who converted to Christianity from different parts of Europe obtain immigration visas to Brazil.

Pius XII was born Eugenio Pacelli. He was suspected of being pro-German even before the outbreak of World War II. Before his election to the papacy, he served as cardinal secretary of state in the Vatican and in this capacity, signed an agreement with Hitler in 1933 according to which the Nazis would not intervene in the church's internal affairs in Germany. In return, the church would refrain from intervening in the Nazi regime.

The defense of Pius XII comes from members of the Catholic Church, but a few Jews have also chimed in, most notably Rabbi David Dalin, whose book *The Myth of Hitler's Pope* refutes the attacks on the pontiff.

The defenders' main contention is that the pope carried out all his actions secretly because he feared that openly criticizing the Nazis would only worsen the situation of the Jews and Catholics in occupied Europe. Other historians confirm that the pontiff did act secretly, but that he did so only after 1942, when the Americans warned that those who had participated in the persecution of the Jews would face punishment, and when it became clear to the Vatican that the Allies would win the war.

A virulent attack on Pius' detractors was published a few weeks ago by Peter Gumpel, a Jesuit priest who is in charge of the canonization process. In an interview with the Polish Catholic weekly, *Niedziela*, the priest explains that at the special committee meetings that ended in Rome in May 2007,

all those in attendance "expressed a favorable opinion" about the 6,000-page report on the "saintly acts" of Pius XII. If incumbent pope Benedictus XVI gives his approval, they will begin to analyze the miracles attributed to Pius XII. At least three miracles are required for the pontiff to be canonized. Until now, none has been made public.

The reporter who interviewed Gumpel asked: "What interest do Jewish groups with influence and authorities in the State of Israel have in disseminating slander about Pope Pius XII and the Catholic Church?" Gumpel's response: "Certain Jewish circles feel hostility toward the Catholic Church and toward Christianity in general. Ultra-Orthodox Jews share our fears. I recently met an ultra-Orthodox leader who represents some 8,000 rabbis in the United States and Canada, and he gave me an extremely important declaration in writing. It states that ultra-Orthodox Jews are not of the same opinion as their brethren of the same religion who interfere in the internal affairs of the church. We have done our utmost to improve relations with the Jews, but the other side also must make such efforts."

Later in the interview, **thick with anti-Semitic overtones**, Gumpel was asked how it was possible to explain that the world media shows such a critical attitude toward Pius XII. He responded: "A large part of the world media is in the hands of people who are hostile to the church. Let us not distract ourselves with illusions. Everyone is afraid of being described as being anti-Semitic."

He knew about the extermination

From what is known today about Pius XII, it is difficult to describe him as a supporter of the Jews. Despite repeated demands by historians and Jewish organizations, the Vatican has published only a small portion of its archival materials from the World War II period. Therefore, on both sides of the scale, there are only partial testimonies to the acts and the omissions of the pontiff.

There is no doubt that from the reports of church representatives in occupied Europe, the pope knew full well what was happening to the Jews at the hands of the Germans and their various puppet governments. Some of these governments defined themselves as Catholic, such as those in Croatia and Slovakia, which were headed by Catholic priests. It is also clear that most of the acts of intervention mentioned in the pontiff's defense were made on behalf of Jews who had converted to Christianity.

The pope's problematic attitude continued even after the victory of the Allies. A monastery where two Jewish brothers had been hidden and baptized during the war refused to return the boys to their family on the grounds that they were now Christians. A letter sent by the Vatican in the name of the pope to the heads of Catholic churches in Europe was published in the wake of this story. The letter instructed the churches not to return children who had been hidden and baptized to their Jewish parents. It is also known that the Vatican assisted many Nazi war criminals in escaping from Europe to South America after the war.

On the other hand, it is also well-documented that Catholic monasteries all over occupied Europe hid thousands of Jews, mainly children, and it is difficult to assume that many would have done so had the pope expressed his opposition. There also has been discussion that Pius XII tried to conscript several dozen Jewish youths to the Vatican guards ("the Swiss Guard") to save their lives but that the Germans prevented this.

In the last year of the war, when the Russians were already advancing in the direction of Hungary, Pius XII was among the world leaders who tried to pressure Admiral Miklos Horthy to stop the expulsion of Hungarian Jews to Auschwitz. (The expulsions stopped on July 9, 1944 after more than 400,000 Jews had already been expelled). It is also known that as early as 1942, Pius XII had advised the German and Hungarian cardinals to condemn the murder of the Jews. In the long run, it will be to their political advantage if this is recorded in their favor, the messages stated.

It is doubtful whether it is possible to decide one way or the other on this matter as long as the Vatican denies access to all the documents in its archives from the period of the war. The fate of these archives will also serve as a sign of how Benedictus XVI will act during his tenure as pope, and not merely on the issue of the Jews and Pius XII.

Ha'aretz

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/872888.html>

Pie XII et les juifs, le mythe du pape d'Hitler, de David Dalin

S'appuyant sur des faits historiques, le rabbin Dalin démontre comment les papes et, en particulier, Pie XII ont défendu les juifs. A partir d'une documentation recueillie dans les archives de l'Eglise de différents états européens, le professeur d'histoire Dalin réfute les arguments des

détracteurs de Pie XII qui lui reprochent d'avoir laissé faire les nazis. Pie XII a sauvé entre 700.000 et 860.000 juifs de l'extermination nazie, abritant plusieurs milliers d'entre eux à Castel Gandolfo. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux témoignages de reconnaissance ont été adressés à Pie XII : le Congrès juif mondial, le Grand Rabbin de Jérusalem Isaac Herzog, l'Union des communautés israélites, Golda Meir, ministre des affaires étrangères d'Israël, etc.

Le rabbin David Gil Dalin est membre de la branche conservatrice du Judaïsme. Actuellement Professeur d'Histoire et de Sciences-Politiques à Ave Maria University, il a enseigné auparavant l'histoire juive américaine et les relations juives et chrétiennes dans plusieurs universités : University of Hartford, Trinity College, Smith, George Washington University, et au Queens College de New York. Il fait partie également du conseil consultatif éditorial de Conservative Judaism et de First Things. Le rabbin Dalin est auteur ou co-auteur de plusieurs livres sur l'histoire juive, en particulier *Religion and State in the American Jewish Experience* (Notre Dame University Press), récompensé en 1998 par le magazine *Choice* pour sa valeur académique.

Editions Tempora, Prix : 19,90 €, 240 p.

http://www.librairiecatholique.com/livres/histoire_de_leglise/la_papaute/pie_xii/pie_xii_et_les_juifs_le_mythe_du_pape_dhitler.asp

UN COMLOT JUDÉO-BOLCHEVIK ?

UNE RÉVÉLATION

par Yves Chiron

La *National Review* (NR), fondée en 1955 par William Buckley, est la principale revue conservatrice américaine. Dans son édition bimensuelle du 25 janvier 2007, est publié, en première page, un article de Ion Mihai Pacepa « Moscow's Assault on the Vatican ». Cet article contient une révélation : la célèbre pièce de Rolf Hochhuth, *Le Vicaire*, qui a ouvert, en 1963, l'offensive médiatique contre Pie XII et son soi-disant « silence » face à la persécution des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, est l'œuvre du KGB.

Ion Mihai Pacepa n'est pas un inconnu. Il a dirigé la D.I.E. (*Direction des Informations Extérieures*), les services secrets roumains, jusqu'en 1978, date à laquelle il s'est réfugié aux États-Unis. Le livre qu'il a publié ensuite, *Horizons rouges*, a été traduit dans 27 pays.

Jusqu'en 1960, l'URSS avait concentré ses attaques contre les Églises des pays de l'Est sous sa domination ; à partir de cette date, le KGB voulut porter ses attaques au cœur de l'Église, contre la papauté elle-même. Pie XII, écrit Pacepa, « fut choisi comme cible principale par le KGB », parce qu'il était mort en 1958 ; « les morts ne peuvent plus se défendre eux-mêmes » disait-on au KGB.

« Parce que Pie XII avait servi comme nonce apostolique à Munich et à Berlin quand les nazis commençaient leur ascension vers le pouvoir, le KGB chercha à le dépeindre comme un antisémite qui avait encouragé l'holocauste voulu par Hitler. ».

L'habileté fut de lancer l'attaque non depuis l'Union Soviétique ou par ses relais institutionnels en Europe, mais de manipuler un directeur de théâtre et un auteur allemand et de leur procurer une base documentaire tirée des Archives du Vatican elles-mêmes.

L'opération « Seat-12 »

Un nom de code fut donné à l'opération : *Seat-12* (« Siège-12 »). C'est là qu'entrent en scène Ion Pacepa et la D.I.E. . Il fut chargé de se procurer, dans les Archives du Saint-Siège, des documents qui pourraient être brandis comme preuve de la « complicité » de Pie XII avec les entreprises d'Hitler. Grâce à l'intervention d'Agostino Casaroli – qui allait devenir l'homme de l'*Ostpolitik* vaticane –, trois agents de la D.I.E., qui lui furent présentés comme des prêtres roumains orthodoxes, purent avoir accès aux Archives secrètes vaticanes et à la Bibliothèque Vaticane.

« Pendant les années 1960-62, écrit Ion Pacepa, la D.I.E. a réussi à chaparder aux Archives Vaticanes et à la Bibliothèque Apostolique des centaines de documents plus ou moins en rapport avec

Pie XII. Ces pièces étaient immédiatement envoyées au KGB par courrier spécial. » Il précise encore : « En fait, aucun document compromettant contre le pape ne fut trouvé dans tous ces documents photographiés secrètement. »

Mais de ce matériau disparate, et d'autres sources, le KGB sut tirer le canevas de la célèbre pièce signée par Rolf Hochhuth, *Der Stellvertreter* (« Le Vicaire »). La pièce connaîtra un succès mondial et connaîtra, en parallèle, une diffusion en livre. Elle déclenchera une controverse qui, finalement, n'a pas cessé.

L'article de Pacepa laisse plusieurs zones d'ombre. Quels furent les autres matériaux utilisés par le KGB ? Pourquoi Hochhuth fut-il choisi pour signer la pièce et le livre ? Quel fut le rôle de Piscator, directeur du théâtre de Berlin où fut représenté la pièce ? Si l'on se reporte à l'avant-propos du livre, on devine qu'il a amplement modifié la pièce qu'on lui apportait. Et aussi, dans cette affaire, il semble qu'Agostino Casaroli fut plus dupe que complice.

En France, on signalera deux ouvrages de réfutation du *Vicaire* : *Pie XII, le pape outragé* publié en 1964 par Alexis Curvers (l'ouvrage a été réédité en 1988 aux éditions Dominique Martin Morin) et *L'opération « Vicaire »* publié par Paul Rassinier en 1965.

Alexis Curvers a dénoncé *Le Vicaire* comme « une imposture machinée à l'échelle mondiale ». On connaît maintenant l'origine de la machination. Curvers a décortiqué les moyens employés pour accréditer la thèse mensongère : « ce n'étaient que travestissements des faits les mieux avérés, perfides interprétations de textes sollicités, tronqués ou falsifiés, quand ils n'étaient pas fabriqués de toutes pièces pour les besoins de la cause. »

C'est, encore et toujours, l'« intrinsèquement pervers » dénoncé par Pie XI comme une note caractéristique du communisme.

• Ion Mihai Pacepa, « Moscow's Assault on the Vatican », *National Review*, 25 janvier 2007 (une traduction française méritoire, mais non dépourvue de quelques contresens, a été réalisée par un « liseur » du site Le Forum catholique).

Article paru dans le quotidien *Présent* le 18 février 2007. Nous avons été chercher cette traduction, que l'on pourra lire avec le *caveat* de l'excellent Yves Chiron. Nous en avons profité pour introduire quelques corrections urgentes :

Les assauts de Moscou contre le Vatican

Le KGB a fait de la corruption de l'Église une priorité.

par Ion Mihai Pacepa

L'Union Soviétique n'a jamais apprécié de vivre dans le même monde que le Vatican. Les plus récentes découvertes montrent que le Kremlin était prêt à tout pour combattre l'anticommunisme ferme de l'Église Catholique.

En mars 2006, une commission parlementaire italienne **concluait** « au-delà de tout doute raisonnable que les dirigeants de l'Union Soviétique avaient pris l'initiative d'éliminer le pape Karol Wojtyła, » en représailles de son soutien en Pologne au mouvement dissident Solidarność. En janvier 2007, quand des documents dévoilent que le nouvellement nommé archevêque de Varsovie Stanislas Wielgus a collaboré avec la police politique de l'ère communiste de Pologne, il admet les accusations et démissionne. Le jour suivant, le recteur de la cathédrale Wawel de Cracovie, site funéraire des rois et reines polonais, **démissionnait** pour la même raison. On a alors appris que **Michał Jagosz**, un membre du tribunal du Vatican pour la béatification du pape Jean-Paul II, est accusé d'être un ancien agent secret communiste ; selon les médias polonais, il avait été recruté en 1984 avant de quitter la Pologne pour prendre un poste au Vatican. Aujourd'hui, un livre est sur le point d'être publié qui identifiera 39 autres prêtres dont les noms ont été trouvés dans les fichiers de la police secrète de Cracovie, et dont certains sont actuellement évêques. De plus, il semble que cela ne fait qu'effleurer la surface des choses. Une commission spéciale va bientôt commencer des investigations sur le passé de tous les religieux durant l'ère communiste, car des centaines d'autres prêtres catholiques de ce pays sont soupçonnés d'avoir collaboré avec la police secrète. Et il ne s'agit que de la Pologne - les archives du KGB et celles de la police politique du reste de l'ancien bloc soviétique restent à ouvrir sur les opérations menées contre le Vatican.

Dans mon autre vie, lorsque j'étais au centre des guerres de Moscou contre les services secrets étrangers, j'ai moi-même été impliqué dans un effort délibéré du Kremlin pour calomnier le Vatican en décrivant le Pape Pie XII comme un sympathisant nazi au coeur dur. Finalement, l'opération n'a pas causé de dommage durable, mais elle a laissé un mauvais arrière goût dont il est difficile de se débarrasser. Cette histoire n'a encore jamais été racontée auparavant.

Combattre l'Église

En février 1960, Nikita Khrushchev approuve un plan ultra-secret pour détruire l'autorité morale du Vatican en Europe de l'Ouest. L'idée est née du cerveau du patron du KGB Alexandre Chélépine et d'Alexis Kirichenko, membre du Politburo où il était le responsable des opérations internationales. Jusqu'à présent, le KGB avait combattu son « ennemi mortel » en Europe de l'Est, où le Saint-Siège avait été cruellement attaqué comme un repère d'espions à la solde de l'impérialisme américain, et ses représentants sommairement emprisonnés comme espions. Maintenant, Moscou voulait que le Vatican soit discrédité par ses propres prêtres, sur son propre territoire, en tant que bastion du nazisme.

Eugenio Pacelli, le Pape Pie XII, fut choisi comme cible principale du KGB, son incarnation du mal, parce qu'il était décédé en 1958. « Les morts ne peuvent pas se défendre » était le dernier leitmotiv du KGB. Moscou venait juste de se faire regarder de travers pour avoir monté une machination et emprisonné un prélat, le cardinal József Mindszenty, Primat de Hongrie, en 1948. Pendant la révolution politique hongroise de 1956, il s'était échappé de sa détention et avait trouvé asile à l'ambassade des États-Unis à Budapest, où il avait commencé à rédiger ses mémoires. Quand les détails de la machination dont il avait été victime furent dévoilés aux journalistes occidentaux, il fut considéré par la plupart comme un héros et un martyr.

Comme Pie XII avait été nonce apostolique à Munich et à Berlin lors de l'arrivée au pouvoir des nazis, le KGB a voulu le décrire comme un antisémite qui avait encouragé l'Holocauste d'Hitler. La difficulté résidait dans le fait que l'opération ne devait pas permettre qu'on soupçonne si peu que ce soit l'implication du bloc soviétique. Tout le sale boulot devait être pris en charge par des mains occidentales en utilisant des preuves venant du Vatican lui-même. Cela éviterait de reproduire une autre erreur commise dans le cas Mindszenty, qui avait été accusé sur la base de faux documents soviétiques et hongrois [1].

Pour éviter une nouvelle catastrophe, le KGB avait besoin de plusieurs documents originaux du Vatican, même s'ils n'avaient qu'un lointain rapport avec Pie XII, que les experts en désinformation pourrait légèrement modifier et projeter sous une « lumière appropriée » pour montrer la « véritable image » du Pape. Le problème était que le KGB n'avait pas accès aux archives du Vatican et c'est là que le DIE dont je faisais partie, le service secret roumain, entra en jeu. Le nouveau chef des services secrets soviétiques, le général Alexandre Sakharovsky avait créé le DIE en 1949 et avait été jusqu'à peu notre conseiller en chef soviétique ; il savait que le DIE était en excellente position pour contacter le Vatican et obtenir les autorisations pour faire des recherches dans ses archives. En 1959, quand j'avais été affecté à l'Allemagne de l'Ouest sous la couverture de porte-parole de la Mission Roumaine, j'ai organisé un échange d'espions où deux officiers du DIE (le colonel Gheorghe Horobet et le major Nicolae Ciuciulin), qui avaient été pris sur le fait en Allemagne de l'Ouest, ont été échangés contre l'évêque catholique Augustin Pacha, emprisonné par le KGB sur la fausse accusation d'espionnage et qui fut finalement rendu au Vatican via l'Allemagne de l'Ouest.

Infiltrer le Vatican

« Siège-12 » était le nom de code donné à cette opération contre Pie XII, et j'en devins l'homme-clef en Roumanie. Pour faciliter mon travail, Sakharovsky m'avait autorisé à informer (faussement) le Vatican que la Roumanie était prête à renouer ses relations interrompues avec le Saint-Siège, en échange de l'accès à ses archives et d'un prêt sans intérêt sur 25 ans d'un milliard de dollars [2]. L'accès aux archives du Pape, devais-je expliquer au Vatican, était nécessaire pour trouver des racines historiques permettant au gouvernement roumain de justifier publiquement son revirement à l'égard du Saint-Siège. Le milliard (non, ce n'est pas une faute typographique), m'a-t-on dit, a été mis en jeu pour rendre plus plausible la soi-disant volte-face de la Roumanie. « S'il y a une chose que les moines comprennent, c'est l'argent » faisait remarquer Sakharovsky.

Mon implication récente dans l'échange de Mgr Pacha contre les deux officiers du DIE m'ouvrit en effet des portes. Un mois après avoir reçu les instructions du KGB, j'ai eu mon premier contact avec un représentant du Vatican. Pour des raisons de confidentialité, cette réunion — et la plupart de celles qui ont suivi — se tint en Suisse dans un hôtel de Genève. J'y fut présenté à un « membre influent du corps diplomatique » qui, m'avait-on dit, avait commencé sa carrière en travaillant aux archives du Vatican. Il s'appelait Agostino Casaroli, et j'appris bientôt qu'il était effectivement influent. Il me donna sur le champ accès aux archives du Vatican, et bientôt, trois jeunes officiers du DIE se faisant

passer pour des prêtres roumains épluchèrent les archives papales. Casaroli acquiesça aussi « sur le principe » à la demande de Bucarest pour le prêt sans intérêt, mais nous dit que le Vatican désirait y mettre certaines conditions [3].

Pendant les années 1960 à 1962, le DIE parvint à dérober des centaines de documents liés de près ou de loin au pape Pie XII venant des archives du Vatican ou de la bibliothèque apostolique. Tout était immédiatement envoyé au KGB par courrier spécial. En réalité, aucun document compromettant contre le pontife ne fut trouvé dans tous ces documents photographiés en secret. Il s'agissait principalement de copies de lettres personnelles et de transcriptions de réunions et de discours, toutes rédigées dans le monotone jargon diplomatique auquel on peut s'attendre. Néanmoins, le KGB continua de demander d'autres documents. Et nous leur en avons envoyés d'autres.

Le KGB produit une pièce de théâtre

En 1963, le général Ivan Agayants, le célèbre chef du département de désinformation du KGB, vint à Bucarest pour nous remercier de notre aide. Il nous dit que « Siège-12 » avait abouti à une pièce de théâtre attaquant fortement le pape Pie XII, intitulée *Le Vicaire* (The Deputy), une référence directe au Pape comme représentant du Christ sur Terre. Agayants se vantait d'avoir inventé lui-même les grandes lignes de la pièce et nous dit qu'elle avait un volumineux appendice de documents réunis par ses experts grâce aux documents que nous avons dérobés au Vatican. Agayants nous dit aussi que le producteur du *Vicaire*, Erwin Piscator, était un communiste dévoué qui avait des liens de longue date avec Moscou. En 1929, il avait fondé le Théâtre Prolétaire à Berlin, puis avait demandé l'asile politique à l'Union Soviétique lorsqu'Hitler était arrivé au pouvoir, et avait « émigré » quelques années plus tard aux États-Unis. En 1962, Piscator était de retour à Berlin Ouest pour produire *Le Vicaire*.

Pendant toutes mes années en Roumanie, j'ai toujours pris ce que me disaient mes patrons du KGB avec précaution, parce qu'ils avaient l'habitude de manipuler les faits de manière à faire de l'espionnage soviétique l'origine de tout. Mais j'avais des raisons de croire les fanfaronnades d'Agayants. C'était une légende vivante dans le domaine de la désinformation. En 1943, alors qu'il résidait en Iran, Agayants lança un rapport de désinformation disant qu'Hitler avait entraîné une équipe spéciale pour kidnapper le président Franklin Roosevelt à l'ambassade américaine à Tehéran, pendant un sommet allié qui devait s'y tenir. Le résultat fut que Roosevelt accepta d'installer son quartier général dans une villa à l'intérieur du périmètre de « sécurité » de l'ambassade soviétique, gardée par une grosse unité militaire. Tout le personnel soviétique affecté à la villa était constitué d'officiers du renseignement sous couverture qui parlaient anglais mais qui, à de rares exceptions près, l'avaient caché pour pouvoir écouter ce qui se disait. Même avec les moyens techniques limités de l'époque, Agayants a été capable de fournir heure par heure à Staline des rapports sur ses hôtes américains et britanniques. Ceux-ci aidèrent Staline à obtenir de Roosevelt l'accord tacite de conserver les pays baltes et le reste des territoires occupés par l'Union Soviétique en 1939-40. On raconte qu'Agayants avait aussi incité Roosevelt à appeler familièrement Staline « Oncle Joe » pendant le sommet. Selon Sakharovsky, Staline y trouva encore plus de plaisir qu'en ses gains territoriaux. On dit qu'il s'exclamait joyeusement « L'infirmier est à moi ! ».

Un an avant la sortie du *Vicaire*, Agayants réussit un autre coup de maître. Il fabriqua de toutes pièces un manuscrit conçu pour convaincre l'Occident que le Kremlin avait profondément une haute opinion des Juifs ; il fut publié en Europe de l'ouest avec un grand succès populaire, sous le titre *Notes for a journal*. Le manuscrit fut attribué à Maxime Litvinov [4] né Meir Walach, un ancien commissaire soviétique aux affaires étrangères, qui avait été limogé en 1939 lorsque Staline a purgé son appareil diplomatique des Juifs en préparation du pacte de « non agression » avec Hitler [5]. Ce livre d'Agayants était si parfaitement contrefait que l'historien britannique, éminent spécialiste de la Russie soviétique, Edward H. Carr, se déclara convaincu de son authenticité et en écrivit même la préface [6].

Le Vicaire vit le jour en 1963 comme le travail d'un Allemand de l'ouest inconnu nommé Rolf Hochhuth, sous le titre *Der Stellvertreter, ein christliches Trauerspiel* (Le Vicaire, une tragédie chrétienne). Sa thèse centrale était que Pie XII avait soutenu Hitler et encouragé l'Holocauste. Elle provoqua immédiatement une grande controverse sur Pie XII, qui était décrit comme un homme froid et sans cœur plus préoccupé par les propriétés du Vatican que par le sort des victimes d'Hitler. Le texte original est une pièce de huit heures, terminée par 40 à 80 pages (selon l'édition) de ce que Hochhuth appelait « documentation historique ». Dans un article de journal publié en Allemagne en 1963, Hochhuth défend son portrait de Pie XII en disant : « Les faits sont là : quarante pages serrées de documentation dans l'appendice de ma pièce. » Dans une interview radiophonique donnée à New York en 1964, lorsque *Le Vicaire* y fut joué pour la première fois, Hochhuth dit : « J'ai trouvé nécessaire d'ajouter à la pièce un appendice historique, cinquante à quatre-vingt pages (selon la taille de l'impression). » Dans l'édition originale, l'appendice est intitulée *Historische Streiflichter* (éclairage historique). *Le Vicaire* a été traduit en près de 20 langues, coupé drastiquement et l'appendice souvent omise.

Avant d'écrire *Le Vicaire*, Hochhuth, qui n'avait pas le baccalauréat (*Abitur*), avait travaillé à différents postes insignifiants pour la maison d'édition Bertelsmann. Dans des interviews, il déclarait qu'il avait pris un congé en 1959 pour aller à Rome où il passa trois mois à parler aux gens puis à rédiger la première ébauche de la pièce, et où il posa « une série de questions » à un évêque dont il refusait de dire le nom. Très peu vraisemblable ! À peu près au même moment, je rendais des visites régulières au Vatican comme messenger accrédité d'un chef d'État, et je n'ai jamais pu entraîner dans un coin un quelconque évêque bavard — et ce n'est pas faute d'avoir essayé. Les officiers clandestins du DIE que nous avons infiltrés au Vatican rencontrèrent aussi des difficultés insurmontables, alors même qu'ils avaient une couverture en béton.

À l'époque où j'étais au DIE, si je demandais à mon chef du personnel, le général Nicolae Ceausescu (le frère du dictateur), de me donner un récapitulatif du dossier d'un subordonné, il me demandait à chaque fois « Promotion ou déchéance ? » Pendant ses dix premières années, *Le Vicaire* eu plutôt pour effet le déchéance du Pape. La pièce suscita une rafale de livres et d'articles, certains accusant et d'autres défendant le pontife. Certains allèrent jusqu'à mettre la responsabilité des atrocités d'Auschwitz sur les épaules du pape, certains démolirent méticuleusement les arguments de Hochhuth, mais tous contribuèrent à attirer l'attention sur cette pièce plutôt pompeuse. Aujourd'hui, beaucoup de personnes qui n'ont jamais entendu parlé du *Vicaire* sont sincèrement convaincues que Pie XII était un homme froid et méchant qui détestait les Juifs et aida Hitler à s'en débarrasser. Comme avait l'habitude de me dire Yuri Andropov, l'incomparable maître de la tromperie soviétique, les gens sont plus prompts à croire à la bassesse qu'à la sainteté.

Les mensonges dévoilés

Vers le milieu des années 1970, *Le Vicaire* commença à s'essouffler. En 1974, Andropov nous avoua que si l'on avait su alors ce qu'on sait aujourd'hui, nous n'aurions jamais dû nous en prendre à Pie XII. Ce qui fit alors la différence fut la parution de nouvelles informations montrant qu'Hitler, loin d'être ami avec Pie XII, avait en fait conspiré contre lui.

Quelques jours seulement avant l'aveu d'Andropov, l'ancien commandant en chef des unités SS en Italie pendant la Seconde Guerre Mondiale, le général Karl Friedrich Otto Wolff, était relâché de prison et confessait qu'en 1943 Hitler lui avait donné l'ordre d'enlever le pape Pie XII au Vatican. Cet ordre était si confidentiel qu'il n'est jamais apparu après la guerre dans aucune archive nazie ni n'est ressorti d'aucun interrogatoire par les alliés des officiers SS et de la Gestapo. Dans sa confession, Wolff déclare qu'il avait répondu à Hitler qu'il lui faudrait six semaines pour mettre l'ordre à exécution. Hitler, qui rendait responsable le pape du renversement du dictateur italien Benito Mussolini, voulait que ce soit fait sur le champ. Finalement, Wolff persuada Hitler que les conséquences d'un tel plan seraient très négatives et le Führer y renonça.

C'est seulement en 1974 que le cardinal Mindszenty publia ses mémoires, qui décrivaient avec force détails le coup monté dont il avait été victime dans la Hongrie communiste. Sur la foi de documents fabriqués, il fut accusé de « trahison, abus de devises étrangères et conspiration », accusations « toutes punissables de mort ou d'emprisonnement à vie ». Il décrivit aussi comment ses « confessions » falsifiées prirent vie d'elles-mêmes. « Il me semblait que tout le monde reconnaîtrait immédiatement que ce document était une grossière contrefaçon, tellement il était l'œuvre d'un esprit maladroit et inculte » écrit le cardinal. « Mais quand par la suite j'ai pris connaissance des livres, journaux et magazines étrangers qui parlaient de mon affaire et commentaient mes "confessions", j'ai réalisé que le publique avait dû conclure que la "confession" avait bien été écrite par moi, bien que dans un état de semi-conscience et sous l'influence d'un lavage de cerveau... Que la police ait publié un document qu'elle avait elle-même fabriqué paraissait finalement trop gros pour être cru. » De plus, Hanna Sulner, l'expert en graphologie hongroise utilisée pour circonvenir le cardinal, qui s'est échappée à Vienne, avait confirmé qu'elle avait fabriqué de toutes pièces la « confession » de Mindszenty.

Quelques années plus tard, le pape Jean-Paul II ouvrit le procès en canonisation de Pie XII, et les témoins du monde entier ont implacablement prouvé que Pie XII était un ennemi d'Hitler, et non un ami. Israel Zolli,* le grand rabbin de Rome entre 1943 et 1944, lorsqu'Hitler reprit la ville, consacra un chapitre entier de ses mémoires à louer le gouvernement de Pie XII. « Le Saint Père rédigea de sa main une lettre aux évêques leur donnant l'instruction renforcer les barrières des couvents et monastère, afin qu'ils puissent devenir des refuges pour les Juifs. Je connais un couvent où les soeurs dormaient dans la cave pour donner leurs lits aux réfugiés juifs. » Le 25 juillet 1944, Zolli a été reçu par le pape Pie XII. Les notes prises par le secrétaire d'État [NdT : en fait pro-secrétaire d'État] du Vatican Giovanni Battista Montini (qui deviendra le pape Paul VI) montrent que Rabbi Zolli remerciait le Saint Père pour tout ce qu'il avait fait pour la communauté juive de Rome — et ces remerciements furent retransmis à la radio. Le 13 février 1945, le rabbi Zolli était baptisé par l'évêque auxiliaire de Rome Luigi Traglia dans l'église Sainte Marie des Anges. Pour exprimer sa gratitude envers Pie XII, Zolli prit

le prénom chrétien d'Eugenio (le prénom du pape). Un an plus tard, la femme et la fille de Zolli furent aussi baptisées.

David G. Dalin, dans *Le mythe du pape d'Hitler : Comment le pape Pie XII a sauvé des Juifs des nazis*, publié il y a quelques mois, a rassemblé d'autres preuves incontestables de l'amitié d'Eugenio Pacelli pour les juifs qui a commencé bien avant qu'il ne soit pape. Au début de la Seconde Guerre Mondiale, la première encyclique du pape Pie XII était tellement anti-hitlérienne que la Royal Air Force et l'Armée de l'Air française en ont lâché 88.000 exemplaires au-dessus de l'Allemagne.

Durant les 16 dernières années, la liberté de religion a été restaurée en Russie et une nouvelle génération s'est battu pour développer une nouvelle identité nationale. On peut seulement espérer que le président Vladimir Poutine prendra conscience de l'utilité d'ouvrir les archives du KGB et de les étaler au grand jour pour que tout le monde puisse voir comment les communistes ont calomnié l'un des plus grand papes du siècle dernier.

P.-S.

Le général Ion Mihai Pacepa est le plus haut gradé de tous les espions qui ont jamais fui le bloc soviétique. Son livre *Red Horizons* a été publié dans 27 pays. Cet article est la traduction d'un article de [National Review Online](#)

Notes

[1] Le 6 février 1949, quelques jours seulement avant la fin du procès, Hanna Sulner, l'experte en graphologie hongroise qui avait fabriqué les « preuves » utilisées contre le cardinal s'est échappé à Vienne et a montré sur microfilms des « documents » sur lesquels le procès était fondé, qui étaient tous des documents fabriqués, « certains apparemment de la main du cardinal, d'autres portant sa prétendue signature », imitée par elle.

[2] Les relations de la Roumanie avec le Vatican avaient été rompues en 1951, lorsque Moscou avait accusé la nonciature apostolique en Roumanie d'être la couverture d'un avant-poste de la CIA. Les locaux de la nonciature à Bucarest sont devenus ceux du DIE, et abritent aujourd'hui une école de langues étrangères.

[3] En 1978, lorsque j'ai quitté définitivement la Roumanie, j'étais encore en train de négocier ce prêt, qui s'était alors réduit à 200 millions de dollars.

[4] NdT : voir [la revue française de science politique](#) .

[5] Le pacte de non agression entre Staline et Hitler fut signé le 23 août 1939 à Moscou. Il contenait un protocole secret qui partageait la Pologne entre les deux signataires et donnait aux Soviétiques le champ libre en Estonie, Lettonie, Finlande, Bessarabie et Bukovine du Nord.

[6] Carr a écrit une histoire de la Russie soviétique en dix volumes: *A History of Soviet Russia*, 10 volumes, London: Macmillan, 1950-1978.

* Pacepa écrit à plusieurs reprises "Zoller". Le vrai nom est Zolli (aaargh).

dimanche 4 février 2007, traduit par Thomas

<http://meurgues.fr/spip/spip.php?article2>

L'original anglais, daté du 25 janvier 2007, se trouve à :

<http://article.nationalreview.com/?q=YTUzYmJhMGQ5Y2UxOWUzNDUyNWUwODJiOTZyYjY4NzI>

On tiendra aussi compte du fait que les services roumains ont été très tôt pénétrés par le Mossad.

LE RICHISSIME IMPOSTEUR EN CHEF

Author accepted lifetime achievement award for contributions to Jewish culture

Nearly three months after being attacked in a hotel elevator, Nobel Prize winner, author and holocaust survivor Elie Wiesel returns to San Francisco under heavy security.

Elie Wiesel (centre), flanked by security personnel, leaves a San Francisco news conference announcing his receipt of the \$US250,000 Koret Prize.

Photo: Douglas Zimmerman/JTA

Nobel Peace Prize winner Ely Wiesel was in San Francisco Wednesday. Wiesel accepted a lifetime achievement award from the Koret Foundation for his contributions to Jewish life and culture.

The famed author of *Night*, which is about his experiences during the Holocaust, has a bit of history in San Francisco.

Last February a person who denied the Holocaust happened accosted Wiesel and then wrote about it on the internet. Wiesel had more security this time around. He was guarded by private contractors and police. Eric Hunt, 22, of Sussex County, New Jersey, was arrested at a New Jersey behavioral health clinic in February after allegedly dragging Wiesel from an elevator at the Argent Hotel, where Wiesel was speaking at a San Francisco peace forum. According to Wiesel, Hunt grabbed him, told him he was being taken "into his custody" and demanded he admit "the Holocaust is a lie."

Wiesel began yelling, and the suspect ran away, police said. "I confess to you I was traumatized," said Wiesel, 78.

Though Wiesel has faced harassment from Holocaust deniers for years, including at his acceptance of the Nobel Peace Prize in 1986, he said, the violence of the recent attack was a "new element to the equation." "I call them not mentally ill but morally ill people," Wiesel said.

Wiesel said he believed anti-Semitism was on the rise worldwide and singled out Iranian President Mahmoud Ahmadinejad for criticism, calling him the "number-one Holocaust denier in the world. Ahmadinejad, who has called the Holocaust a "myth" and said Israel should be "wiped off the map," hosted a December conference in Tehran where delegates cast doubt on the genocide.

Wiesel, whose mother, sister and father all perished in Nazi concentration camps, survived Auschwitz and Buchenwald.

Associated Press May 10, 2007

http://www.49abcnews.com/staff/associated_press

PAMONDE

06 mai 2007

Faire parler les morts

Pierre Assouline

Dans sa longue préface à la réédition de son fameux récit sur sa vie de putain *La Dérobade* (Phébus), Jeanne Cordelier rapporte que, lors d'un grand déjeuner d'auteurs à succès à la brasserie Lipp, François Furet lui aurait demandé : « *Que effet ça fait d'être maquée par son éditeur plutôt que par un maquereau ?* » La même semaine, j'ai trouvé dans *Politique* (Seuil) de Jacques Henric une page où celui-ci, prenant la défense de *L'Idéologie française*, prête à Pierre Vidal-Naquet de « *la haine* » à l'endroit de Bernard-Henri Lévy. Et tout en qualifiant cela de symbolique, il n'en rapporte pas moins : « *il se laissa aller à confier à un journaliste venu l'interviewer, lui désignant sur une étagère une rangée de dossiers classés sous la rubrique BHL : « Un des me regrets est que celui-là, je n'aurais pas réussi à le tuer »...* »

Aussi invérifiable l'un que l'autre. Dans les deux cas, on pourrait passer cela sous silence. Mais les noms de ces deux historiens, ces deux grands intellectuels François Furet et Pierre Vidal-Naquet, dont l'œuvre et la personne honorent la pensée française, sont imprimés et circulent. On dira que de tels propos étonnent dans leur bouche et ne leur ressemblent pas. Qu'importe au fond si les mots ont été prononcés ou pas. Seul le procédé compte. Il s'agit juste de réagir par principe, et de marquer le coup, quand des livres font parler à leur insu et à leurs dépens ceux qui ne sont plus là pour se défendre.

Mais si pauvre plouc, ça leur ressemble. Des palanquées de témoins. Nous l'avons écrit de son vivant, et il n'a jamais démenti. Vidal-Croquet était altéré de sang. Il le disait à tout le monde, certes à voix basse, et surtout dans les environs de la 17e chambre lors des procès contre Faurisson. Sa seule envie, c'était de tuer. Ça le taraudait. Mais en même temps, c'était un couard, une baudruche, qui se dégonflait au fur et à mesure qu'il s'abandonnait à son irrépressible besoin de fanfaronner. Passouline ne le croit pas parce qu'il ne le connaissait pas. Nous, nous l'avons eu vingt ans sur le dos. On est expert en vidal-crétineries.

<http://passouline.blog.lemonde.fr/>

RÉTROPÉDALAGE

Entretien avec Jean Bricmont

« La loi Gayssot est une régression juridique de plusieurs siècles »

par Silvia Cattori*

[...] **Silvia Cattori** : *Dans le cadre de votre réflexion sur les principes et les limites de la liberté d'expression, vous vous êtes intéressé à une controverse qui a opposé, à la fin des années 70, votre ami Noam Chomsky à Pierre Vidal-Naquet. Sur quoi portait la controverse, et quels points de principes touchant la liberté d'expression contribuait-elle à éclairer ?*

Jean Bricmont : Je ne suis pas sûr qu'on puisse parler de « controverse », parce que cela suppose des positions bien définies et je ne sais pas très bien quelle position Vidal-Naquet avait. Lorsque Faurisson, qui était professeur de littérature à Lyon, a rendu publiques ses vues sur les chambres à gaz (il soutient qu'elles n'ont pas existé), il a été rapidement suspendu d'enseignement et pourchassé de différentes manières. Une pétition avait circulé alors, appelant à défendre ses droits, signée par 500 personnes dont Chomsky. Cette pétition était neutre en ce qui concernait la validité des affirmations de Faurisson ; ce que Vidal-Naquet avait jugé « scandaleux » et ce qui avait amené Chomsky à un long échange épistolaire avec Vidal-Naquet et d'autres. Mais évidemment, comme le fait remarquer Chomsky, lorsqu'on défend la liberté d'expression de quelqu'un, on laisse de côté le contenu des textes incriminés. Défendre une expression d'opinion ne revient pas à juger celle-ci. Discuter du fond rendrait d'ailleurs une telle défense impossible, ne serait-ce que faute de temps pour examiner ces textes, ou encore parce qu'ils sont écrits en russe ou en chinois. Chomsky a d'ailleurs signé de nombreuses pétitions pour des dissidents dans les pays de l'Est, soit en ignorant leurs vues, soit en les connaissant et en étant en total désaccord avec elles, mais sans jamais, bien sûr, exprimer la moindre opinion à leur sujet. Dans ces cas-là, cela ne lui a jamais été reproché, du moins en Occident.

Chomsky a ensuite donné à un de ses amis de l'époque, Serge Thion — qu'il connaissait à cause de leur commune opposition à la guerre du Vietnam — un court texte reprenant ses arguments concernant la liberté d'expression. Il lui a dit d'en faire ce qu'il voulait. Mais Thion s'était rapproché, à cette époque, de Faurisson et a mis ce texte comme « Avis » au début du *Mémoire en défense* publié par Faurisson pour répondre aux poursuites judiciaires dont il était l'objet. Ceci a eu pour résultat que Chomsky a été ostracisé en France pendant longtemps et continue à l'être dans certains milieux.

Comme Vidal-Naquet était en principe opposé aux lois qui répriment la liberté d'expression, telles la loi Gayssot, on ne peut pas dire qu'il y avait vraiment une « controverse » entre lui et Chomsky. Simplement, Chomsky adoptait une attitude de principe, consistant à défendre la liberté d'expression même pour les personnes avec qui il est en désaccord, et Vidal-Naquet exprimait, face à cela, son « indignation » de différentes façons, mais sans adopter une position bien définie (par exemple, en faveur de la censure). Il faut dire que cette posture est assez fréquente parmi les « démocrates » qui sont à la fois contre la censure et contre ceux qui s'y opposent réellement, ou — ce que faisait aussi Vidal-Naquet, ainsi que Finkelkraut — qui nient qu'il y a censure lorsque quelqu'un est poursuivi devant les tribunaux pour ses opinions.

Silvia Cattori : *Il y a des mots comme « rouge-brun », « antisémite », « négationniste », « révisionniste », qui reviennent de façon récurrente dans le débat politique. C'est ainsi que, durant ces années de guerres et d'atrocités terribles au Proche-Orient, qui ont mis la responsabilité d'Israël au cœur du débat, nous avons vu des associations multiplier les appels à la vigilance [7] contre une prétendue montée de l'« antisémitisme ». Ces mots épouvantails, ne sont-ils pas utilisés comme armes pour étouffer la voix, détruire la carrière et la réputation de ceux qui dénoncent de manière forte la politique d'apartheid et de nettoyage ethnique menée par l'État d'Israël ? Cette manière d'ostraciser, n'est-elle pas l'illustration d'une régression très préoccupante de la liberté d'expression ? S'agit-il d'une situation qui touche particulièrement la France ?*

Jean Bricmont : Je ne vais pas commenter les exemples que vous donnez, mais l'idée générale est correcte : si on veut éliminer quelqu'un du débat, on le taxe soit de « stalinien », soit d'« antisémite-nazi-négationniste » ; « rouge-brun » a l'avantage de combiner les deux

accusations. On peut aussi vous accuser d'avoir rencontré quelqu'un qui est négationniste/stalinien ou d'avoir eu de la sympathie pour X etc. Ou encore, de « *manquer de vigilance* » face au « *fascisme* » ; évidemment cette vigilance s'exprime avec beaucoup moins de force lorsqu'un homme politique israélien — comme Avigdor Lieberman [8] — tient des propos ouvertement racistes et recommande l'épuration ethnique, ou lorsqu'un homme politique américain — comme John Hagee [9] — propose de détruire la mosquée d'Al Aqsa. Les choses qui sont principalement supposées susciter notre indignation sont les « petites phrases » de Le Pen, qui, contrairement aux gens mentionnés ci-dessus, est éloigné de tout pouvoir et, en particulier, de toute arme de destruction massive.

Silvia Cattori : *Dans ce contexte, que pensez-vous de l'usage que l'on fait de la loi Gayssot ? [10]*

Jean Bricmont : La signification de la loi Gayssot ne vient pas principalement de son contenu — interdire de mettre en question certains aspects du jugement de Nuremberg — mais de sa simple *existence*. En effet, cette loi va à l'encontre de tous les principes de notre droit. Elle est une véritable lettre de cachet, une régression juridique de plusieurs siècles. Par son existence même, cette loi subordonne la liberté de pensée et d'expression aux institutions juridiques qui l'appliquent et aux groupes qui exigent son application. Une fois un tel principe admis, le risque est grand de voir s'étendre son application au delà de son objet d'origine, le jugement de Nuremberg. Des ajouts, des interprétations abusives risquent de menacer d'autres opinions, comme on le voit avec les débats sur le colonialisme ou le génocide arménien. Enfin, elle exerce une subtile intimidation, en montrant la force de groupes de pression sionistes qui n'hésitent pas à identifier critique d'Israël avec « *antisémitisme* » et, par là, avec déni de la « solution finale ». C'est un signal indirect montrant que la défense des droits des Palestiniens risque de se heurter à des groupes de pressions capables de détruire la réputation et même la carrière de leurs adversaires, sans parler de poursuites judiciaires plus ou moins arbitraires, même si ceux-ci acceptent, comme ils sont en général prêts à le faire, l'intégralité du jugement de Nuremberg.

Mais il y a un problème plus profond que cette loi, à savoir un état d'esprit, dont un des effets est justement l'acceptation générale de cette loi à gauche. C'est l'idée qu'on refuse de débattre ou même de parler avec X ou Y, parce que ceux-ci seraient « *racistes* », « *fascistes* », « *nationalistes* », « *justifient l'injustifiable* », que sais-je. L'argument avancé le plus souvent est que, si on débat avec lui, on « *légitimise* » l'ennemi. Je refuse radicalement ce genre d'attitude — j'ai déjà parlé à un groupe musulman « *radical* », débattu avec un « *nouveau philosophe* », été discuter dans une synagogue, un temple protestant, ainsi qu'à une radio catholique, été confronté à des représentants des partis démocrates et républicains américains, etc. C'est évidemment quand on discute avec ses adversaires, pas avec ses amis, qu'on est obligé d'affiner ses arguments et parfois de réviser ses propres positions. Supposons que je discute avec Le Pen (ce que je ne ferais pas, parce que je ne suis pas compétent en matière d'immigration, qui est son principal cheval de bataille) ; je suis sûr qu'on me reprocherait de le légitimer ; mais aux yeux de qui ? Il représente environ 20 % des Français, et moi je suis un simple individu.

À gauche on fait comme si l'essentiel n'est pas l'opinion publique réellement existante, qu'il faut chercher à influencer — par l'argumentation et le débat — mais une divinité aux yeux de laquelle nous sommes bons et qui serait offensée si nous nous abaissions à discuter avec les « *mauvais* ». Le résultat de cette mentalité est un climat d'intolérance dans la gauche et surtout l'extrême gauche, qui fait qu'on y débat très peu, y compris avec des gens qui ne sont pas si éloignés de nous, et que les arguments ne cessent de s'affaiblir et les idées de se transformer en dogmes. Et, plus les arguments s'affaiblissent, plus on a peur du débat. Pendant ce temps, nos adversaires progressent.

Silvia Cattori : *N'est-on pas confronté à l'utilisation de méthodes maffieuses dans le cadre de cette « lutte contre l'antisémitisme » qui sert largement de couverture à d'autres objectifs ? L'enjeu n'est-il pas le contrôle de l'information ? Les personnes ou les groupes qui jettent l'opprobre sur autrui en invoquant la lutte contre le fascisme, n'adoptent-ils pas en réalité des attitudes fascistes ?*

Jean Bricmont : La « *lutte contre l'antisémitisme* » se poursuit de nos jours un peu comme la « *lutte contre l'anticommunisme* » se poursuivait dans les pays de l'Est, avec, je le crains, à terme, les mêmes résultats. C'est-à-dire qu'au lieu de débattre et d'argumenter, on intimide, on poursuit devant les tribunaux, on fait taire les gens etc. On joue sur la mauvaise conscience. Tout cela marche parfaitement, pendant un certain temps. Mais tous ceux qui ont étudié un tant soit peu l'histoire des monarchies absolues, des religions d'État ou des partis uniques auront des doutes sur la pérennité du succès de cette stratégie. Il faut écouter non seulement ce qui se dit publiquement, mais ce qui se dit en privé, dans les rues et dans les bars et que personne ne peut contrôler. Utiliser la « *lutte contre l'antisémitisme* » pour protéger Israël est doublement

criminel : d'une part pour les Palestiniens, mais aussi pour les gens d'origine juive qui risquent à terme d'être victimes de cette stratégie.

Silvia Cattori : *Si ces lois sont injustes, dès lors qu'elles permettent à une majorité de jeter le soupçon ou la calomnie sur une minorité, pourquoi aucun parti ne s'y est-il jamais opposé ? Comment se fait-il qu'aucun groupe ne se soit mobilisé pour refuser ces anathèmes abusifs et changer ou supprimer ces lois ? Pour avoir largement contribué à les introduire, la gauche ne porte-t-elle pas une responsabilité particulière ?*

Jean Bricmont : Bonne question. Je pense que certains hommes politiques se sont opposés à la loi Gayssot, M. Toubon par exemple, si je ne me trompe. Mais je n'en connais pas à gauche. Le problème vient de la mythologie de l'antifascisme. Soixante ans après la fin de la guerre, beaucoup de gens — surtout dans l'extrême gauche — adorent jouer les héros en prenant de grandes postures « antifascistes ». Ce qui amène bon nombre de personnes à approuver des méthodes disons *fascistoïdes* (la censure) pour combattre des gens faibles et marginaux (comme Faurisson), alors que nos ancêtres, ceux qui étaient réellement antifascistes, avaient à affronter des adversaires autrement puissants et féroces et, en particulier, se heurtaient, dans les pays fascistes ou occupés, à une censure omniprésente.

Ceci dit, je pense qu'il y a un parti qui s'est toujours opposé à ces lois et qui en demande l'abrogation : le Front National. On me dira que c'est parce qu'ils sont secrètement négationnistes. Ma réaction est différente : peu m'importent leurs intentions ; ce qui est tragique et qui, pour paraphraser Chomsky, revient à rendre un triste hommage aux victimes de la « solution finale », c'est d'avoir créé une situation où le monopole de la défense de la liberté d'expression est laissé aux « fascistes ». [...]

Réseau Voltaire

RAFALES

Extraordinaire efflorescence de conneries au sujet de l'infortuné Chomsky dans le courrier adressé à *Libération* à l'occasion d'un ensemble de cinq émissions, distillant une grande heure d'entretien que Chomsky a accordée au joyeux crétin de la radio, le mégalo et dinosaurien Daniel Mermet. On voit l'effet de vingt ans de calomnies : un bonne partie du public avale tous ces poncifs: Chomsky soutenant le génocide des Khmers rouges ou complice des nazis, etc. La somme de ces bêtises et de cette ignorance, élargie par la suffisance de tous ces roquets de journalistes, porte à diagnostiquer chez les semis-instruits français une sorte de léthargie mentale, une incapacité à apprendre, une surdité sélective, qui montre que l'élection de Sarközy n'est pas un accident, mais bien une glissade accélérée vers le gouffre de la néantisation. Quand on a perdu une dent, on a une sensation bizarre de vide pendant quelques jours. Ensuite, on n'y fait plus attention. Le monde s'habitue très vite à l'absence de la France, au vide de l'encéphalogramme plat d'un hexagone en peau de chagrin, et pensera vite à autre chose.

Radio. Daniel Mermet face au linguiste américain.

Discussions avec Chomsky

Libération lundi 14 mai 2007. Voir surtout les "réactions" des pauvres types qui lisent ce torchon.

<http://www.liberation.fr/actualite/ecrans/253512.FR.php>

Pour les ceusses qui voudraient savoir de quoi il s'agit, nous avons une page Chomsky où toute l'affaire de Chomsky et les révisionnistes est racontée en détail. Cette mise au point date de 2000 et nous n'avons pas trouvé qu'il fallait en rajouter. Ceux qui l'ignorent le font à leurs dépens, car après tout, c'est nous qui avons mis Chomsky dans cette panade.

<http://www.litek.ws/aaargh/fran/chomsky/chomsky.html>

On peut aussi consulter le dernier numéro (n° 88) des Cahiers de L'Herne, consacrée justement à Noam Chomsky, et éditée par Jean Bricmont et Julie Franck. ISBN : 2-85197-145-x. L'histoire y est racontée sobrement, mais sans erreur grave.

*On notera en particulier la quatrième partie (p. 271-294), qui comprend les articles suivants: Jean Bricmont, Chomsky, Faurisson et Vidal-Naquet
Noam Chomsky, Quelques commentaires élémentaires sur le droit à la liberté d'expression [avant-propos au Mémoire en défense de R. Faurisson]*

*Noam Chomsky, Il a le droit de le dire
La pétition initiale signée par Chomsky
La loi Gayssot
La pétition des 19 historiens contre la loi Gayssot
Pierre Vidal-Naquet, De Faurisson et de Chomsky
et aussi "Réponses à mes détracteurs parisiens" (entretien), p. 219.
C'est un dossier résumé mais essentiel. La revue se trouve dans toutes les bonnes librairies.*

EN POLOGNE, C'EST-À-DIRE NULLE PART

Pologne: le négationniste David Irving expulsé d'une Foire du livre

L'écrivain et historien négationniste britannique David Irving a été expulsé vendredi d'une Foire internationale du livre à Varsovie où il était venu pour promouvoir ses écrits, a-t-on appris auprès de l'organisateur de la foire.

"David Irving s'est présenté au stand (de la maison d'éditions britannique Focal Point) pour promouvoir ses livres. Je lui ai immédiatement demandé de quitter les lieux", a indiqué à l'AFP Grzegorz Guzowski, président de la société Ars Polona, l'organisateur de l'exposition.

"Il a vivement protesté, accusant la Pologne de violer les droits de l'Homme, mais finalement il a obéi sous la menace de faire appel à la police. Mes employés l'ont raccompagné à l'extérieur. Ils ont remballé aussi les trois cartons de livres qu'il avait emmenés à la Foire", a raconté M. Guzowski.

Les organisateurs de la Foire et la police ont été prévenus par le musée d'Auschwitz que David Irving s'appêtait à y donner une conférence préparée par les éditions Focal Points, a indiqué à l'agence PAP le porte-parole du musée, Jaroslaw Mensfeld.

"Personne ne s'était rendu compte que c'était bien cet Irving qui y était invité. Dès que tout est devenu clair et après des consultations avec des juristes nous l'avons expulsé des lieux, tout comme son éditeur", selon Dorota Wellman, porte-parole de la Foire.

David Irving, 69 ans, est l'auteur de nombreux livres sur la Seconde guerre mondiale, dont des biographies d'Adolf Hitler et de Hermann Göring, dans lesquels il a tenté de disculper le IIIe Reich allemand de la responsabilité de l'Holocauste.

Ses positions négationnistes lui ont valu l'interdiction de séjour dans plusieurs pays. En 2006, il a été condamné à la prison en Autriche.

AFP *Le Monde* 18 mai 2007

UN PIÉTON DE PARIS

Mon très cher ami ZÜNDEL

Sur l'Internet circule la vidéo d'une interview donnée par le professeur Faurisson le 30 mai à un journaliste allemand.

Cette vidéo a été donnée en anglais et s'obtient à l'URL suivante:

<http://video.google.de/videoplay?docid=6820053006290042239&q=faurisson>

Extrait :

RF: Nous sommes à Paris. Nous sommes le 30 mai 2007. Je passais en jugement cet après-midi et, dans ce Café - bien bruyant! -, je parlais de mon très cher ami Ernst Zündel. Ernst Zündel est en prison en Allemagne. Il est l'homme que j'admire le plus. C'est un homme merveilleux. Il est vraiment pour moi une source d'inspiration ; il le sait déjà mais je crains qu'il ne se demande pourquoi il ne reçoit de Faurisson aucun message, aucune lettre. La raison - j'ai expliqué cette raison à sa femme et à quelques personnes et je vous l'explique à présent - la raison est que je ne veux pas que les autorités de la prison reçoivent une lettre montrant l'existence de contacts entre Faurisson et Zündel. J'aimerais que vous compreniez bien que ce n'est pas une question de prudence pour moi mais de prudence à son égard. Et mon cœur saigne quand je pense à Ernst Zündel, vous savez, quand il était dans cette ignoble prison de

Toronto ou dans cette prison en Allemagne. Franchement. Et je peux ajouter quelque chose: ma femme, très souvent, parle de Ernst Zündel - le révisionnisme ne l'intéresse pas; ce qui l'intéresse c'est l'art, la peinture - et elle sait tout de suite juger un homme ou une femme; elle perçoit très bien ce genre de chose. Elle a vu que Ernst Zündel est un homme exceptionnel, très humain; c'est ce que je pense, moi aussi.

LE JOURNALISTE: Vous pensez à lui jour et nuit?

RF: Oui, bien sûr, jour et nuit mes pensées vont vers mon très cher ami. Je me souviens qu'en 1998, à Toronto, devant un simulacre de tribunal, j'ai soudainement dit au juge: "Mon très cher ami Ernst Zündel".

14 juin 2007

LES OREILLES MAIS PAS LA QUEUE

Interdit de mentir

Mario Vargas Llosa

Le parlement européen, par majorité écrasante et à peine deux ou trois abstentions, a déclaré délit devant être pénalisé le fait de nier l'Holocauste, c'est-à-dire le massacre de six millions de juifs perpétré par l'Allemagne de Hitler, dans les camps d'extermination établis dans ce but dans les années 1930-40, en Allemagne même et dans les pays d'Europe centrale occupés par les nazis.

Cet accord des parlementaires européens répond à des tentatives sporadiques mais bruyantes d'historiens d'extrême droite qui ces dernières années, tant en Allemagne qu'en France et en Angleterre, ont prétendu minimiser ou nier ce génocide, et répond également aux poussées d'antisémitisme qui, avec une fréquence alarmante, se font jour depuis quelque temps au sein de l'Union Européenne.

Pourquoi, depuis que j'ai lu cette info, est-ce que je me sens mal à l'aise, à cause de cette mesure adoptée par le parlement européen ? Ce n'est pas que j'abrite le moindre doute sur l'horrible boucherie commise par les nazis contre le peuple juif, bien entendu. J'ai beaucoup lu, sur ces questions, et j'ai éprouvé des nausées en visitant quelques uns des lieux où le massacre a été perpétré, tels que Auschwitz et Buchenwald, et j'ai senti les larmes me monter aux yeux en parcourant le sobre et terrifiant musée de Yad Vaschen, à Jérusalem, et dans celui de Washington, les deux ou trois fois où je m'y suis rendu ; il ne saurait par conséquent m'en rester le moindre soupçon sur la vérité de ce massacre, l'un des crimes les plus honteux contre l'humanité, aggravé, dans le cas particulier, par le fait que les criminels appartenaient à l'une des sociétés les plus cultivées et avancées au monde.

Mais, ceci étant, je pense qu'il y a un risque très grand pour la liberté intellectuelle pour la culture- et pour la liberté politique à reconnaître aux gouvernements ou parlements la faculté de déterminer la vérité historique, en punissant comme des délinquants ceux qui osent la contester. Aussi irréprochable soit leur origine démocratique, comme c'est le cas pour le parlement européen, ceux qui ont le pouvoir politique ne sont pas en mesure de décider avec l'objectivité, la rigueur scientifique et l'impassibilité morale qu'exige une activité intellectuelle responsable, de décider, donc, de la nature et de la signification des faits qui constituent l'histoire.

Démocratique ou autoritaire, le pouvoir fonctionne toujours dans un cadre déterminé par des coordonnées qui, pour des raisons d'actualité, de patriotisme, d'opportunité, d'idéologie ou de foi brouillent fréquemment le jugement, et peuvent dénaturer la vérité. Le patriotisme, par exemple, est chose périlleuse, à l'aune scientifique, parce que, comme le disait Borges, « on ne tolère que les affirmations » à son endroit. Voilà pourquoi en Turquie il est interdit par la constitution de mentionner le génocide des quelques deux millions d'Arméniens commis par ce pays, sujet qui, pour de simples mentions, a conduit devant les tribunaux plusieurs journalistes et intellectuels, parmi eux le prix nobel et romancier Orhan Pamuk. La Turquie, rappelons-le, est une démocratie, quoiqu'imparfaite.

Les vérités officielles sont un trait caractéristique des sociétés autoritaires, bien sûr, mais elles ne devraient pas en être pour les démocraties. Dans la Russie de Vladimir Poutine, ex-fonctionnaire du KGB, les historiens peuvent-ils donc faire des recherches libres sur la fonction que joua ce sinistre corps de police en approvisionnant le goulag sibérien en millions de victimes ? Comme là-bas on continue à admettre le principe des vérités officielles, il est improbable que les jeunes Russes de là-bas et les futures générations en viennent à soupçonner que sous le stalinisme soviétique plusieurs millions de leurs compatriotes ont péri sous les tortures et par la faim dans les camps d'extermination pour dissidents créés par le pouvoir. Et encore moins ne peuvent-ils

savoir qu'un grand nombre de ces dissidents supposés n'étaient rien d'autre que des ennemis personnels des maîtres du pouvoir, c'est-à-dire des innocents selon la légalité soviétique elle-même, sacrifiés pour des raisons de simple émulation ou intrigues personnelles. Comme dans le cadre de la mentalité chauviniste en vigueur actuellement en Russie on ne tolère pas les attitudes antipatriotiques, les historiens russes ne pourront donc pas faire de recherche et établir dans toute leur cruauté aveuglante le phénomène que Soljénitsine dénonçait dans *L'Archipel du Goulag*, jusqu'à ce que la Russie, pays infortuné, soit un jour une véritable démocratie.

Et les vertigineux massacres de la « révolution culturelle chinoise », déclenchées par Mao ? On calcule que pas moins de cinq millions –et peut-être vingt ou plus- ont disparu dans cette orgie démentielle que déclencha le satrape de la Chine Populaire dans son entreprise pour –comme le Caligula de Camus- « en finir une fois pour toutes avec les contradictions de la société ». La vérité officielle du gouvernement chinois actuel ou de tout autre gouvernement chinois de l'avenir, même s'il est démocratique, admettra difficilement un crime collectif de cette taille, parce qu'il considérerait que reconnaître une ignominie semblable est quelque chose de déshonorant et de démoralisant. Et aucun gouvernement ne veut semer la honte et le déshonneur parmi les gouvernés.

Voilà pourquoi, dans les sociétés libres, ceux qui s'occupent d'alimenter les décharges d'ordures sont les historiens, et non pas les politiciens. Les historiens peuvent creuser, avec tout le calme requis, en fouillant dans les documents, les témoignages, en soupesant les informations, presque toujours teintées d'esprit partisan ou de préjugé, et surtout, en exprimant des divergences entre eux, car cette confrontation et le contraste des conclusions peut nous rapprocher des vérités historiques, souvent fuyantes et confuses.

Entre les mains des politiciens, l'histoire cesse d'être une discipline académique, une science, et devient un instrument de combat politique, pour gagner des points contre l'adversaire ou promouvoir sa propre image. Il est compréhensible que ceux qui vivent acculés et réduits en esclavage par l'actualité urgente et les servitudes du pouvoir manquent de la disponibilité mentale et de la sérénité intellectuelle nécessaires pour parvenir à des jugements acceptables sur des points précis de l'histoire.

Une société démocratique qui croit à la liberté ne doit pas mettre de limites aux idées, même aux plus absurdes et aberrantes. Et elle doit autoriser ses historiens à se tromper ou à s'égarer, en soutenant, par exemple, que la terre est carrée ou que l'Eglise catholique n'a jamais brûlé de sorcières, ou qu'il n'y a pas eu de guerres napoléoniennes. Nier l'Holocauste est une monstrueuse stupidité, certes. Mais si cette négation a des conséquences délictueuses, il vaut mieux que les tribunaux en décident au cas par cas, et de façon concrète, parce que, s'il en est autrement, le précédent établi par le Parlement européen pourrait encourager autant de politiciens et de politicards avides de popularité, sous couvert de cet exemple, à promouvoir dans leurs propres domaines de compétence des lois équivalentes pour défendre des vérités moins évidentes que l'Holocauste et parfois, non pas des vérités mais ces mensonges que le patriotisme, la foi ou l'idéologie veulent faire passer pour des vérités.

Pour le reste, nous savons bien que les choses dépendent des lunettes que chacun chausse. Les vérités historiques sont, dans bien des cas, relatives, et elles admettent des interprétations ou des relativisations dans des contextes variés. Je ne nie pas qu'il existe une vérité et un mensonge, mais je nie que la frontière qui les sépare puisse être établie par le pouvoir politique dans une société libre. Précisément, ce qui distingue une société libre d'une société qui ne l'est pas, c'est que dans une société ouverte les vérités établies sont toujours soumises à l'examen et à la critique, de façon à se trouver confirmées, nuancées, perfectionnées ou rectifiées par la libre recherche.

Personne ne peut douter des saines intentions qui ont guidé les parlementaires européens en déclarant délit le fait de nier l'Holocauste. Ils essayent par là de contrer, comme ils peuvent, la renaissance de l'antisémitisme, cancer qui, malheureusement, relève la tête en Europe où on le croyait en voie d'extinction imminente. Mais il est naïf de croire qu'en les mettant hors la loi on peut combattre efficacement le préjugé, la stupidité ou n'importe quelle autre manifestation intellectuelle de l'irrationalité et de la cruauté humaine. Au contraire, l'imposition d'une vérité historique depuis le pouvoir crée un dangereux précédent et pourrait justifier de futures entailles à la liberté intellectuelle.

Dans les démocraties, les idées fausses sont généralement démolies et éliminées grâce à la liberté de critique et au débat intellectuel et c'est ainsi que la vérité scientifique se fraie un chemin, au milieu de la forêt des confusions et des erreurs. Mais même les sociétés libres n'échappent pas aux erreurs et aux faussetés historiques monumentales. Pour les corriger, il n'y a pas d'autre formule que de maintenir ouverte à tous les citoyens la libre expression de la pensée, en stimulant le débat et le désaccord, et l'existence des vérités contradictoires, comme les appelait Isaiah Berlin.

Combattons l'antisémitisme, et toutes les expressions du racisme et de la xénophobie, avec toute la sévérité de la loi, et envoyons aux tribunaux et en prison ceux qui traduisent ces perversions idéologiques en actes concrets ; mais laissons les historiens s'occuper de trier les vérités et les mensonges historiques. Les politiciens ont des choses plus urgentes à régler.

Traduction : **Leyla Chávez.**

La Nación, Buenos Aires, le 12 mai 2007-05-21

Link permanente: <http://www.lanacion.com.ar/907798>

http://www.lanacion.com.ar/opinion/nota.asp?nota_id=907798

FILLING THEIR POCKETS

L'envers de l'Industrie de l'Holocauste : ils s'en foutent plein les poches, les autres peuvent crever !!!

Holocaust Survivors Return to Germany

Ines Ehrlich

Holocaust survivors have left Israel to live out the rest of their days in Germany due to the better conditions they receive there, according to a documentary program broadcast Tuesday night by Israel's Channel 2 television.

The documentary, Musar Shilumin (The Morals of Restitution) opened with an elderly woman speaking from her comfortable home in Berlin to two of Israel's best known docu-activists - Orly Vilnai Federbush and Guy Meroz. The woman's fluent Hebrew was spoken with an unmistakable German accent.

This Holocaust survivor had left Israel to return to Germany to receive the free medication and monthly allowance provided by the German government for survivors.

Contrary to Israel, the German government has stipulated that Holocaust survivors in need of housing and medicine are entitled to them free of charge. When asked what she thought of the Israeli government's attitude towards Holocaust survivors, she said: "I would not want what I think to appear in print."

Meanwhile, hundreds of people, including Holocaust survivors, college students, and youth movement members, rallied outside the Knesset in Jerusalem Monday, in protest of the dire financial situation many Holocaust survivors are in.

The protestors began their march at Yad Vashem, the Holocaust Martyrs' and Heroes' Remembrance Authority. They called on the government to help the survivors by transferring NIS 30 million to the Foundation for the Benefit of Holocaust Victims in Israel.

The protest was organized by "Tafnit - A New Agenda for Israel", an organization that aims at "bringing about a significant change in Israel's national priorities toward the broad national consensus".

"Even on Holocaust Remembrance Day, it's not enough to remember those who were killed, but also those that are with us here," said Tafnit Chairman Uzi Dayan.

The six-month investigative report took the two activists on a voyage to New York, Berlin and Amsterdam where they discovered a disappearing world, the world of 250,000 Holocaust survivors still alive today in Israel, of whom 80,000 live in dire poverty.

The documentary pointed an accusing finger at the Israeli cabinet and at the Claims Conference, the organization responsible for recovering and distributing Jewish assets plundered by the Nazis. The Conference is supposed to transfer restitution funds to Holocaust survivors but for years has been withholding a sum of \$300 million to \$900 million, depending on who is asked, due to various bureaucratic reasons.

As a consequence of this, despite being one of the wealthiest foundations in the world, many survivors in poor health and living in impoverished conditions will not live to receive their restitution entitlements.

The documentary also criticized Israeli banks for withholding Holocaust victims' funds, and also found fault with the JNF, the Israel Museum and various other institutions still holding Holocaust victims' properties.

The documentary showed another elderly survivor called Esther who was initially interviewed at her home but by the end of the documentary had moved to a senior citizens' home after falling over and lying on the floor for hours until she was able to get to the phone to seek help.

Her allowance totals NIS 1,800 (about \$442) a month and she had lived off her pension, often finding herself debating between the purchase of food or medicine, telephone and electricity bills. She had not left the house for four years because she needed help with her walker. She did not lock the door lest she fell and could not be rescued, until a burglar broke in and stole all the cash she had - a total of NIS 87 (about \$21).

A nurse at the Abarbanel Mental Health Center spoke of survivors admitting themselves into the institution just for the sake of a warm bed and food. Sadly, they were later forcefully evicted.

The documentary covered a recent meeting held by the Lobby for Holocaust Survivors to allow victims a platform on which to voice their complaints. The lobby was founded by Knesset members Colette Avital and Sara Marom Shalev, in an effort to improve the plight of Holocaust survivors, as well as to promote legislation on the issue.

Numerous survivors spoke at the meeting, harshly criticizing Israel for what they called its "ruthless, disrespectful policy" towards them. "Does the country prefer the victims to die before they receive the funds they deserve?" Avital asked.

By the end of six months of activity in an effort to bring about change, some \$120,000 of restitution funds were transferred to the needy - enough for an ad-hoc allowance of NIS 1,500 per survivor.

From Ynet News, April 16, 2007

Reproduit dans *Sephardic Heritage Update* du 23 mai 2007

If you wish to have an e-mail address added to our list please contact davidshasha@aol.com

FRANCE : LA FÉROCE RÉPRESSION

Situation de Georges Theil

Le révisionniste français Georges Theil, ancien cadre dirigeant d'une grande entreprise nationale et conseiller régional de Rhône-Alpes de 1998 à 2004, a à deux reprises ces dernières années, affiché courageusement son révisionnisme, ce qui lui a coûté fort cher, bien sûr, mais nous sommes témoins que les divers articles publiés dans la presse lors de ses procès ainsi que la sévérité des décisions de justice prises contre lui ont ébranlé puis ouvert les yeux de certains de nos correspondants sur le révisionnisme historique.

Voyons où en est aujourd'hui sa situation:

En 2005, la cour d'appel de LIMOGES avait condamné G. Theil à six mois de prison ferme, 30.000 euros d'amende et quelque 12.000 euros de dommages à un plaignant et deux associations mémorielles pour la publication de son livre "Un cas d'insoumission" (*) (voy. n/message du 4/03/06 intitulé "Limoges: 6 mois ferme pour G. Theil en appel"). En décembre 2006, la Cour de cassation cassait ce jugement de Limoges (voy. n/message du 14/12/06 intitulé "Aff. Theil à Limoges: la Cour de cassation a cassé!") et renvoyait l'affaire devant la cour de Bordeaux, au motif que les juges de Limoges n'avaient pas retenu la prescription alors qu'elle était évidente. La date du procès de Bordeaux n'a pas encore été fixée.

Dans l'affaire de LYON, étroitement liée à la précédente, G. Theil avait été condamné en appel à six mois de prison ferme, 10.000 euros d'amende pénale et 4.500 euros de dommages à payer à chacune des 9 associations mémorielles parties civiles, ainsi qu'à l'insertion obligatoire du jugement dans deux journaux pour un coût estimé à plus de 8.000 euros (voy. n/message du 17/05/06 intitulé "Résultat du procès Theil en appel à Lyon"). Dans cette dernière affaire, on fera 2 remarques importantes:

—le directeur de la chaîne de télévision qui avait diffusé les propos de G. Theil ne fut même pas poursuivi, alors qu'il aurait normalement dû être considéré comme auteur principal du délit et G. Theil seulement comme complice;

— lors de l'audience d'appel à la cour de Lyon, il fut impossible de retrouver et de visionner l'enregistrement incriminé, pourtant conservé sous scellés au greffe!

Le recours en cassation déposé pour ce dernier arrêt de la cour de Lyon VIENT D'ETRE REJETE. Les six mois de prison ferme et les amendes pénales sont donc pendants.

Si la prison n'effraie pas outre mesure Georges Theil quand il pense à Ernst Zündel et Germar Rudolf, les terrifiants dommages et amendes à payer pour les deux affaires (plus de 100.000 euros, sans les frais d'avocat et la logistique associée) sont en revanche ruineux pour lui-même et sa famille, sans fortune personnelle. On peut lui exprimer sa sympathie et lui venir d'ores et déjà en aide à l'adresse suivante :

BP 50 38
F- 38037 Grenoble Cedex 2
Courriel : gmtheva@yahoo.fr

(*) Cet ouvrage, publié sous le pseudonyme de Gilbert Dubreuil et préfacé par le professeur Faurisson, où G. Theil décrit son cheminement intellectuel et sa découverte du révisionnisme historique est disponible chez Akribeia, 45/3 route de Vourles, 69230 St-Genis-Laval, 17 euros franco. **On peut également le télécharger...**

<http://www.aaargh.com.mx/fran/livres6/DUBREUIL.pdf>

L'EEFROYABLE BOURRAGE DE CRÂNES

La Mémoire de la Shoah à l'heure du négationnisme

By ELIAS LEVY Reporter

Présidée par David de Rothschild, qui vient de succéder à Simone Veil, la Fondation pour la Mémoire de la Shoah de France (www.fondationshoah.org) accomplit une oeuvre de Mémoire et éducative exceptionnelle à une époque où le négationnisme du génocide des Juifs et l'antisémitisme resurgissent de nouveau à l'échelle mondiale.

Entretien avec Anne-Marie Revcolevschi, directrice générale de cette remarquable institution mémorielle.

Canadian Jewish News: Présentez-nous brièvement la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (mandat, principaux objectifs...)

A.-M. Revcolevschi: La Fondation pour la Mémoire de la Shoah est une Fondation privée française qui a été reconnue d'utilité publique. Sa dotation est constituée des fonds en déshérence qui ont été spoliés aux Juifs de France pendant la Seconde Guerre mondiale et que les administrations de l'État et les établissements financiers publics et privés conservaient indûment.

La Fondation a pour vocation de soutenir, en France et à l'étranger, des projets dans plusieurs domaines d'activité: la recherche historique; la transmission de l'histoire et de la Mémoire de la Shoah; le soutien aux survivants; la préservation et le rayonnement de la culture juive dans et hors de la Communauté. La Fondation a financé plus que 1100 projets depuis sa création.

Dans le domaine de la transmission, la Fondation a pour objectif de compléter et d'accompagner l'action des professeurs d'histoire, en finançant des voyages sur les lieux de Mémoire de la Shoah, en recueillant la parole des témoins ou en soutenant des publications littéraires ou audiovisuelles à destination des jeunes publics.

Depuis sa création, la Fondation soutient de nombreux projets destinés à renforcer les différentes composantes de la culture juive et du judaïsme, dans le respect de leur diversité, afin d'assurer la pérennité d'une culture plusieurs fois millénaire dont des pans entiers furent anéantis pendant la Shoah. Cette ouverture de la Fondation répond à sa volonté de lutter contre les préjugés et l'ignorance et de favoriser le rapprochement et le dialogue entre des modes de pensée,

des histoires et des cultures différentes.

C.J.N.: *La Fondation pour la Mémoire de la Shoah est-elle active auprès des jeunes par le biais de programmes éducatifs et de sensibilisation?*

A.-M. Revcolevschi: Nous intervenons auprès des jeunes de plusieurs manières. Dans le cadre de nos missions, nous soutenons, directement ou par l'intermédiaire du Mémorial de la Shoah que nous finançons, de très nombreux établissements scolaires ayant un projet pédagogique sur le thème de la Shoah. Ainsi, nous apportons une aide financière à un nombre croissant de voyages sur les lieux de Mémoire de la persécution et du massacre des Juifs en Europe. Nos efforts vont vers les écoles juives comme vers les écoles publiques non-juives, ils portent à la fois sur l'enseignement de la Shoah et sur la transmission de la culture juive dans toute sa diversité.

Les jeunes générations constituent un public prioritaire pour la Fondation qui entend, par l'enseignement de la Shoah, leur transmettre le respect de la vérité historique et le rejet de l'antisémitisme, du racisme et de la xénophobie. Toutefois, s'il n'est pas question de faire des concessions à la réalité historique, l'enseignement de cette période de l'Histoire aux jeunes doit être fait de manière à ne pas leur ôter tout espoir en l'humanité. C'est pourquoi, il est, à mon sens, primordial de rappeler aux jeunes quelle fut l'action des Résistants et des Justes durant la Guerre.

C.J.N.: *Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui considèrent que l'enseignement de l'histoire de la Shoah est insuffisant pour sensibiliser des collégiens non-Juifs à cette tragédie et à ses conséquences funestes. Partagez-vous ce point de vue?*

A.-M. Revcolevschi: Même si la France est loin d'être à la traîne dans ce domaine, je crois que de nombreux progrès restent à faire en matière d'enseignement de la Shoah. L'enseignement de la Shoah ne peut supporter des approximations ni des simplismes. Il est difficile pour les professeurs de parler d'une période aussi terrible à des élèves d'horizons différents qui ne sont parfois pas prêts à entendre cette histoire. C'est pourquoi la Fondation soutient des programmes de formation des enseignants, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale. Il est pour nous essentiel que les professeurs, qui sont des vecteurs importants de la Mémoire de la Shoah, disposent des connaissances historiques les plus actuelles et des instruments pédagogiques les plus efficaces et les plus modernes. Ainsi, la Fondation soutient le Mémorial de la Shoah, dont le site Internet (www.memorialdelashoah.org) met à la disposition des enseignants des outils pédagogiques de qualité, parmi lesquels on trouve une encyclopédie numérique de la Shoah, disponible en français et en anglais. La Fondation a également mis en place un partenariat avec l'Institut national de l'Audiovisuel pour la mise en ligne sur le site ina.fr de nombreux témoignages de survivants de la Shoah. Sans parler de la collection de témoignages que l'on peut trouver sur le site lemanuscrit.com.

Dans un certain nombre de quartiers, la présence de nombreux élèves d'origine musulmane peut présenter une difficulté supplémentaire car le risque de l'amalgame avec la situation au Proche-Orient se fait alors sentir plus fortement. Mais de manière générale, la qualité des enseignants qui exercent dans des établissements non-juifs permet de dissiper ces amalgames, qui sont principalement le fait d'une méconnaissance tant de la Shoah que de la situation entre Israël et ses voisins. Une étude qualitative commandée par la Fondation sur l'impact pédagogique des voyages sur les lieux de Mémoire de la Shoah montre clairement qu'après de telles expériences les amalgames entre la situation au Proche-Orient et la Shoah, ou plus grave les tentations négationnistes, n'ont plus de prise sur les élèves de culture musulmane.

De manière plus générale, les enseignants ont également un rôle à jouer dans la découverte de la culture juive par les élèves non-Juifs. La publication prochaine d'une anthologie sur le judaïsme et la mise en ligne d'un site Internet à ce sujet marquent notre volonté de fournir aux professeurs et à un large public des outils, accessibles et de qualité, permettant de découvrir ou de redécouvrir la culture juive dans toute sa diversité. Dans cette perspective, la Fondation soutient également le campus numérique juif en ligne Akadem.org

C.J.N.: *À une époque marquée par des grands confusionnismes historiques, que doit-on faire pour préserver la singularité de la Shoah et éviter la banalisation de cette tragédie?*

A.-M. Revcolevschi: L'une des caractéristiques de l'enseignement en France, et cela le distingue parfois de l'enseignement nord-américain, c'est l'importance donnée à l'Histoire, et beaucoup moins aux leçons de morale, depuis l'école primaire. C'est à la lumière de cette spécificité que le travail des historiens est essentiel. Approfondir la connaissance de la Shoah et diffuser le plus largement possible ces connaissances est la première condition permettant de lutter efficacement contre les amalgames et la banalisation de la Shoah. Ensuite, il importe de rappeler que l'ampleur de ce crime et son fondement idéologique font de cette tragédie un fait unique dans l'Histoire de l'humanité.

Il est également important de rappeler que la Shoah, parce qu'elle est un crime contre

l'humanité, est notre héritage commun. C'est pourquoi la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, ainsi que les pouvoirs publics français, n'ont de cesse de condamner sa banalisation ou sa négation. Or, certains n'hésitent pas à faire l'amalgame entre la Shoah et la politique menée par Israël, allant jusqu'à remettre en question l'existence de cet État. Cette instrumentalisation de l'Histoire, cette offense faite à la Mémoire de millions de morts sans sépulture n'est pas tolérable. Face à de tels propos, l'attitude à adopter ne peut se limiter à la seule condamnation. Il est primordial de prendre des initiatives de fond pour combattre ce problème à la source. Dans le cadre de ses missions et de sa politique d'ouverture à tous les publics, la Fondation cherche dans ce domaine à favoriser le dialogue interculturel et interreligieux.

C.J.N.: Le "Devoir de Mémoire" devait endiguer et disqualifier l'antisémitisme. Or, malheureusement, on constate depuis quelques années que l'antisémitisme a resurgi, souvent avec force, dans plusieurs pays européens, dont la France. Ce triste constat vous préoccupe-t-il?

A.-M. Revcolevschi: Bien sûr, mais il importe de distinguer la source, les acteurs, les actes et leurs impacts. La lecture des différents rapports montre clairement une recrudescence des actes antisémites en France. Toutefois, les pouvoirs publics sont extrêmement vigilants à ce sujet. Pour ce qui nous concerne, nous luttons contre la banalisation de la Shoah et la méconnaissance de la culture juive, qui font aujourd'hui le lit d'un négationnisme et d'un antisémitisme très préoccupants dans certains milieux d'extrême gauche et chez certains jeunes musulmans intégristes dont le rejet des valeurs occidentales et humanistes est associé à des situations d'exclusion dont ils sont eux-mêmes les victimes. Aussi, la Fondation encourage tous les projets qui participent de ce combat contre l'antisémitisme. Elle soutient l'action du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.F.) dans ce domaine et en matière de dialogue interculturel. Nous aidons également les services de protection de la Communauté juive.

Ce qu'il est convenu d'appeler le "Devoir de Mémoire" ne peut à lui seul faire reculer l'antisémitisme car les deux problèmes ne sont pas connectés. En témoigne la persistance des actes antisémites alors même que la France n'a jamais autant assumé les parts d'ombre de son passé.

Le risque aujourd'hui n'est pas tant l'absence de Mémoire que la surabondance de revendications mémorielles. Ces dernières ne doivent pas entrer en concurrence, ni s'opposer les unes aux autres car le risque serait alors de voir apparaître un comparatisme victimaire dangereux. Ce dernier prend racine dans les préjugés et les stéréotypes, qui eux-mêmes naissent de la méconnaissance de l'Autre.

C.J.N.: Aujourd'hui, le négationnisme de la Shoah fait de nombreux émules dans les pays arabo-musulmans. La rhétorique négationniste du président iranien Mahmoud Ahmadinejad est de plus en plus véhémente. L'Europe et les instances internationales, notamment l'ONU, semblent impuissantes face au discours fallacieux des négationnistes musulmans. Comment contrer cette déferlante de haine antijuive?

A.-M. Revcolevschi: Les déclarations du président Ahmadinejad sont extrêmement préoccupantes, elles illustrent la recrudescence des discours antisémites et antisionistes au sein du monde arabo-musulman. Nous savons combien désormais le danger d'un Iran nucléaire est inquiétant et combien il est urgent que ce pays puisse revenir au sein de la Communauté internationale, en se rangeant aux exigences des Nations Unies et en respectant le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, dont il est signataire. La création d'un État palestinien aux côtés d'un État d'Israël, chacun vivant en paix dans ses frontières, au terme d'une négociation, devrait mettre fin aux campagnes menées contre l'existence d'Israël.

Les appels des représentants de l'Islam radical à la destruction d'Israël, terre ancestrale des Juifs depuis l'antiquité, devenue refuge des survivants de la Shoah, sont en effet très choquants. En prétendant que la Shoah est un mensonge forgé par les Juifs pour justifier la création d'Israël, ces négationnistes ont ouvert une brèche pour justifier leur volonté de détruire cet État. Ce négationnisme utilisé à des fins purement politiques, dont ceux qui le diffusent ne sont pas dupes, permet à ces derniers de trouver une justification à leur combat visant à mettre fin à l'existence de l'État d'Israël. Ce nouveau négationnisme trouve un grand écho auprès d'esprits ignorants et fanatisés. Les nouvelles technologies de communication sont un des vecteurs par lesquels se propagent ces idées néfastes, notamment auprès des jeunes. Mais il ne suffit pas de se lamenter sur la propagande venimeuse que distillent certains médias et sites antisémites et révisionnistes, il faut aussi leur répondre, c'est ce à quoi nous travaillons aujourd'hui.

C.J.N.: Vous arrive-t-il de désespérer quand vous constatez que 60 ans après l'extermination de six millions de Juifs européens, des hommes et des peuples, qui continuent à perpétrer impunément des massacres et des tueries effroyables, ne semblent avoir tiré aucun enseignement de l'histoire de la Shoah?

A.-M. Revcolevschi: Le génocide du Rwanda et la situation actuelle au Darfour sont en effet

autant de raisons de désespérer de l'humanité. Face à ces horreurs, il serait tentant de penser que les hommes ne pourront jamais rien apprendre de leur passé. Cependant, la construction européenne, la mise en place progressive d'une justice internationale et le développement d'instances multilatérales marquent des progrès humains incontestables. Progrès d'autant plus remarquables qu'ils sont intervenus en un laps de temps très court au vu de la longue durée historique. Ces avancées constituent à mon sens les socles, certes encore fragiles, d'un ordre international plus humain. Pour la première fois dans l'Histoire, les États admettent qu'au-delà de leurs intérêts particuliers, il existe certaines valeurs universelles que l'on ne peut pas transgresser.

Je garde aussi espoir en constatant que la voix de la société civile est de plus en plus audible, écoutée et prise en compte. À ce titre, les nouvelles technologies de la communication ne sont pas une menace mais bien une opportunité qu'il faut saisir. Le dynamisme des ONG dans tous les domaines traduit une réelle appropriation de la chose publique par un nombre croissant de personnes. Face aux guerres et à la barbarie, personne aujourd'hui ne peut plus dire: "Je ne savais pas".

La Shoah représente le paroxysme du mal que les hommes sont capables de faire à d'autres hommes, cela ne doit jamais être oublié. Cependant, quand je pense à cette période, je pense aussi à ces milliers de Justes qui au péril de leur vie ont sauvé des Juifs du sort qui leur était réservé. En les aidant, en les cachant, en leur fournissant de faux papiers, ils ont démontré que, même dans les pires moments, l'humanité est aussi capable du meilleur. L'espoir, je le garde enfin car il y a dans le regard de mes petits-enfants, et dans le regard de tous les enfants, une promesse qu'il ne faut pas trahir.

Canadian Jewish News

<http://www.cjnews.com/viewarticle.asp?id=11900>

CHEZ LES CROQUANTS

R. Faurisson en appel hier 30 mai

31 mai 2007

Voici le compte rendu que nous adresse un de nos correspondants qui a assisté hier à l'audience d'appel du procès contre le professeur Faurisson à la suite de son interview diffusée par la chaîne satellitaire iranienne Sahar:

Nous, Franciliens [mais il y avait aussi plusieurs révisionnistes venus de l'étranger, y compris Lady Renouf - NDLR], avons vécu hier un après-midi de grande qualité grâce au tandem R. Faurisson/E. Delcroix. Les deux nous ont offert une leçon à son plus haut niveau de ce que doit être le combat révisionniste: sans concession, pointu, précis, référencé, frontal, talentueux.

Le professeur, égal à lui-même, force le respect et l'admiration par son argumentation, son calme offensif dans sa lutte pour la cause la plus importante pour la défense de la civilisation. La plaidoirie de maître Delcroix était superbe, une des meilleures que j'ai eu le privilège d'entendre.

Les avocats des parties civiles étaient particulièrement inconsistants, offrant même des verges pour se faire battre en traitant le professeur de "lâche"; s'il y a un adjectif qui ne s'applique à lui ni de près ni de loin, c'est bien celui-ci et Eric Delcroix n'a pas raté l'occasion.

Ajoutons quelques précisions:

- le juge, une ancienne assistante de Badinter, et ses deux assesseurs étaient très hostiles, comme l'a été l'avocat général;
- les trois avocats ont été particulièrement nuls, et, bien sûr, insultants;
- la télévision iranienne était présente et a pu interviewer le professeur à l'issue de l'audience;
- le verdict sera rendu le 4 juillet 2007.

HISTOIRE SUISSE 1

Selon le principal journal zurichois *Weltwoche* du 30 mai 2007, sous le titre "Un séminaire pour les négationnistes", l'actuelle présidente de la Confédération suisse, Micheline Calmy-Rey, aurait, lors d'une visite du vice-ministre des affaires étrangères iranien Said Dschalili à Berne, le 21 décembre dernier, proposé à l'Iran d'organiser dans la région genevoise un séminaire où il serait possible d'exposer les différentes manières de percevoir ("Wahrnehmung") l'Holocauste...

Inutile de dire que ces propos ont soulevé toute une série de protestations suivies des explications embarrassées de Mme Calmy-Rey qui s'est empressée de préciser que le séminaire en question aurait eu pour but de bien faire comprendre à l'Iran pourquoi les démocraties occidentales n'avaient pas accepté la façon dont a été traitée la question de l'Holocauste à la conférence de Téhéran...(?)

Selon le site *Israelnetz Nachrichten*, la communauté juive a estimé "naïfs" et "dangereux" les propos de la présidente, d'autant plus qu'elle doit bien savoir qu'il existe en Suisse une loi interdisant non seulement le fait de nier l'Holocauste mais aussi celui de simplement relativiser le génocide de 6 millions de juifs etc.

<http://www.weltwoche.ch/artikel/?AssetID=16593&CategoryID=66>
<http://www.israelnetz.de/show.sxp/13566.html>

PAS COOL

Wiesenthal Centre to Swiss President: "Deny or Withdraw Your Offer to Iran to Host Geneva Conference on 'Selective Perceptions of the Holocaust'"

Paris, 31 May 2007

Today's edition of the Zurich-based daily WELTWOCHTE reports on a meeting in Berne on 21 December 2006, at which the then Foreign Minister of Switzerland, Micheline Calmy-Rey, met with Iranian Deputy Foreign Minister Saeed Jalili.

The *Weltwoche* claimed to possess a confidential document detailing a proposal of Calmy-Rey to Iran, that Switzerland organize an international conference in Geneva, on "Selective Perceptions of the Holocaust". This meeting reportedly took place around the same time as Tehran was holding its Holocaust Denial conference.

In a letter to now President Calmy-Rey, the Simon Wiesenthal Centre's Director for International Relations, Dr Shimon Samuels, noted that "the coordinator of that conference - Iranian Foreign Minister Mottaki - admitted last week, at the World Economic Forum in Jordan, that he acknowledged the reality of the Holocaust but that he had aimed to politically embarrass the West to serve his objectives in the Middle East."

Samuels continued, "Madam President, if you, indeed, made this conference proposal, Switzerland has in one move compromised its status of neutrality. You have, thereby, served the Iranian political agenda, encouraging the most extreme rejectionists of any hope of Middle East peace, and offered a platform for every neo-Nazi and antisemitic Holocaust denier."

The Centre urged the President "to publicly deny or withdraw this outrageous proposal, and to apologize for its offence to all survivors of the Holocaust and the memory of its victims."

VIRGINIE SANS PAUL

Nous avons interrogé le professeur Arthur R. Butz (*La Mystification du XXe siècle*) sur le déroulement de la conférence révisionniste des 26 et 27 mai organisée en Virginie occidentale par la "National Alliance" intitulée "USA: Une conférence révisionniste fin mai", et voici la réponse que nous avons reçue :

J'ai trouvé que la conférence s'était bien passée, même si l'organisation n'a pas été à la hauteur des conférences tenues dans le passé par l'Institute for Historical Review (Institut de critique historique). Tout le monde s'est bien comporté. Il n'y a eu aucun incident ni de manifestations hostiles.

Willis Carto [ancienne figure de l'extrême droite américaine, fondateur du Liberty Lobby en 1955 et de l'IHR en 1978. NDT] était présent. Il fit remarquer que pour la première fois l'auditoire d'une conférence révisionniste était plus jeune que les années précédentes. Je ne sais s'il existe un "compte rendu" de la conférence. Il est trop tôt pour cela. Aussi bien la National Alliance que le collaborateur de [Lady] Michele Renouf ont enregistré la plupart des interventions en vidéo.

Je suppose qu'elles seront prochainement disponibles en DVD.

On apprend que les débats de cette conférence tiennent sur 3 DVD

2007 HOLOCAUST REVISIONIST CONFERENCE

DVD Catalog Item: 891

US \$ 25.00

May 26-27, 2007 in Hillsboro, WV Speakers include Paul Fromm, Lady Michele Renouf, Arthur Butz, Knud Eriksen, Dr. Ed Fields, Willis Carto, Joe McGinness, and Erich Gliebe. This is a 3 DVD set.

http://www.natvanbooks.com/cgi-bin/webc.cgi/st_prod.html?p_prodid=1041

LES NOUVEAUX FAFS SONT ARRIVÉS

L'éducation nationale soutient le négationnisme

*« Des quelques cent millions d'hommes que compte la population de la Russie soviétique, il nous faut en gagner quatre-vingt-dix à notre cause. Nous n'avons pas à parler avec les autres, **nous devons les exterminer** » Zinoviev*

*« Dans un pays ou l'Etat est le seul employeur, toute opposition signifie mort par inanition. L'ancien principe : qui ne travaille pas ne mange pas, est remplacé par un nouveau : **qui n'obéit pas ne mange pas**. » Trotsky*

En 1932-1933, Staline organise sciemment une famine en Ukraine pour détruire le peuple ukrainien et anéantir toute résistance à sa politique. 5 à 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants mourront de la *famine ukrainienne*, appelée **Holodomor** par les Ukrainiens. 5 à 7 millions de victimes innocentes pour assouvir les délires despotiques du tyran communiste.

Face à ce qui n'a pas encore été caractérisé comme un génocide, les communistes ont eux aussi leurs négationnistes/révisionnistes, préférant nier l'échec systématique de tout régime communiste en falsifiant l'histoire. Au sommet du panthéon de l'ignominie, Annie-Lacroix Riz, historienne stalinienne revendiquée, membre du très stalinien [Pôle de Reconnaissance Communiste en France](#) (PRCF) pour qui le rapport Khrouchev ne contient que des bobards. Membre du Réseau Voltaire de Thierry Meyssan pour qui Bush est l'auteur de 9-11, elle s'était déjà illustrée avec d'autres travaux expliquant tout les malheurs du monde par un complot du pape, des banquiers et des nazis ou en [soutenant](#) avec force la censure d'[Hugo Chavez](#), dictateur vénézuélien.

Selon Lacroix-Riz, « la grande famine » d'Ukraine est une campagne de propagande vaticano-polono-allemand lancée en 1933 (sic). Rien de moins que ça.. Le bourreau du Kremlin n'aurait pas osé un tel mensonge. Face à cela, il est impossible de rester silencieux et de laisser une soit disant historienne mentir et pervertir l'histoire.

En maintenant Annie Lacroix-Riz, l'éducation nationale soutient directement le négationnisme le plus ignoble et une histoire sous influence idéologique: " Mme Lacroix-Riz ignore les témoignages de base et ne tient aucun compte des règles de travail élémentaire de l'historien. A aucun moment elle ne s'interroge. De surcroît, Mme Lacroix-Riz ignore tout autant

les nombreux travaux tirés des archives soviétiques synthétisés par Nicolas Werth, elle ignore tout autant les nombreux ouvrages en anglais." Stéphane Courtois

Soyons clair, cette dame peut raconter tout ce qu'elle veut. **Il s'agit de liberté d'expression et il n'est pas question de la censurer. Mais qu'elle aille raconter ses mensonges et dénaturer l'histoire sur ses fonds et non en vivant de l'argent des contribuables.**

De même que l'université Lyon III a suspendu Bruno Gollnisch pour 5 ans pour négationnisme, Paris VII doit renvoyer Annie Lacroix-Riz qui ressuscite les pires mensonges staliniens sur subventions publiques. En maintenant Annie Lacroix-Riz, Paris VII cautionne le révisionnisme et le négationnisme communiste. **Il n'y a pas de différence à faire entre les victimes d'un régime ou d'un autre: Les victimes ukrainiennes, cambodgiennes, angolaises, hongroises, chinoises, russes, etc du communisme désservent [c'est traduit de l'anglais; en français : "méritent"] le même respect que celles du nazisme. Dans tous les cas ce sont des hommes et des femmes.**

Ce blog prendra part avec plaisir à toute initiative ou [pétition](#) contre les révisionnisme et Annie Lacroix-Riz, envoyez un mail si vous voulez organiser quelque chose.

5 août 2007

<http://banquisetropicale.blog.20minutes.fr/archive/2007/08/05/l-education-nationale-soutient-le-negationnisme.html>

On a là un clone typique produit par l'évolution virale du Grand Zolocauste. Pour un historien quelconque, et pas seulement pour cette pauvre Riz-La Croix, que nous assurons au passage de notre solidarité face aux crétins, cette histoire de famine ukrainienne, absolument véridique, n'a rien à voir avec le sort des malheureux juifs de la seconde guerre mondiale. C'est l'ignorance affreuse de quelques graphomanes excités qui en est la cause. Les victimes de cette abominable famine méritent le respect et donc la vérité historique. On peut et on doit comprendre ce qui s'est passé dans les régimes issus du bolchevisme mais ce n'est pas ici que nous le ferons. Il y a d'ailleurs d'excellents historiens qui le font, et tout particulièrement parmi les Russes. La basse idéologie anti-communiste qui s'exprime dans cet article, et dans de nombreux autres, ne sert que des intérêts actuels qui se ridiculisent par un ressassement qui confine à la débilité mentale.

VIDAL-POMPETTE OU LE N'IMPORTE QUOI

« En ce qui concerne la guerre au Kosovo, il est vrai qu'il y a eu constamment référence à la Shoah. Pour ma part, je ne l'ai jamais employée. Mais je reconnais que la tentation existe. Il m'est arrivé pendant la Guerre d'Algérie d'y succomber au moment du procès du réseau Jeanson en septembre 1960. J'ai déclaré à la barre du Tribunal que des Algériens avaient disparu dans des chambres à gaz analogues à celles où avaient disparu mes parents. J'ai eu grand tort de dire cela, même si je m'appuyais sur un fait réel à savoir qu'un bon nombre d'Algériens avaient été enfermés dans des chais à vin, en Oranie, et étaient morts asphyxiés. C'était, de façon incontestable, un crime contre l'humanité, mais ce n'était pas des chambres à gaz construites à des fins meurtrières. Je m'en suis repenti très vite. »

Extrait d'un entretien avec Régis Debray

http://www.mediologie.org/collection/08_croyances/vidal.pdf

Des conneries plus grosses que lui, il n'arrêtait pas d'en dire. Et de s'en repentir. Une vraie montagne russe. Ce n'était pas un comique, mais un grotesque.

RÉALITÉS VIRTUELLES ET VIRTUALITÉS RÉELLES

Familles de France s'attaque «aux dérives» de Second Live

Par Estelle Dumout

Juridique - L'association a assigné à la fois l'éditeur du jeu virtuel, Linden Labs, et les fournisseurs d'accès internet français. Elle veut faire bloquer l'accès des mineurs aux contenus violents et pornographiques présents dans Second Live.

L'univers virtuel Second Life est dans le collimateur de l'association Familles de France. Elle a assigné son éditeur américain, Linden Labs devant le tribunal de grande instance de Paris. Motif: Second Life laisse librement les mineurs accéder à des contenus violents ou pornographiques.

«De véritables photos et vidéos pornographiques en libre accès placardent certaines régions», accuse l'association. «Les utilisateurs ont la possibilité de mimer des rapports sexuels, allant même jusqu'à des scènes de viol, de zoophilie ou de scatophilie.» Familles de France dénonce également la présence de publicités pour le tabac, l'alcool ou la drogue, ainsi que «l'utilisation de machines à sous virtuelles, de jeux de lotos et de loteries».

L'association «réclame des mesures techniques efficaces de protection afin que des contrôles soient mis en place pour empêcher l'accès à ces dérives». Consciente de la difficulté à imposer une législation nationale à un prestataire américain, l'association a aussi assigné devant le tribunal, «à titre subsidiaire», les fournisseurs d'accès à internet français, révèle *Libération*.

Pourquoi ne pas utiliser le contrôle parental?

Elle espère que la justice ordonne le filtrage complet du jeu depuis la France. En mars 2007, Second Life revendiquait environ 104.000 résidents français, sur un total dépassant 1,3 million d'utilisateurs dans le monde (chiffres Comscore).

Un précédent d'obligation de filtrage existe en France: en novembre 2006, des organisations antiracistes ont obtenu que les FAI bloquent l'accès au site négationniste AAARGH, établi aux Etats-Unis. Mais un simple changement d'hébergeur et de nom de domaine de la part des auteurs du site a suffi pour contourner le filtrage. Les procédures de ce genre sont donc généralement longues, malgré les référés, et souvent inefficaces.

Et les arguments des fournisseurs d'accès sont rodés: «Nous serons prêts à chaque fois à nous battre bec et ongles pour rappeler que nous sommes neutres, et que nous n'avons pas à filtrer», prévenait en novembre dernier Giuseppe de Martino, président de l'AVA, l'association professionnelle des FAI.

en outre, il a déjà une parade toute trouvée aux arguments de Familles de France: «Nous sommes le seul pays qui fournit l'accès gratuit à un outil de contrôle parental pour filtrer les contenus. Et pour Second Life, cela marche bien», affirme-t-il au quotidien français.

Znet 1er juin 2007

<http://www.zdnet.fr/actualites/internet/0,39020774,39369918,00.htm>

L'Editeur de Second Life répond à Famille de France

Marc Rees

Linden Lab a enfin réagi à la violente attaque menée par Famille de France contre Second Life, titre qu'il édite depuis les Etats-Unis.

L'éditeur a indiqué d'une part ne pas avoir été contacté par l'association, et que « de toutes les manières, Second Life est une plate-forme strictement pour les adultes (18 ans et plus), et Linden Lab instaure des règles sévères pour empêcher l'accès aux mineurs ». L'éditeur en restera là, peut-être abasourdi par l'absurdité de la démarche de l'association puritaine.

Celle-ci publiait voilà peu un communiqué contre le monde virtuel Second Life, estimant que « de véritables photos et vidéos pornographiques en libre accès placardent certaines régions. [...]

Ce sursaut d'ordre moral n'en reste pas là, puisque l'association demande en toute simplicité le filtrage d'accès de Seconde Life soit chez l'éditeur, soit par le biais des FAI. Une manière détournée qui avait déjà été utilisée pour couper l'accès au site AAARGH, un site négationniste.

Elle pourrait aussi recommander aux parents de jouer leur rôle puisque sur Second Life comme ailleurs, on tombe toujours sur ce que l'on cherche. Pourquoi donc décharger la responsabilité des parents sur les épaules de la magistrature qui a sans doute mieux à faire que de définir une morale familiale ?

08 juin 2007; Afp

<http://www.pcinpact.com/actu/news/36885-ordre-moral-sexe-second-life.htm>

LE NOUVEAU ROI DES JUIFS

Prasquier : je ne serai pas l'homme du communautarisme

2 juin 2007 - CRIF

Richard Prasquier était l'invité de l'émission « les matins de France Culture » le 31 mai. Le président du CRIF a eu l'occasion de s'exprimer très largement sur l'organisation dont il a la responsabilité depuis le 13 mai 2007 et quelques unes de ses missions en répondant aux questions sans complaisance de quatre chroniqueurs de la station culturelle de Radio France.

[...]

Q : Est-ce que le négationnisme aujourd'hui vous semble encore représenter un danger en France ?

RP : Le négationnisme est une variante de l'antisémitisme. Le négationnisme n'a aucune justification ni aucun sens historique. Il n'y a pas un seul historien sérieux qui puisse défendre les thèses négationnistes. [*Evidemment, sinon c'est la taule !*] Le négationnisme est une façon particulièrement perverse d'exprimer sa haine des juifs. Comme toutes les formes d'antisémitisme, il représente un danger. Il s'agit en fait d'un problème de psychologie humaine. On entre ici dans des domaines qui devraient être davantage étudiés et peut-être même dans l'enseignement de la Shoah. Il faudrait avoir une réflexion plus poussée sur cette facilité qu'à [*en français: a*] l'individu, d'une part à obéir à l'autorité, à se laisser porter par l'autorité et par le groupe et d'autre part, cette facilité qu'à [a] l'individu de croire à des mythes qui lui permettent de conforter la façon dont il voit le monde. [*Par exemple, cette facilité qu'ont certains juifs à croire tout ce qu'on leur raconte sur l'Holocauste...*]

Pour écouter l'intégralité de l'interview : http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/matins/fiche.php?diffusion_id=53373 (France Culture)

Desinfo.com 2 juin 2007

http://www.desinfos.com/article.php?id_article=7357

Cette grosse nouille est aussi franc-mac.

Richard Prasquier, qui vient de succéder à Roger Cukierman comme président du Conseil représentatif des institutions juives de France est un haut gradé de la Grande Loge de France, ayant fréquenté la loge parisienne de perfectionnement *La Perfection latine*.
Faits et documents 237

GOBE MOUCHE

Décès de Olivier Mathieu

Rubens Lévy

J'apprends avec une réelle indifférence la mort de Olivier Mathieu, qui serait survenue en octobre 2006..

Pour ceux qui ne savent pas qui est ce funeste personnage, rappelons simplement qu'il a pendant longtemps écrit pour des journaux comme *Rivarol*, *Présent* ou encore *Gringoire*.

Rappelons aussi qu'il s'affirmait comme un sympathisant du mouvement national-socialiste, communément appelé "nazi". Il a été aussi un collaborateur de Serge Thion, et a beaucoup travaillé sur les écrits du professeur Robert Faurisson, plusieurs [fois] condamné en France pour négationnisme. Il a également été l'un des fondateurs du PFN Belgique (Parti des Forces Nouvelles), résolument placé à une droite des plus extrêmes..

Olivier Mathieu est condamné à une peine de prison ferme en Belgique pour une affaire de diffamation. Ne s'étant pas présenté à son procès faute de pouvoir se payer un avocat, il vit ensuite dans la clandestinité et, apparemment, dans la misère, en France et en Italie. Cela ne l'empêche pas de se manifester en publiant des livres autobiographiques et révisionnistes, en tenant un site internet et

en présentant à nouveau sa candidature à l'Académie française sous le pseudonyme de Robert Pioche..

En France, il est un peu connu pour ses propos tenus lors de l'émission "Ciel mon Mardi" en 1990, émission dans laquelle il affirmait haut et fort que les chambres à gaz étaient un grand mensonge et une grande escroquerie, et dans laquelle il appelait également les invités présents sur le plateau à tenir avec lui une minute de silence à la mémoire des officiers du Reich "injustement" exécutés à la suite du procès de Nuremberg.. Ces propos avaient eu pour conséquence de provoquer une liesse au sein du public, entre partisans de Olivier Mathieu et représentants de la Licra..

Voilà.. En résumé, je ne vais pas pleurer.

RL. (Rubens Lévy) 25 janvier 2007

<http://rubensblog.typepad.com/home/actualit/index.html>

En résumé, on peut dire que presque toutes les affirmations de cet hébreu "belge" sont factuellement fausses. Il n'est pas très fin.

Cette fausse nouvelle a probablement été mise en circulation par le facétieux Mathieu lui-même. Sinon qui d'autre ? Montrez la lune, les idiots regarderont le doigt. En tout cas, d'outre-tombe, il a posé à nouveau sa candidature à l'Académie française.

Les amateurs de comédie peuvent revoir la séquence de l'agression télévisée du Bétar (les bêtas-en-retard) chez cretinus cretinorum, Dechavane, le 6 février 1990 à l'adresse suivante :

http://www.dailymotion.com/related/2590534/video/xqlkx_betartagar-vs-revisioniste/1

L'AFFAIRE ZÜNDEL : UN POINT DE VUE VIÊTNAMIEN

Ernst Zuendel, kẻ phủ nhận tội ác của Phát xít Đức

Ernst Zuendel, 67 tuổi, một nhân vật mà theo cách gọi của báo chí Canada là "một người có tài thuyết phục, một bậc thầy về quan hệ công chúng" vừa bị Tòa án Đức hôm 15/2/2007 kết án với mức án tối đa 5 năm tù giam vì vi phạm luật Đức về việc phủ nhận việc tàn sát người Do Thái thời Hitler.

Theo Hãng tin BBC, Zuendel đã bị cáo buộc 14 tội danh vì "kích động thù hằn chủng tộc" và "phủ nhận việc Đức Quốc xã giết chết 6 triệu người Do Thái trong thời gian Thế chiến II".

Là một người sinh ra ở Đức (năm 1939), đến Canada vào năm 1958 và sống nhiều năm ở Toronto và Montreal đến năm 2001. Chính quyền Canada đã từ chối mọi nỗ lực của Zuendel nhằm trở thành công dân Canada vào năm 1964 và 1996.

Năm 1997, Zuendel thành lập một nhà xuất bản nhỏ có tên Samisdat Publishers, được xem là một cơ sở tuyên truyền hàng đầu cho Đức Quốc xã tại Canada. Zuendel cũng đã lập một website trên mạng Internet để phổ biến nội dung tư tưởng cá nhân và có nhiều người tin theo.

Zuendel là "một trong số rất ít người trong phong trào cực hữu có tài năng và rất lôi cuốn". "Ông ấy là bậc thầy về quan hệ công chúng và vì thế ông ấy biết cách tạo ra một hình ảnh tốt đẹp cho chính mình và các ý tưởng của mình một cách có hiệu quả", Lorraine Weinrib, Giáo sư Luật của Đại học Toronto nói.

Zuendel đã viết những cuốn sách với các nhan đề: "Hitler - Chúng tôi yêu và vì sao?" và "Phải chăng 9 triệu người đã chết?" phủ nhận nạn tàn sát người Do Thái trong Thế chiến II, ca ngợi Adolf Hitler là "một anh tài bị hiểu lầm", từng mô tả Hitler là "một người tử tế và rất hòa bình".

Thế nhưng, Chính phủ Canada nhận thấy Zuendel không chỉ là mối đe dọa cho nền an ninh của đất nước mà còn là mối đe dọa đối với cộng đồng quốc tế các nước khác vì mối quan hệ gần gũi của Zuendel với những người chủ trương đề cao ưu thế của người da trắng và những nhóm Đức Quốc xã mới.

Tòa án liên bang Canada vào tháng 2/2005 đã quyết định trục xuất Zuendel trở về nước Đức. Quyết định này được người Do Thái cũng như những nhóm người chống Đức Quốc xã và nhiều nơi trên thế giới đồng tình ủng hộ. Tại Đức, Zuendel gặp rắc rối do những quy tắc, luật lệ phản đối việc phủ nhận nạn tàn sát người Do Thái vào thời Hitler bắt đầu sau đó ít lâu.

Phủ nhận nạn tàn sát người Do Thái thời Hitler là một tội phạm ở nước Đức, trong khi những lý thuyết, tư tưởng của Zuendel phát biểu trên trang web của chính mình đều được mọi

người tiếp cận và đọc một cách dễ dàng trên mạng. Ông ta bị bắt và bị buộc tội kích động việc phủ nhận nạn tàn sát người Do Thái của Đức Quốc xã.

Tại phiên tòa xét xử ở thành phố Mannheim (Tây Đức) hôm 15/2 vừa qua, Zuendel bị buộc tội sử dụng những phương pháp "khoa học giả mạo" để tìm cách viết lại lịch sử vốn đã được công nhận về sự hủy diệt hàng loạt của Quốc xã với 14 văn bản viết và những bài báo trên Internet.

Zuendel đã phủ nhận các tội trạng, cho rằng mình là người theo chủ nghĩa hòa bình; khẳng định quyền tự do phát biểu, và đòi hỏi tính hợp hiến của các quy định luật lệ được dùng để chống lại mình.

Một trong 5 luật sư bào chữa của Zuendel phát biểu rằng, mọi chứng cứ về nạn tàn sát người Do Thái thời Hitler đều dựa trên các tường trình làm vật chứng, thay vì phải có những sự kiện sống thực mới có sức thuyết phục. Tuy nhiên, trong phần phát biểu kết luận của mình, công tố viên Andreas Grossmann đã gọi Zuendel là một "con người lừa bịp chính trị" mà từ đó nhân dân Đức phải được bảo vệ; ông đã đưa ra trích dẫn nhiều bài viết của Zuendel tranh luận rằng người Do Thái đã không chết dưới bàn tay của Đức Quốc xã.

"Bị cáo có lẽ cũng đã tranh luận rằng mặt trời mọc ở hướng tây", Grossmann nói khi đề nghị mức án tối đa 5 năm tù dành cho Zuendel. "Nhưng bị cáo không thể thay đổi thực tế đã được minh chứng về nạn tàn sát người Do Thái".

Bản án dành cho Zuendel được phán quyết chỉ 2 tháng sau khi một người khác cũng phủ nhận nạn hủy diệt hàng loạt, đó là tác giả David Irving (người Anh), được trả tự do sau khi ngồi tù hơn 1 năm tại một nhà tù Australia. Ông này bị kết tội phủ nhận sự hủy diệt hàng loạt vào tháng 2/2006, và bị tuyên án 3 năm tù, nhưng sau đó kháng án. Tháng 12/2006, Tòa án Vienna chuyển bản án của Irving thành án treo.

Theo quan điểm của một số người, nước Đức đang làm mọi cách với mong muốn rằng việc phủ nhận sự hủy diệt hàng loạt là một sự phạm tội kích động hận thù chủng tộc và điều này phải được nhìn nhận trong toàn khối Liên minh châu Âu và cần phải lên án và xét xử nghiêm minh.

tuantintuc (Theo (source) New York Times, Canadian Press.) 12/03/2007
<http://www.baotuantintuc.de/modules.php?name=News&file=article&sid=386>

UN PAS DE GÉANT

Une bonne nouvelle arrive de Californie et, plus précisément, de Bradley Smith. Ce vieux révisionniste est aussi l'auteur de *Break His Bones/The Private Life of a Holocaust Revisionist* (2002), livre paru en français en 2005 sous le titre *Confidences d'un révisionniste américain*, avec une présentation de Robert Faurisson (à commander à Akribeia, 45/3 route de Vourles, 69230 St Genis-Laval, 37 euros franco).

Victoire en Basse-Californie

Bradley Smith

[Baja= la Basse-Californie, est la partie sud, péninsulaire, de la Californie, mais en territoire mexicain. éd.]

Un rêve révisionniste se réalise. C'est une avancée sans précédent pour le mouvement révisionniste. Si vous m'aviez dit, il y a deux mois, que j'allais donner la première d'un film au cours d'un grand festival, j'aurais probablement dit que vous dérailliez. Et si vous m'aviez dit que le film en question serait un film tout ce qu'il y a de plus révisionniste, dans lequel des gens comme Germar Rudolf et Ernst Zündel présentent hardiment leurs idées révisionnistes et critiquent le lobby holocaustique, j'aurais même peut-être dit que vous étiez mûr pour la maison de fous. Et si vous m'aviez dit que j'allais frayer avec des acteurs titulaires d'un Oscar et avec des super-stars internationales, et que mon film révisionniste allait recueillir des applaudissements enthousiastes et la réaction véritablement positive de la salle, j'aurais moi-même appelé la maison de fous.

Eh bien, pourtant, tout ce que je viens de décrire ci-dessus est exactement ce qui est arrivé les 7, 8 et 9 juin au festival du cinéma "Corto Creativo 07" d'Otay Mesa, banlieue chic de Tijuana, métropole située à la frontière entre le Mexique et la Californie. Il est difficile d'exprimer pleinement l'importance

de ce qui s'est produit à ce festival: les obstacles du passé qui ont été renversés, les voies de l'avenir qui tout d'un coup resplendissent. Le mouvement révisionniste a subi beaucoup d'attaques sévères ces dernières années, certains de nos porte-parole les plus importants ayant été emprisonnés et plusieurs d'entre nous habitant des pays où nous avons peur de parler ouvertement de crainte d'être l'objet de violence ou de poursuites judiciaires.

Ce qui s'est passé en Basse-Californie lors de ces trois journées incroyables de juin suffit non seulement à permettre de redonner de la vigueur à une communauté révisionniste fatiguée et persécutée, mais aussi de porter le révisionnisme vers de nouveaux sommets.

"Corto Creativo" est un festival annuel du cinéma sponsorisé par l'Universidad de las Californias (UDC) de Basse-Californie. Je ne discuterai pas des détails qui m'ont amené à être invité à participer à ce festival, mais disons que j'étais invité en tant que VIP. Le directeur du festival de Corto Creativo est Jorge Camarillo, qui enseigne le journalisme et la création télévisuelle à l'UDC et coordinateur des programmes de licence en communication à l'UDC. Il est également vice-président de la "Binational Association of Schools of Communication of the Californias" (BINACOM), une association d'enseignement qui réunit les professeurs et les étudiants des régions de San Diego [Etats-Unis] et de Basse-Californie [Mexique]. Parmi les écoles membres du BINACOM on compte: Autonomous University of Baja California, University of the Californias, Tijuana, Grossmont College, Southwestern College, San Diego City College, San Diego State University, University of California San Diego, University of San Diego, et University of Sonora (Hermosillo, Mexico). BINACOM parraine le festival de Corto Creativo, et son président prend la parole au cours du festival, auquel assistent également des personnalités politiques mexicaines fédérales, régionales et municipales. Chaque année le festival de Corto Creativo attire des acteurs, des directeurs et des producteurs mexicains et américains de grand renom. Cette année, parmi les participants il y avait l'actrice titulaire d'un oscar Adriana Barraza, qui joue au côté de Brad Pitt dans le film *Babel* récompensé par un Oscar, et la superstar internationale Maria Conchita Alonso, ancienne Miss Venezuela, qui, outre le fait qu'elle a reçu le prix Grammy récompensant les meilleurs disques, a joué dans des dizaines de films à grand succès à Hollywood aux côtés de gens comme Nicholas Cage, Meryl Streep, Vanessa Redgrave, Arnold Schwarzenegger, Sean Penn, Robin Williams et ainsi de suite.

Comme on le voit, il s'agit d'un festival du cinéma sérieux et important, parrainé par une université bien connue, auquel assistent des célébrités hollywoodiennes et organisé par un professeur qui est vice-président d'une institution d'enseignement composée des principales universités des Etats-Unis et du Mexique. C'est certainement le dernier endroit où on s'attendrait à trouver votre serviteur. Et pourtant j'y étais, j'étais un invité du festival - en fait, un VIP - assistant à tous les événements, frayant avec des célébrités et donnant en première les 32 premières minutes de mon film révisionniste **The Great Taboo** (en espagnol, *El Gran Tabu*). On m'avait accordé la tranche horaire la plus prestigieuse du festival: le vendredi soir. On m'avait attribué une heure et quarante-cinq minutes pour faire mon exposé, montrer mon film et ensuite répondre aux questions de la salle. Personne, dans ce festival, n'a bénéficié de plus de temps. Les organisateurs ont été gentils et très coopératifs. Dès que j'avais besoin de quelque chose, on me l'accordait - même des sous-titres gratuits en espagnol pour mon film!

Pour des révisionnistes, tout cela semble trop beau pour être vrai. Mais non. En réalité, les choses se sont passées mieux que je n'aurais pu l'imaginer. Les vedettes du film *El Gran Tabu*, c'étaient Germar Rudolf, Ernst Zündel, et moi. Dans ce film nous abordons librement et sans contrainte la question du révisionnisme, de la liberté d'expression, du sionisme et du 11-Septembre ainsi que d'autres sujets brûlants. C'est un film franchement révisionniste. Nous ne nous excusons pas, nous assumons pleinement nos propos.

Il y avait peut-être deux cents personnes dans la salle quand mon film a été projeté. La salle, composée majoritairement d'étudiants et d'enseignants de l'art cinématographique ainsi que de cinéastes (surtout en provenance du sud de la frontière), a réagi de manière tout à fait positive. C'était une salle ordinaire - il n'y avait pas de révisionnistes - et j'aurais pu tout aussi bien me croire en train de faire un exposé à l'Institute for Historical Review.

Les jeunes de ce festival n'ont fait que montrer leur soutien et une sincère curiosité. Il n'y a pas eu un seul geste hostile, pas une expression de rejet. J'ai même pu avoir un échange filmé en direct avec Maria Conchita Alonso pendant lequel nous avons, elle et moi, discuté de la réaction des enseignants au Venezuela à la fermeture récente par le président Hugo Chavez d'une chaîne de télévision d'opposants (cet échange correspondait parfaitement à l'exposé que j'avais fait au festival sur l'attitude de la classe professorale américaine à l'égard des idées révisionnistes). Le lobby holocaustique a toujours redouté le jour où les idées révisionnistes toucheraient, sans être censurées ni filtrées par un porte-parole du lobby, un auditoire important. Et le festival de Corto Creativo a démontré que les craintes du lobby sont presque certainement fondées: Quand un large auditoire a l'occasion de voir un film réalisé de manière professionnelle sur le révisionnisme, la réaction est

extraordinairement positive. La semaine dernière, en Basse-Californie, c'est une boîte de Pandore que l'industrie de l'Holocauste a vu s'ouvrir. Cela pourrait bien être le commencement de quelque chose d'important.

Quand j'en ai eu terminé avec la projection, l'une après l'autre, des personnes sont venues à moi avec toutes sortes d'idées pour établir des réseaux de relations et des contacts dans des universités et d'autres lieux de réunion des deux côtés de la frontière. D'autres se sont proposées pour m'aider à produire ou réaliser des films ou m'apporter ce dont j'aurais besoin. J'étais vraiment très étonné de cela, et plutôt ému. Nous allons faire faire du chemin à ce film et nous viserons le marché le plus en pointe de l'Amérique du Nord - le marché de langue espagnole. C'est un marché qui à ce jour n'a pas été touché et qui n'est pas exploité par l'activisme révisionniste; mais plus maintenant!

Au troisième jour du festival, une espèce d'organisation d'"enseignement de l'Holocauste", qui avait fait savoir qu'elle n'appréciait pas ma présence au festival, a créé assez d'agitation au point que, au moment où le président du BINACOM - un professeur qui disait avoir perdu des parents pendant l'Holocauste - s'est adressé à l'auditoire, une femme membre de cette organisation a éprouvé le besoin de consacrer son discours au dénigrement du révisionnisme, en m'attaquant depuis la scène, en me traitant de raciste et de représentant d'une "idéologie" de haine. Mais elle n'a pas dit un seul mot sur le discours que j'avais prononcé, et pas un mot du film. Comme je le lui ai fait remarquer lors de la session des Questions/Réponses, elle était l'exemple parfait du comportement de la classe professorale américaine que j'avais déploré dans mon intervention. Elle confortait mes arguments. Elle ne voulait pas s'atteler au moindre texte révisionniste, si simple fût-il. Elle se contentait d'attaquer et de diffamer son auteur (je possède l'enregistrement filmé de l'intégralité de cet échange). Et j'ai ensuite fait l'expérience d'une chose à laquelle, une fois encore, je ne m'attendais pas. Les jeunes de l'auditoire se sont mis de mon côté et ont ouvertement contesté la dénonciation irrationnelle de ma présence au festival par ce professeur. Combien de fois des révisionnistes se sont-ils retrouvés tout seuls face à une foule hostile? Eh bien cette fois, j'étais là, entouré d'un grand nombre de jeunes qui me soutenaient, et c'était le professeur antirévisionniste qui se retrouvait tout seul.

Ces trois jours, je m'en souviendrai longtemps. Et ces trois jours, il se peut bien que l'Industrie de l'Holocauste en vienne bientôt à s'en souvenir avec désespoir. Parce que quelque chose de nouveau a été démontré à ce festival: Qu'on donne à des révisionnistes l'accès à un auditoire objectif, ordinaire, et les mensonges du lobby holocaustique ne tiendront pas face aux faits du révisionnisme et à l'argument de la liberté intellectuelle. Et, grâce à cette conférence, j'aurai beaucoup d'autres occasions comme celle-ci, dans un marché où des groupes comme l'ADL [Anti-Defamation League] n'ont pour ainsi dire pas d'influence. Ce n'est que le commencement. Le commencement de quelque chose qui pourrait être très important pour nous. Des préparatifs sont déjà en cours pour la prochaine projection de *El Gran Tabu*, qui est actuellement en train d'être mis à jour pour intégrer les séquences prises au festival de Corto Creativo.

En décembre dernier, quand j'ai pris la parole à la Conférence de Téhéran sur l'Holocauste, j'ai eu l'impression de participer à quelque chose d'unique et de révolutionnaire. C'était le cas, mais je suis encore plus enthousiasmé par ce qui s'est passé ici au Corto Creativo 07. J'ai fait la connaissance de personnes ici avec lesquelles je pourrai rester en relations parce qu'elles sont "locales", et non à des milliers de kilomètres sur un autre continent. Et parce que je peux vraiment rester en relations avec ces nouvelles connaissances, les occasions de faire faire du chemin à cette œuvre se sont soudain multipliées dans une dizaine de directions. Je vous en dirai davantage très bientôt mais, pour l'instant, je vous dirai ceci: Le festival de Corto Creativo en 2007 a démontré que ce pour quoi nous avons tous travaillé toutes ces années est parfaitement accessible. Je vous tiendrai courant des prochains développements de cette affaire.

Smith's Report n° 139, 15 juin 2007

TOUJOURS LE MÊME ÉNORME BARATINEUR

Voici une dépêche AFP du dimanche 17 juin qui sans sourciller parle de "l'élimination en UKRAINE par les nazis d'UN MILLION ET DEMI de Juifs entre 1941 et 1944, exclusivement PAR BALLES" (!!!).

Pour la première fois, une exposition sur les massacres de Juifs par balles en Ukraine

Une exposition inaugurée cette semaine à Paris retrace, documents et témoignages inédits à l'appui, l'élimination en Ukraine par les nazis d'un million et demi de Juifs entre 1941 et 1944,

exclusivement par balles. "Les fusillades massives des juifs en Ukraine (1941-1944): la Shoah par balles", est le titre de cette exposition prévue du 20 juin au 30 novembre au musée du Mémorial de la Shoah.

Objets, documents, témoignages vidéos, photos souvent insoutenables et résultat d'expertises d'une des centaines de fosses récemment découvertes dans cette ex-république soviétique jalonnent la présentation d'une page peu connue de l'histoire de la Shoah. Le tout mis en perspective par l'histoire des quelque 2,5 millions de juifs d'Ukraine recensés en 1939 et de la Shoah dans ce pays. Le chiffre d'un million et demi de Juifs éliminés en Ukraine pendant la seconde guerre mondiale est avancé par les historiens cités par le Mémorial de la Shoah.

Au coeur de l'exposition, essentiellement le travail réalisé sur place depuis 2004 par le père Patrick Desbois, responsable des relations avec le judaïsme à la Conférence des évêques de France et directeur de l'association Yahad In Unum, créée par le cardinal Jean-Marie Lustiger et le rabbin Israël Singer, ex-patron du Congrès Juif Mondial. "C'est la première fois depuis la guerre que la Shoah à l'Est est exposée de façon systématique et surtout nous essayons de révéler ce qui s'est vraiment passé pour les gens", explique-t-il à l'AFP. "Comme il ne reste pas beaucoup de survivants, la plupart du temps donc ceux qu'on interviewe sont le petit personnel réquisitionné" par les nazis pour creuser les fosses ou trier les vêtements ou extraire les dents en or des cadavres. "Souvent ces gens ont beaucoup souffert. Ils pleurent", raconte le prêtre.

Le père Desbois a découvert près de 600 sites, certains abritant plusieurs fosses, sur un tiers seulement du territoire de l'Ukraine d'aujourd'hui. "Un site peut avoir 49 fosses, dit-il. Sur le plus gros site découvert à l'entrée de Lvov (ouest, près de la frontière polonaise), on a compté 97.000 victimes".

Avec le père Desbois, souligne Sophie Nagiscarde, commissaire générale de l'exposition, "on découvre que contrairement à ce qu'on pensait, il n'y a pas que des grands sites d'extermination mais beaucoup d'autres qui n'ont pas été revisités par l'opération 1005" (tentative nazie de faire disparaître toute trace des massacres à l'approche de la défaite). Selon le père Desbois, les tueries étaient incessantes. "En gros, d'après les calculs, sur un mois, il y avait 82 tués par heure", dit Mme Nagiscarde.

Souvent, les victimes visées par balles -une balle par personne tirée à bout portant- n'étaient pas mortes. "Une phrase que tous les témoins des villages nous disaient c'est que pendant trois jours, la terre avait des soubresauts, raconte le père Desbois. Elle bougeait au dessous de la fosse". Pour le directeur du Mémorial de la Shoah, Jacques Fredj, la mise au jour de ces fosses "rend vraiment compte des dernières minutes (de la vie des victimes) dans le détail. On n'est plus dans la statistique, on est vraiment dans des histoires personnelles", dit-il.

"Même si nous travaillons sur la Shoah à plein temps, cette exposition aura été sans doute été l'une des plus dures qu'on ait eu à faire. Parce qu'on est vraiment dans le fonds du fonds", confie le directeur du musée. Six millions de juifs ont été assassinés durant la Seconde guerre mondiale dans le cadre de "la solution finale" voulue par le régime d'Hitler.

CHIKAYA

Lutte contre le négationnisme : des vues divergentes

Mardi 19 juin 2007, la Licra a organisé un débat sur le négationnisme, animé par Barbara Lefebvre de la Commission Culture, Education et Histoire. Cette conférence, intitulée « Le phénomène négationniste, états des lieux et nouveaux visages » a été consacrée à la négation de la Shoah.

Les autres crimes contre l'humanité ont été évoqués uniquement sous l'angle de l'opportunité des lois pénalisant leur négation, et non par rapport au phénomène négationniste lui-même. Nous avons espéré que les « nouveaux visages » incluent également l'étude du négationnisme « soft » ou « subtil ». Cela n'a malheureusement pas été le cas, puisqu'il n'a été question que du négationnisme virulent (Faurisson, Garaudy, Ahmadinejad etc).

Barbara Lefebvre a bien expliqué que le négationniste ne « révise » pas l'Histoire, il dévoie la réalité historique dans le but de légitimer l'antisémitisme, en prétendant révéler une vérité cachée, à savoir que la Shoah est une affabulation destinée à justifier la fondation d'Israël – c'est l'idée du complot juif défendue par Faurisson. Elle a évoqué les actions passées de la Licra, et **les**

difficultés actuelles liées aux sites négationnistes sur internet, faciles d'accès pour les lycéens. [Merci, merci, n'en jetez plus...]

L'historien Henry Rousso, auteur d'une enquête minutieuse sur le racisme et le négationnisme (accessible sur le site de l'Education nationale)

[et ici : <http://www.aaargh.com.mx/fran/livres/raprouso.pdf>] rappelle que dans l'immédiat après-guerre, le négationnisme revêt une fonction politique : il permet de réhabiliter l'extrême droite (l'idée étant que si les atrocités n'ont pas existé, l'extrême droite n'a pu en être la complice, elle n'est donc pas infréquentable). Mais c'est à partir des années 1970, à l'heure où il est de bon ton de remettre en cause les constructions historiques données et dans une ambiance de contestations généralisées, que le phénomène émerge véritablement.

Ce phénomène dépasse le cadre traditionnel de l'antisémitisme d'extrême droite et l'on voit à partir de ce moment s'opérer une alliance rouge-brun, les antisémites des extrêmes gauches rejoignant les positions antisémites et négationnistes de l'extrême droite. Cet état de fait se poursuit jusqu'à nos jours : par le biais de l'anti-sionisme les discours négationnistes ont trouvé un relais très efficace dans le monde arabo-musulman ; quant à l'Iran, elle professe un négationnisme d'Etat.

A l'origine du néologisme « négationnisme », Henry Rousso trouve qu'à être utilisé pour d'autres génocides ou crimes contre l'humanité, le mot « perd de sa valeur », ce qui ne laisse pas de nous étonner : pense-t-il qu'employer un même terme technique pour qualifier le déni d'un génocide revient à mettre en cause la singularité de la Shoah ? Il précise aussi qu'il a été contre la Loi Gayssot, puis pour la loi, et qu'il est de nouveau contre aujourd'hui... [*On appela ça une girouette...*]

Adrien Minard, écrivain, sociologue et enseignant d'histoire, est le co-auteur d'une biographie de Roger Garaudy, dont il retrace l'itinéraire (qui a commencé avec la négation des camps soviétiques à l'époque où il était communiste). Après sa conversion à l'islam, Garaudy a été accueilli à bras ouverts dans les capitales des pays arabo-musulmans, où son livre [Les mythes fondateurs de la politique israélienne](#) (1996) a trouvé un public enthousiaste : et c'est ainsi que le négationnisme de la Shoah a été exporté depuis l'Occident vers ces pays, notamment en Iran. Lors de son procès, il a été défendu par Jacques Vergès, et soutenu par l'Abbé Pierre.

Bernard Jouanneau, avocat, a rappelé ses difficultés pour lutter juridiquement contre le négationnisme, et n'a pas caché son amertume au souvenir de l'absence de soutien des historiens **au début des années 1980, quand les tribunaux refusaient de statuer sur les faits historiques**, et en se rappelant les attaques de Claude Lanzmann, qui lui reprochait d'offrir une tribune à Faurisson. Spontanément, et sans savoir qu'il y avait des personnes d'origine arménienne dans la salle, Maître Jouanneau a non seulement indiqué que la loi Gayssot était nécessaire, mais qu'il fallait selon lui l'étendre à la négation de tous les crimes contre l'humanité, notamment au génocide des Arméniens. Il ne s'agit pas, selon lui, de dire l'Histoire, mais de dignité humaine, une valeur universelle.

Enfin, Jacques Tarnero, écrivain et réalisateur, [*TIENS, CE CON NE PRÉTEND PLUS ÊTRE "CHERCHEUR"...*] estime que si le négationnisme de la Shoah a reculé en Occident, il a gagné ailleurs dans le monde, dans les pays musulmans mais aussi dans les anciens pays de l'Est. L'ultra-gauche est aussi concernée que l'extrême droite, et aucune loi ne pourra venir à bout des fantasmes liés aux juifs, le négationnisme étant devenu un élément tactique du « système anti-juif contemporain ».

Malheureusement, Henry Rousso et Bernard Jouanneau ayant longuement repris la parole pour réaffirmer leurs positions, le public n'a pas eu l'occasion de réellement débattre. Revenant sur son opposition à la Loi Taubira et à ses réticences concernant la loi de pénalisation, Henry Rousso n'a pas hésité à se servir de la thématique de la fameuse « boîte de Pandore » (de nombreux peuples victimes pourraient réclamer des lois similaires), tarte à la crème des signataires de la pétition « Liberté pour l'Histoire » qu'il n'a pourtant pas signée.

C'est donc seulement à l'issue de la conférence que nous avons pu lui demander des éclaircissements sur ses positions contre la loi pénalisant la négation du génocide des Arméniens. Il semble imaginer que les historiens pourraient être poursuivis pour un oui ou pour un non. A notre grand étonnement, il s'est déclaré très choqué par la condamnation de Bernard Lewis (21 juin 1995), jugé pour avoir parlé dans *Le Monde* de « la version arménienne de cette histoire »*. Nous lui avons rappelé que Bernard Lewis avait changé d'avis sur le génocide (qu'il reconnaissait auparavant), et qu'aux Etats-Unis, il est notoire que certains historiens sont achetés.

Surtout nous avons voulu savoir ce qu'il propose pour parer aux articles négationnistes publiés dans les journaux, aux manifestations turques négationnistes dans les rues de Paris ou de Lyon (manifestations où l'on voit des centaines de jeunes brandissant des panneaux **traitant les Arméniens de menteurs et d'assassins** de Turcs), etc. Henry Rousso comprend le problème, mais affirme dans le même temps que la loi ne peut rien résoudre – comme la loi Gayssot ne peut supprimer l'antisémitisme.

Cette conférence nous a donné l'occasion d'observer les divergences entre deux membres d'une même association, tous deux préoccupés par le même grave problème, mais n'en tirant pas les mêmes conclusions. Impossible en tant que descendant des rescapés du génocide arménien, de ne pas être touché par l'émotion et les blessures perceptibles chez tous les conférenciers quand ils parlent de la négation de la Shoah et de l'antisémitisme.

Impossible également de ne pas être impressionné par la rigueur morale, l'exigence éthique et la fermeté du discours – sans parler de la perfection rhétorique – dont a fait preuve Maître Jouanneau, à qui nous rendons un hommage mérité.

Compte-rendu Collectif arménien VAN 2007 - 21 juin 2007 - www.collectifvan.org

*Condamnation de Bernard Lewis : pour mémoire, La Licra était sur le banc de la partie Civile aux côtés du Forum des Associations Arméniennes de France : "Par conclusions du 23 novembre 1994, la LICRA, dont la vocation est de "combattre par tous moyens la négation des génocides et l'apologie des crimes contre l'humanité et défendre les intérêts moraux, l'honneur et la mémoire des déportés", s'associe en tous points à l'argumentation développée par le FORUM".

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=10819>

TÉMOIGNAGE

Objet: **Sur la prétendue "chambre à gaz" homicide du Struthof. Les trois confessions successives et contradictoires de Josef Kramer**

Bonjour,

j'ai parcouru le texte de Mr Faurrisson et ma découverte fut grande.

Mon père, strasbourgeois, parfaitement bilingue a été interné au camp du Struthof en tant que prisonnier politique. Il faisait office de traducteur, ce qui lui donnait certains privilèges de déplacements dans le camp qu'il devait connaître parfaitement d'autant que ce dernier n'était pas particulièrement grand. Sa connaissance de l'allemand qui était en fait sa langue maternelle (il était né en 1904 à Strasbourg) lui permettait d'accéder certainement à certaines informations. Je pense donc que la présence d'une chambre à gaz ne lui aurait pas échappé.

Mon père m'a toujours affirmé (la première fois en 1958; j'avait 12 ans) qu'il n'y avait pas de chambre à gaz dans le camp, et que les exécutions auxquelles il devait parfois assister en tant qu'interprète se faisaient par les armes et surtout par pendaisons pour impressionner les prisonniers. il n'en a jamais évoqué le nombre.

Je vous transmets donc ce témoignage tel qu'il m'a été livré.

Cordialement

Jean-Claude HESCH

Email: jchesch@free.fr

19 juin 2007, par courriel.

RÉSURRECTION DES BRANQUIGNOLS
OU COMMENT AMÉLIORER L'ART DU FAUX-TÉMOIGNAGE

NEWS / SHOWBIZ
AUSCHWITZ PRISONER WHO ESCAPED TO HELP SAVE 120,000 JEWS

The escapees managed to save thousands of lives

Monday June 25,2007

By Saxon East

HOW a Holocaust survivor's escape from Auschwitz death camp helped save more than 120,000 Jews has been revealed for the first time.

Alfred Wetzler, a Slovak Jew, escaped the concentration camp by hiding under a woodpile for four days and then crawling through a hole under a fence at nightfall. A fellow prisoner accompanied him and they took with them evidence of the camp and its location in Poland. The details were used to bomb several Nazi government buildings in Hungary where organisation of the railway deportations of Jews from Budapest to Auschwitz were taking place. The bombings disrupted the deportations so badly that more than 120,000 Hungarian Jews were saved from annihilation. Wetzler's story is revealed in a book released this week called *Escape From Hell: The True Story Of The Auschwitz Protocol*. Wetzler, who died 19 years ago, originally wrote the account in 1963, under the pseudonym Jozef Lank, but it has taken until now for the work to be translated. The details he passed on have been hailed by historians **as one of the most important acts of the Second World War**. [*Il se foutent vraiment de notre gueule !*] Sir Martin Gilbert, arguably Britain's most eminent historian on the Second World War, said: "Alfred Wetzler was a true hero. His escape from Auschwitz and the report he helped compile, telling for the first time the truth about Auschwitz as a place of mass murder, led directly to saving the lives of 120,000 Jews – the Jews of Budapest about to be deported to their deaths.

"No other single act in the Second World War saved so many Jews from the fate that Hitler and the SS had determined for them. This book tells Wetzler's story." It describes how Wetzler, 24, and his companion, **Rudolf Vrba**, 18, also a Jew, were arrested by the Nazis in 1942 in Slovakia. Wetzler witnessed the atrocities of Auschwitz during a hellish two year imprisonment. It led him to write: "It is incredible how tough human life can be, how quickly a person, even with a broken arm, a dislocated foot, a broken head, bitten by dogs, will do what is asked of him when over him hangs the cudgel waved by the goodwill of the Reich." The experience increased Wetzler's determination to escape the hell pit. In the spring of 1944 Wetzler and Vrba smuggled out a ground plan of the camp, construction details of the gas chambers and a label from a Zykon gas canister. The details, later known as the Auschwitz Protocol, were sent to Prime Minister Winston Churchill. Dr Robert Rozett, a leading historian on the Holocaust, writes in the book introduction: "The day by day accounts of the difficulties the pair faced after the Nazis had called off the search of the camp and its surroundings is both riveting and heart-wrenching. "Shining vibrantly through the pages are the tenacity and valour of two young men who sought to inform the world about the greatest outrage ever committed by humans against their fellow humans."

Cette affaire est l'un des plus belles opérations d'intoxication, menée de main de maître par les milieux juifs de Prague. Soixante ans après, on répète encore ce tissu d'inventions. Chapeau.

<http://www.express.co.uk/posts/view/11187/Auschwitz+prisoner+who+escaped+to+help+save+120,000+Jews>

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite sans fin)

Lyon III va-t-elle tourner la page ?

Laurent Burlet

Université. De l'élection du prochain président dépendra la possibilité de tourner définitivement la page de l'affairisme et du négationnisme qui colle à Lyon III.

Il sera aussi élu pour cinq ans mais ne dirigera "que" 22 000 étudiants, 4 000 enseignants et personnels administratifs. Le futur président de Lyon III, successeur de Guy Lavorel (qui ne peut briguer un deuxième mandat), sera connu le 3 juillet. La récente annonce de la candidature d'Hugues Fulchiron, doyen de la faculté de droit, lance véritablement la campagne présidentielle dans une université lyonnaise à l'**image plombée par l'affairisme et le négationnisme**. Dans

sa profession de foi envoyée à chacun des 105 électeurs (étudiants, enseignants, personnels administratifs et personnalités extérieurs), le seul candidat pour l'instant déclaré annonce clairement la couleur : "Il convient de porter un regard lucide sur les errances passées, qu'elles soient individuelles ou collectives et d'en tirer les conséquences", explique-t-il dans son courrier. En clair, Hugues Fulchiron entend œuvrer pour mettre à plat les dysfonctionnements de l'université pointés en 2002 par [le rapport Rousso \(sur le négationnisme\)](#) et en 2005 par le rapport de la cour des comptes (sur la mauvaise gestion). La nouvelle condamnation à 2000 euros de l'ancien président Gilles Guyot pour favoritisme dans le marché des réceptions vient rappeler l'urgence d'ouvrir un tel chantier.

Pécresse veille

Le contexte politique est favorable à un changement de fond à Lyon III. La nouvelle ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, a en effet annoncé que sous son ministère, "on tournerait la page Lyon III". Son directeur de cabinet Philippe Gillet, directeur de l'ENS sciences de Lyon, n'est pas étranger à cette prise de position et saura certainement œuvrer dans le sens d'une "normalisation". Outre ces problèmes propres à Lyon III, le futur président et son équipe dirigeront une université engagée dans une série de réformes d'importance. Il décidera du positionnement de Lyon III au sein du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES). Rappelons que l'université s'est fait forcer la main pour participer à ce regroupement des universités lyonnaises, tant il fait craindre une banalisation de Lyon III en étant ainsi rapprochée de sa rivale historique Lyon 2. Le nouveau président organisera aussi une recherche et un enseignement qui se pratiquent de plus en plus sur le plan international. Enfin, il devra faire face à la réforme portant sur l'autonomie des universités promises par la ministre Pécresse. "On a d'autant plus besoin d'un vrai dialogue et d'une vraie concertation, que notre université s'apprête à vivre un tournant dans son histoire. Et pour cela, les valeurs attachées au nom de Jean Moulin doivent être respectées : démocratie, respect des minorités, attachement au service public".

Pour l'instant, l'homme de la "rupture avec le passé" fait cavalier seul. Nul doute que dans les prochains jours, le candidat de la continuité de la politique Lavoirel se dévoile. Lui-même s'était déclaré huit jours avant son élection.

(2007-06-25 10:21:08) *Lyon Capitale*
<http://www.lyoncapitale.fr/index.php?menu=01&article=1752>

Finalement, après beaucoup de tortillements, l'élection a été reportée au 31 août. Guignol continue.

PAS TOUCHE

Allemagne : interdiction de comparer l'avortement à l'Holocauste

27 juin 2007

Un pasteur luthérien vient d'être condamné à un an de prison par un juge d'un tribunal en Bavière pour avoir comparé l'avortement à l'holocauste. Il a été déclaré coupable du **délit de négationnisme**, le 14 juin pour avoir osé établir un parallèle entre les 150.000 enfants tués légalement chaque année en Allemagne et le génocide des Juifs.

Michel Janva

Chrétiens info

http://www.chretiente.info/spip.php?page=actu&id_syndic_article=8343

ISSÉEN ET ABRUTI

Voilà un type qui n'hésite pas à mettre en ligne sa gueule d'abruti:

Laurent Pieuchot, Issy-les-Moulineaux ... et ailleurs

Sur le Net, par Issy ... la Gauche a des idées !

RÉAGIR FACE AU RÉVISIONNISME ET À L'ANTISÉMITISME

Vous avez peut-être trouvé dans votre boîte à lettres un tract intitulé «Révision». Ce tract est un florilège de propos antisémites totalement insupportables. Son auteur est issu. C'est un révisionniste français multi-récidiviste. Il a été condamné à plusieurs reprises pour ses écrits niant l'existence des chambres à gaz d'Auschwitz. Ses propos relèvent de la justice. Ils doivent être poursuivis. [**Vas-y donc, mon gros.**]

Lucile Schmid a engagé une série d'actions : contact avec le président de la communauté juive de Vanves, le rabbin d'Issy et M. Lévy maire adjoint qui s'occupe de la LICRA à Issy. [**Ça fait un joli trio. On aimerait voir leurs bouilles.**] Elle a également eu un échange avec Richard Séréro, ancien secrétaire général de la LICRA. **Ils nous ont déconseillé de donner trop d'importance publique à ce tract.** C'est une technique habituelle des révisionnistes pour utiliser les tribunes qu'on leur donne involontairement. Nous avons déposé des mains courantes aux commissariats de Vanves et Issy afin d'appuyer la plainte que la LICRA va engager.

Nous sommes profondément choqués par la diffusion de ce [=ce] tract antisémite appelant à voter pour Lucile Schmid. En fin de campagne, nous n'excluons pas que cela fasse partie de la déstabilisation habituelle des candidats d'opposition dans notre circonscription.

Nous vous remercions de diffuser cette position autour de vous. [**Nous le faisons bien volontiers - aaargh**]

15 juin 2007

<http://www.pieuchot.com/2007/06/index.html>

QUAND C'EST FINI, ÇA RECOMMENCE

Robert Faurisson poursuivi pour ses propos tenus à Téhéran

Une information judiciaire pour "*complicité de contestation de crimes contre l'humanité*" a été ouverte mi-juin par le parquet de Paris à l'encontre de l'ancien universitaire révisionniste Robert Faurisson. Cette procédure vise des propos tenus à l'occasion d'une conférence sur l'Holocauste, tenue en décembre à Téhéran.

Le juge d'instruction Marc Sommerer devra déterminer si ces propos, accessibles sur Internet et donc punissables au regard de la loi française, remettent en cause la réalité du génocide, une infraction punie en France d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison ferme et 45 000 euros d'amende. L'action de la justice a été déclenchée à la demande personnelle de Jacques Chirac, quand il était à l'Elysée. [**Merci, Jacques Chirac. Tu seras au trou avant lui...**]

SIX CONDAMNATIONS

Par ailleurs, la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 4 juillet, la peine de trois mois de prison avec sursis et 7 500 euros d'amende infligée en première instance en octobre 2006 à Robert Faurisson, pour le même délit de "*complicité de contestation de crimes contre l'humanité*". Cette autre affaire visait des déclarations sur la chaîne satellitaire iranienne Sahar 1 en février 2005. "*Il n'y a jamais eu aucune tentative d'extermination des Juifs par les nazis*", avait dit Robert Faurisson, à Sahar 1.

A 78 ans, Robert Faurisson compte six condamnations pour des faits similaires depuis 1992.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 04.07.07 | 20h06 • Mis à jour le 04.07.07 | 20h10

Robert Faurisson condamné en appel et ouverture d'une nouvelle information judiciaire

La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi le jugement condamnant le négationniste Robert Faurisson, 78 ans, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 7.500 euros d'amende pour des propos tenus en février 2005 sur une chaîne de télévision iranienne niant l'extermination des juifs par les nazis.

Par ailleurs, le parquet de Paris a ouvert le 13 juin dernier une information judiciaire contre X pour "contestation de crimes contre l'humanité" et contre M. Faurisson pour "complicité" de ces mêmes faits suite à la participation de l'historien à une conférence sur

l'Holocauste à Téhéran en décembre dernier, a-t-on appris mercredi de sources judiciaires.

Le juge d'instruction Marc Sommerer a été saisi de cette enquête, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Le 15 décembre dernier, le président Chirac avait demandé au garde des Sceaux Pascal Clément "de faire diligenter une enquête préliminaire" à la suite des propos tenus par M. Faurisson à Téhéran "lors d'une conférence de presse mettant en cause la réalité de la Shoah".

Avant de saisir un juge d'instruction, il s'agissait de vérifier si la justice française était compétente, ce qui implique notamment une diffusion ou une publication des propos en France ou sur un site internet accessible depuis la France. Il fallait également établir si les propos tombaient sous le coup de la loi Gayssot sur le négationnisme.

La condamnation en appel de M. Faurisson porte sur une interview réalisée par téléphone le 3 février 2005 sur la chaîne iranienne Sahar 1, accessible en France sur Eutelsat. Il avait notamment déclaré qu'"il n'y avait jamais eu aucune tentative d'extermination des juifs par les nazis", encore moins "de politique d'extermination physiques des juifs".

La cour, dont la décision n'était pas disponible immédiatement, a modifié en revanche le montant des dommages et intérêts alloués aux trois parties civiles.

Robert Faurisson devra payer, non plus 1 mais 1.000 euros à chacune des associations: la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). AP

Nouvelobs AP | 04.07.2007 | 17:53

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/societe/20070704.FAP3251/robert_faurisson_condamne_en_appe_l_et_ouverture_dune_no.html

QUI SERA FAIT CHOCOLAT ?

Mme Calmy-Rey crée l'affolement

Claude Paschoud

Les représentants en Suisse du sionisme extrémiste ont bien des soucis. Il y a eu d'abord la bombe lancée par M. le conseiller fédéral Blocher lors de son dernier voyage en Turquie, évoquant avec ses hôtes la possibilité d'abroger ou tout au moins de modifier l'article 261bis du code pénal, celui qui réprime non seulement le racisme mais aussi ce qu'on appelle le "révisionnisme historique".

On sait que le paragraphe qui interdit toute négation ou toute minimisation d'un génocide n'a été introduit que pour protéger la mémoire d'un seul génocide, bien déterminé, celui qui fonde, aujourd'hui encore, les prétentions d'Israël à des réparations et qui justifie la condamnation à la prison ferme de tous les historiens, chercheurs et publicistes coupables d'opinions hétérodoxes.

Le texte de la norme pénale n'était destiné à figer aucune recherche historique sur le massacre des Incas, des Vendéens, ou des Arméniens, évidemment pas non plus sur le massacre des Russes blancs par les Soviétiques, des Tibétains par les Chinois ou des Blancs d'Afrique du Sud par les amis du sinistre Mandela. [*M. Paschoud doit être bigleux. Le "sinistre" Mandela est celui qui a évité que les "sinistres" copains blancs de M. Paschoud soient découpés en petits morceaux... ce qu'ils auraient bien mérité!*]

Sur ces événements, il est encore permis de procéder à des recherches, d'en publier les résultats et d'organiser des colloques.

Le seul chapitre dont il n'est pas permis de débattre, dans toute l'histoire de l'humanité, au sujet duquel tout travail de recherche et d'investigation est strictement interdit, le seul dogme laïque dont il est même prohibé de douter en son for intérieur, c'est la Shoah et ce sont les fameuses chambres à gaz homicides.

Les historiens turcs avaient bien compris cette spécificité de la loi helvétique, et c'est pourquoi ils ont cru possible de mettre en doute impunément que les massacres de 1915 pussent être qualifiés de génocide. Le maladroit procureur général du canton de Vaud tomba dans le piège, au grand dam à la fois des Turcs et des juifs sionistes extrémistes, ces derniers ne pouvant admettre qu'il pût exister dans l'histoire de l'humanité d'autres drames comparables au leur.

Le coup de grâce leur fut asséné par Mme Calmy-Rey, qui crut bien faire en proposant au vice-ministre des affaires étrangères iranien Saïd Dschalili qu'un colloque fût mis sur pied à Genève sur les différentes perceptions de l'Holocauste.

Quelle horreur! Quelle hérésie! Il ne peut y avoir, bien évidemment, "différentes perceptions de l'Holocauste". Il y a une version officielle, laquelle varie d'ailleurs au cours des temps, mais qui reste intangible sur le point principal: l'existence de chambres à gaz homicides comme instruments d'une extermination planifiée.

Des ingénieurs spécialisés, des chimistes hautement compétents, après expertise des lieux, déclarent-ils que la version officielle est techniquement, scientifiquement, rigoureusement impossible? On les condamne et on les enferme.

C'est dire si les maladresses de Mme la présidente mettent la diplomatie helvétique dans l'embarras. C'est un peu comme si Louis XIII avait proposé au pape Urbain VIII, en 1633, d'organiser un colloque scientifique sur les différentes conceptions de l'astronomie.

Comme à son habitude, le Centre Simon Wiesenthal se surpasse dans le terrorisme intellectuel, EXIGEANT que Mme Calmy-Rey "nie publiquement ou retire cette proposition scandaleuse et présente ses excuses pour cette offense faite aux survivants de l'Holocauste et à la mémoire de ses victimes".

* * *

L'affaire est insignifiante en elle-même, et ne manifeste que la panique des milieux sionistes constatant que l'opération de sidération intellectuelle mise en place dans les années soixante est en train de se lézarder et que, même sur ce sujet, les gens finissent par réfléchir.

Mais elle risque de poser un nouveau problème: s'il est vrai, comme on l'a lu partout, que l'article 261bis du Code pénal doit être interprété comme une interdiction générale et absolue de remettre en cause les dogmes issus des procès de Nuremberg (non seulement dans la négation ou la minimisation), il faudra alors poursuivre les auteurs qui se sont écartés ou s'écartent de la vulgate par d'autres versions: les assassinats en masse par balles, par l'électricité, par les vapeurs d'eau chaude, par la chaux vive, par les gaz d'échappement des moteurs diesel ou autres, inventés par d'illustres faux témoins comme Elie Wiesel et ses disciples, procédés dont tous s'accordent aujourd'hui à reconnaître le caractère mythique.

Va-t-on poursuivre et punir non seulement la minimisation, mais aussi l'exagération? Parmi toutes les versions de la Shoah, laquelle devra-t-on considérer comme la seule version admise? Et pourquoi celle-ci plutôt qu'une autre?

Les sionistes extrémistes ont cru mettre fin aux controverses scientifiques et historiques par le bâillon et le code pénal. Comme au temps du stalinisme et du Goulag, ils ont tenté de faire passer les dissidents pour des criminels ou pour des fous. L'édifice se lézarde. Le sommeil hypnotique se dissipe. La conférence de Téhéran n'a pas réuni des buveurs de bière aux crânes rasés, mais des professeurs et même des rabbins.

La proposition de Mme Calmy-Rey partait sans doute d'un bon sentiment. Elle est certainement persuadée que les "révisionnistes" sont soit de mauvaise foi, soit mal informés et que la confrontation avec de vrais historiens tournera aisément à leur confusion. Sur le site *Israelnetz Nachrichten*, la communauté juive a estimé "naïfs et dangereux" les propos de notre présidente.

C'est le cas de le dire!

Pamphlet, n° 366 de juin 2007), mensuel, Case postale 998, CH-1001, Lausanne.

EN TOUTE LAÏCITÉ
MAIN BASSE SUR LA JUSTICE

Le CRIF se farcit l'Ecole Nationale de la Magistrature

Pour la troisième année consécutive, Marc Knobel, chercheur au CRIF, a participé à la formation continue de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), qui a porté sur la cybercriminalité, avec David Benichou, magistrat, chargé de mission au Secrétariat générale du Ministère de la Justice ; Alain Weber, avocat au Barreau de Paris, François Cordier, Procureur de la République adjoint près le Tribunal de Grande Instance de Paris et Xavier Niel, PDG de Free. Lors de cette session, plusieurs séances ont eu lieu. Elles ont porté notamment sur l'atteintes aux personnes, les contenus et commerces illicites, la preuve électronique. De nombreux magistrats français (métropole et DOM TOM) et étrangers (Algérie,

Maroc, Espagne, Italie, Luxembourg...) ont assisté à cette formation. En matière de choix des poursuites, de politique d'action publique, de jugement des tribunaux, ce séminaire a été l'occasion de faire dialoguer des magistrats et des praticiens de la société civile qui ont fait part de leurs interrogations.

Marc Knobel a rappelé que les extrémistes ont vite compris le parti qu'ils peuvent tirer d'une utilisation rationnelle et systématique de l'Internet. Pour ces groupes, l'outil Internet est si pratique qu'il est devenu le vecteur par excellence de diffusion de la propagande. Nous distinguons d'abord les sites islamistes et/ou faisant l'apologie du terrorisme. Une sorte d'étrange autisme tente curieusement d'en minimiser la portée, comme s'il fallait s'accommoder tant bien que mal de leur existence. Pourtant une simple connexion et une traduction adéquate permettent de mesurer dans toute leur intensité le fanatisme, l'endoctrinement et la haine qui caractérisent les organisations radicales fondamentalistes. Nous distinguons aussi la multitude de sites d'extrême droite ou néonazis dont la violence effrénée, les caricatures obscènes et la haine obsessionnelle sont autant d'insultes. Et puis, il y a cette multitude de sites négationnistes qui ont foisonné sur le Net. Or **on a eu tendance à oublier l'inventivité des négationnistes**, capables de médiatiser jusque-là leurs déclarations ou leurs actions et à trouver de nouveaux canaux de diffusion. [*Merci, merci, n'en jetez plus... bis*] Depuis le début des années 1990, l'outil Internet s'est développé et les négationnistes du monde entier ont senti l'opportunité qui s'offrait à eux. Aussi, tout le monde doit-il concourir à la lutte contre la diffusion d'informations ou de textes faisant l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, incitant à la haine raciale, à la xénophobie et à l'antisémitisme. « Tous ceux qui considèrent le racisme comme une violence intolérable, devraient s'inquiéter et même **s'alarmer de qui est en train de se passer sur l'Internet**. Les groupes et groupuscules violents utilisent le Net avec une relative efficacité. Il faut alors voir ces images atroces, ces dessins glauques et injurieux et lire ces textes nauséux publiés par les sites néonazis, klanistes, satanistes, fondamentalistes, antisémites, négationnistes, racistes. Tous s'illustrent par leurs appels incessants à la haine et à la violence. [*comme, par exemple, les litanies de Knobel !*] Quelle étrange défaite de la démocratie ce serait de laisser les extrémistes les plus redoutables envahir peu à peu les écrans de nos ordinateurs ! Quant à nous, nous mettons un point d'honneur à nous opposer aux cyber-marchands de haine », a expliqué Marc Knobel.

CRIF 5 juillet 2007

http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=9217&artyd=2

DU FRIC, TOUJOURS PLUS DE FRIC

Deuxième génération, troisième génération, etc.

On se souvient des demandes de réparations exigées du gouvernement allemand par les enfants de survivants de "l'Holocauste" en guise de compensation pour le fait d'avoir grandi "dans l'ombre de la Shoah" et pour payer les "traitements psychologiques ou même psychiatriques" qu'ils ont été obligés de suivre... Le gouvernement allemand avait alors fait savoir qu'il n'avait "pas l'intention de payer ces frais de traitements psychologiques puisqu'ils n'entrent pas dans les principes retenus dans les traités internationaux relatifs aux réparations..."

On apprend aujourd'hui, sur le site israélien de langue anglaise Ynetnews, que, le gouvernement allemand ayant jusqu'à présent résisté, au point même d'avoir coupé les ponts il y a deux mois avec le "Fonds Fisher" à l'origine de cette brillante idée, ce dernier a décidé de le poursuivre en justice dès la semaine prochaine afin d'obtenir de lui des réparations pour 40.000 survivants de la 2e génération "mentalement et psychologiquement éprouvés". La plainte sera déposée auprès du tribunal de Tel Aviv par l'avocat Gideon Fisher, créateur du Fonds Fischer, qui n'a pas, paraît-il, spécifié le montant réclamé, montant qui sera laissé à la discrétion du tribunal...

Nous ne résistons pas à l'envie de traduire - rapidement - une partie des motifs qui, selon le site israélien, figurent dans la plainte en question:

La preuve incontestable que l'accusée [l'Allemagne!] avait pour intention de détruire le peuple juif, c'est qu'elle avait même prévu de nuire à la deuxième génération de survivants du peuple juif, sachant que si la solution finale ne réussissait pas pleinement, le préjudice émotionnel causé à la deuxième génération serait si grave et si considérable qu'il porterait une atteinte irrémédiable à la race [sic!!] juive et la détruirait

complètement. Ces actions délibérées ont provoqué et continuent de provoquer chez les plaignants un lourd préjudice psychologique et affectif et ils doivent en être indemnisés.

Il n'y a pas de raison que ça s'arrête. La troisième génération peut se préparer à lancer des "class actions". Tant qu'il y a un pfennig dans les caisses de l'Allemagne, c'est bon à prendre. Mais il ne faudrait surtout pas en conclure que les juifs sont avides, non.

<http://www.ynetnews.com/Ext/Comp/ArticleLayout/CdaArticlePrintPreview/1,2506,L-3425021,00.html>

LA COMPRENETTE UN PEU NOUILLASSE

Guillaume Faye dénonce le révisionnisme

Robert Faurisson

Guillaume Faye vient de publier *La Nouvelle Question juive* (Les Editions du Lore, 2007 [juin], 401 p., 26 euros) ; en 4^e page de couverture, on nous précise qu'il est "un des auteurs majeurs de la mouvance identitaire et nationaliste européenne". Le chapitre VI de son ouvrage constitue une charge contre les révisionnistes. S'il est vrai que l'auteur y dénonce "l'ineptie des lois anti-révisionnistes", c'est pour la raison que, selon lui, "les lois anti-révisionnistes ont beaucoup nui aux Juifs" (p. 186). Il écrit : "La totale stupidité des lois anti-révisionnistes se démontre parfaitement dans l'énorme publicité mondiale qu'elles ont donnée au révisionnisme lui-même et à la contestation de la Shoah" (p. 186). Il écrit : "Il aurait mieux fallu [sic] que ceux qui contestent les théories de Faurisson et d'autres sur l'inexistence de la Shoah se donnent les moyens de prouver l'inanité des théories révisionnistes. [...] La répression contre les révisionnistes (ou négationnistes) leur a fourni un tremplin. En assénant la Shoah comme *vérité révélée*, on lui a ôté malencontreusement son caractère de *réalité historique*. Ce qu'elle fut pourtant ..." (p. 187).

G. Faye écrit qu'il n'a jamais bien saisi ce que disent au juste les révisionnistes mais il sait néanmoins que ces derniers ne peuvent qu'être dans l'erreur ! Il demande à leur propos : "Que contestent-ils ? Les chambres à gaz homicides seulement, ou les déportations ? Ou les exterminations ? Ou la politique anti-juive du national-socialisme ? Ou les critères d'internement dans les KZL [sic pour : soit "KL", soit "KZ"] ? Et il conclut : « Je n'ai jamais bien saisi » (p. 191-192). Alors que, de son propre aveu, il est en quelque sorte dans la brume, dans la confusion et qu'il ne comprend plus rien en la matière, c'est chez les révisionnistes qu'il stigmatise "une certaine confusion", "une brume où personne ne comprend plus rien". "Ils se sont déconsidérés », estime-t-il. « Ils pinaillent » ou bien « ils sont frappés d'imbécillité politique » (p. 192). Il écrit encore : "Je me suis toujours demandé si les révisionnistes croyaient vraiment à ce qu'ils disaient" (p. 193). Il affirme qu'il a rencontré, dans les années 70 et 80, des Français, des Italiens et des Allemands « qui furent des cadres de l'appareil d'Etat national-socialiste ou des combattants dans les unités SS, qui n'avaient jamais participé eux-mêmes à des exactions contre des civils non-combattants mais qui partageaient l'idéologie de l'époque. Tous étaient d'accord pour admettre que la Shoah – la tentative d'élimination des Juifs d'Europe – avait bien été une réalité, qu'ils l'approuvaient et qu'il n'était pas sérieux de la nier, *dans l'intérêt même de la mémoire future du national-socialisme*", et il conclut : "Voilà qui renvoie les révisionnistes à leurs chères études" (p. 193). On aimerait savoir quels sont ces gens qui, sans avoir commis ni probablement vu d'exactions, admettaient que la Shoah avait bien été une réalité, mais l'auteur prend la précaution de nous préciser que ces anonymes, dont il invoque le témoignage et dont on ignore le nombre, sont « tous décédés aujourd'hui ».

Il écrit également que "le révisionnisme a plombé les milieux identitaires" et que les révisionnistes ont "en termes de 'communication' commis une faute majeure" (p. 194). Il conclut

: “Ce qui discrédite le révisionnisme, c’est qu’il a glissé d’une contestation technique des chambres à gaz homicides à la contestation intenable de la Shoah elle-même” (p. 195). Il déplore les propos révisionnistes “allusifs”, “provocateurs”, “proprement intempestifs” ou les “considérations oiseuses sur la Shoah, les chambres à gaz, la Seconde Guerre mondiale” de “Le Pen, Gollnisch [*sic*, ici et ailleurs, pour : “Gollnisch”] et d’autres” (p. 199).

Il traite le président iranien Ahmadinejad de “fanatique pathologique” qui aurait “organisé un colloque révisionniste à Téhéran en décembre 2006” et qui aurait osé “appeler à la destruction d’Israël, à la déportation des Juifs israéliens en Occident et [à] la contestation radicale de la Shoah” (p. 188). En réalité, le colloque en question avait été ouvert à tous, y compris, pour une fois, aux révisionnistes, et le président iranien avait, bien avant le colloque en question, rappelé le mot de l’imam Khomeyni selon lequel le « régime » occupant Jérusalem disparaîtrait « de la carte du temps » comme l’avait fait, de son côté, le régime communiste en Russie ; les juifs pourraient continuer de vivre en Palestine mais au même titre que les musulmans ou les chrétiens ; ceux qui s’y refuseraient pourraient gagner ou regagner l’Occident ; de toute façon, si l’Europe avait, pendant la Seconde Guerre mondiale, entrepris d’exterminer les juifs, c’était à elle de réparer le crime. Pour sa part, le président iranien considérait que cette gigantesque entreprise criminelle était de l’ordre du « mythe ».

Pour savoir ce que disent au juste les révisionnistes, il suffirait à G. Faye de les lire ; après quoi, c’est en connaissance de cause qu’il porterait un jugement sur leurs écrits. Il pourrait également lire les nombreux ouvrages, dont il semble ignorer l’existence, où les tenants de la véracité de la Shoah se sont efforcés, sans succès, de « prouver l’inanité » non pas des « théories » mais des conclusions révisionnistes. Il comprendrait alors que, si les affirmationnistes de la Shoah recourent si volontiers à des lois que, pour sa part, il juge marquées de « sottise » ou d’« ineptie », ce n’est pas par inconscience mais par nécessité : quand on ne peut répondre à l’argumentation révisionniste sur le plan de la raison, on en appelle à la force injuste de la loi, au gendarme et au juge, quand ce n’est pas à une violence physique dont G. Faye ne nous parle pas.

PS : Aujourd’hui même, le révisionniste Georges Theil a été convoqué, à Grenoble, par le juge d’application des peines (JAP) Marie Thévenet, qui lui a signifié qu’il allait avoir à purger une peine de six mois de prison ferme (peine assortie d’écrasantes sanctions financières). Il a demandé à se voir infliger le port du bracelet électronique au lieu de l’incarcération. La décision lui sera notifiée en octobre à la suite d’une seconde rencontre avec le JAP en présence d’un représentant du ministère public. Faut-il comprendre que, du point de vue de G. Faye, le sort ainsi fait à ce révisionniste est inquiétant ... pour les juifs et leur Shoah ?

19 juillet 2007

Faye est une sous-merde, disons-le simplement. Et sans doute un flic.

CHAMPIONNAT DU MONDE DE LA COHNERIE

Rétrocontroverse : 1994 , peut-on représenter la Shoah à l'écran ?

Samuel Blumenfeld

La *Liste de Schindler* de Steven Spielberg arrive sur les écrans français le 2 mars 1994. Sorti trois mois plus tôt aux Etats-Unis, il vient d’y remporter un succès public inattendu, doublé d’un accueil critique quasi unanime. Favori logique pour l’Oscar du meilleur film, qu’il remportera, *La Liste de Schindler* est également un phénomène social outre-Atlantique. Le président Bill Clinton souhaite que le film soit diffusé dans les écoles.

Le contexte français est différent. *Jurassic Park*, le précédent film de Spielberg, sorti en septembre 1993, venait de battre les records de fréquentation. Mais dans l’Hexagone, ce succès plaçait

à son insu le réalisateur au centre d'une polémique absurde qui en faisait le cheval de Troie américain, symbole d'un cinéma hollywoodien dominateur, voué à la destruction du cinéma français. Nous étions en plein débat sur les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

La Liste de Schindler est pourtant, dans un premier temps, salué comme un événement par la presse française. "Ne jamais oublier Auschwitz. Événement : le nouveau film de Spielberg", titre *Le Point. Le Nouvel Observateur* choisit une accroche similaire : "Le film événement de Spielberg, *La Liste de Schindler*". Un papier signé Claude Lanzmann, "Holocauste, la représentation impossible" (*Le Monde* du 3 mars 1994), consacré au nouvel opus de Spielberg, lance un débat auquel *La Liste de Schindler* n'échappera plus.

Après les compliments de pure forme, "*J'ai vu Les Aventuriers de l'Arche perdue, j'ai vu E.T., j'ai dû voir Les Dents de la mer, et j'aime bien ses films*" et la volonté de voir le film sans a priori, le réalisateur de *Shoah* se lance dans une analyse dévastatrice. Le premier point soulevé par Lanzmann repose sur le dilemme auquel Spielberg s'expose inévitablement : "*Spielberg ne peut pas raconter l'histoire de Schindler sans dire aussi ce qu'a été l'Holocauste ; et comment peut-il dire ce qu'a été l'Holocauste en racontant l'histoire d'un Allemand qui a sauvé 1 300 juifs, puisque la majorité écrasante des juifs n'a pas été sauvée ?*"

Pour Lanzmann, l'Holocauste soulève surtout le problème de la représentation. Il se réfère à l'un des dix commandements, celui relevant de l'interdit de représentation, pour décrire le principe d'une fiction sur l'Holocauste. Ce débat n'est pas nouveau. Il remonte à 1961, à Jacques Rivette et à son article, "De l'abjection", publié dans les *Cahiers du cinéma*. Le réalisateur de *Paris nous appartient* s'en prenait violemment à *Kapo*, de Gillo Pontecorvo, qui met en scène une adolescente juive déportée avec ses parents. Rivette dénonçait un plan où Emmanuelle Riva se suicide en se jetant contre les barbelés électrifiés.

Les arguments de Rivette seront développés plus tard en 1992 par Serge Daney dans un article intitulé "Le travelling de *Kapo*", une des pierres d'angle de la cinéphilie en France, où, à la lumière de la série télévisée américaine "Holocauste", le critique estimait nécessaire de décréter un embargo pour aborder ce thème. "*En voyant La Liste de Schindler, écrit Lanzmann, j'ai retrouvé ce que j'avais éprouvé en voyant le feuilleton "Holocauste". Transgresser ou trivialisier, ici, c'est pareil : le feuilleton ou le film hollywoodien transgressent parce qu'ils "trivialisent", abolissant ainsi le caractère unique de l'Holocauste.*"

Sur ces bases, Lanzmann place son propre film, *Shoah*, sorti en 1985, en référence absolue. Il y a, selon lui, un avant et un après-*Shoah*, qui fait qu'il lui semblait acquis que certaines choses ne pouvaient plus être faites. *La Liste de Schindler* se révèle à ses yeux l'opposé de *Shoah*. *La Liste* met en scène une histoire singulière, *Shoah* veut raconter un destin collectif.

Spielberg vise un mélodrame cathartique, *Shoah* refuse au contraire toute possibilité de pleurer. Lanzmann tournait le dos aux archives, affrontant "*le soleil noir de l'Holocauste*", quand *La Liste* reconstitue des documents d'époque et fait de l'extermination "*un décor*". Enfin, Lanzmann estime certaines séquences de *La Liste* "*ambiguës*" et "*dangereuses*" car introduites sans nuances : le rôle de la police juive, les négociations entre Schindler et les membres du Judenrat (conseil juif nommé par les Allemands), ou la séquence finale en Israël, qui viendrait donner l'idée fautive qu'Israël serait la rédemption de l'Holocauste. "*Ces six millions ne sont pas morts pour qu'Israël existe*", conclut Lanzmann. *La dernière image de Shoah*, ce n'est pas ça. C'est un train qui roule, interminablement. Pour dire que l'Holocauste n'a pas de fin."

La tribune de Claude Lanzmann donne lieu à de vives réactions. Dans un article intitulé "Spielberg a eu raison" (*Le Nouvel Observateur* du 10 mars), Alain Minc et Anne Sinclair reprochent à l'auteur de *Shoah* son refus du "*principe d'efficacité*". Marcel Ophüls formule un point de vue encore plus violent dans *Positif*. Le réalisateur du *Chagrin et la Pitié* estime être un fervent admirateur de *Shoah*, "*mais cette façon pudibonde, élitiste et tristement rive-gaucharde de vouloir interdire l'Holocauste au cinéma de fiction pour l'éternité me semble suspecte, entachée de provincialisme littéraire*". Steven Spielberg réagira plus tard, dans un entretien accordé au *Monde* en 1998 : "*Aucun film, et j'inclus La Liste de Schindler dans le lot, aucun documentaire, même Shoah de Claude Lanzmann, ne peut décemment rendre compte de ce que le monde juif en Europe a enduré, et ce à quoi il a survécu. Mon sentiment est qu'il me fallait en parler, tout au moins essayer. D'une certaine manière, j'ai échoué, comme Claude Lanzmann, comme Primo Levi, comme Elie Wiesel.*"

L'un des points de vue les plus décisifs exprimés sur la polémique autour de *La Liste de Schindler* reste celui de Raul Hilberg, dont le livre *Exécuteurs, victimes, témoins* (Gallimard, 1994) est dédié à Claude Lanzmann. Dans un entretien donné à *L'Express*, l'historien - mort samedi 4 août (*Le Monde* du 8 août) - estime puissants les outils de la fiction cinématographique et ne remet absolument pas en cause le côté émotionnel de *La Liste*. Il n'y trouve par ailleurs aucune erreur historique flagrante. Surtout, Hilberg offrait une piste d'interprétation valide des enjeux suscités par

cette polémique. S'appuyant sur *Le Chagrin et la Pitié* et *Shoah*, Hilberg estime qu'ils sont finalement "devenus des documents, pas tant d'ailleurs sur l'Holocauste que sur les années 1970 et 1980 et la mémoire elle-même".

C'est bien sûr le destin assigné au film de Steven Spielberg, qui incarne un état précis de l'histoire de la mémoire de la Shoah. Spielberg mettait en scène la vie d'un Juste à une époque où le destin de cette poignée d'hommes qui ont sauvé des juifs était de plus en plus mis en lumière. A un moment aussi où le rôle de l'Etat en France dans la déportation des juifs, à travers Paul Touvier, et plus tard Maurice Papon, se trouvait plus que jamais stigmatisé.

Le Monde du 09.08.07.

L'HYPOCRISIE D'UN VIEUX FAUX-JETON

Je suis devenu une cible...

L'un des derniers entretiens de Raul Hilberg, qui a récemment débarrassé le plancher. Extrait :

Question : Il y a eu cette conférence révisionniste, en Iran, voici quelques mois de cela... Jusqu'à quel point les universitaires et l'opinion publique, en général, devraient-ils se préoccuper de la capacité de ce genre de révisionnisme d'engendrer de l'antisémitisme ?

Raul Hilberg : Ce révisionnisme est apparu dans les années 1960 : ça n'est donc pas nouveau. J'ai boycotté l'Allemagne durant fort longtemps, mais ayant eu l'occasion de retraverser Munich, je suis allé au kiosque, et j'ai acheté un journal local de droite, un quotidien allemand, donc, et j'ai trouvé, à ma grande stupéfaction, que j'étais mentionné, en une, et qualifié de dirigeant sioniste. Alors là : ce fut une surprise totale, pour moi ! Bref ; le gros titre était : « Le mensonge de l'Holocauste ». Ainsi, l'Allemagne, dans les années 1960, présentait encore des adhérences de cette croyance, bien que, dans ce pays, les gens auraient dû savoir ce qui s'était passé mieux que quiconque. Il y avait un Français, qui était publié, déjà, dans les années 1960. La moitié de son bouquin m'était consacrée. C'était une publication néo-nazie.

[Le faux-jeton ne peut pas dire son nom, qu'il connaît pourtant très bien. Il s'agit de Paul Rassinier et du livre Le Drame des juifs européens, paru en 1964, que le lecteur curieux pourra consulter à l'adresse suivante: <http://www.aaargh.com.mx/fran/livres/PRdje.pdf> En fait, le livre est presque entièrement consacré à la réfutation des méthodes et des conclusions de Hilberg. S'il ne lisait pas le français, Hilberg aurait pu lire la traduction allemande, parues dès 1965. Se cacher derrière les idées politiques supposées de l'éditeur ne rime à rien. Hilberg, devant la critique, a préféré faire comme si elle n'existait pas. C'est ce qu'on appelle un grand honnête homme. Il n'était pas bien vu de l'establishment juif, c'est certain, et dans ses débuts il n'avait pas beaucoup de soutien, c'est sûr aussi. Mais est-ce une raison de manquer à l'honnêteté élémentaire qui consiste à prendre en compte les critiques et à y répondre ? Dans le monde scientifique, n'est-ce pas ainsi que l'on DOIT faire ? Et bien Raulito s'en est abstenu. Il y aurait beaucoup à dire, ou plutôt à redire sur Hilberg et les révisionnistes, en particulier la façon dont il a été ébrillé par Robert Faurisson à Toronto en 1985, au premier procès Zündel. Tout ce qu'il trouve à dire, c'est qu'il était "devenu une cible". On lui adressait des critiques. C'était trop pour lui. Cet homme était une chochette. Et un débiteur de sornettes.]

Dès la sortie de mon livre *La Destruction des Juifs d'Europe*, en 1961, je suis devenu une cible, pour ces organisations-là.

There was a Frenchman who was already in print in the 1960s. Half of his book was devoted to me. It was a neo-Nazi publication. As soon as my book, *The Destruction of the European Jews*, was out in 1961, I became a target of these groups.

Pour moi, les derniers avatars du déni de l'Holocauste ont été simplement une tache d'huile s'étendant lentement. Même pas une excroissance, mais un débordement, à partir (en particulier) de la France et de l'Allemagne, vers les Etats-Unis et le Canada. Et cette **contamination** a fini par atteindre le monde arabe. Le monde arabe est tout à fait désorienté, de manière générale, dès lors qu'il s'agit de l'Europe. Il est dans la même confusion, au sujet de l'Occident, que nous, les Occidentaux, nous pouvons l'être à leur sujet. Eh bien, cela n'a pas empêché que cette conférence, en Iran, n'a pas été un succès – elle causa des difficultés diplomatiques et

divers inconvénients dont l'Iran se serait avantageusement passé. Des Iraniens ont dénoncé publiquement la tenue de cette conférence. Aussi ne suis-je pas terriblement inquiet, même si, à l'époque où la conférence se tenait, à la fin de l'année dernière, le gouvernement allemand m'a demandé de **participer à une contre-manifestation**, comme principal orateur lors d'une conférence tenue, le même jour, à Berlin. Habituellement, je ne participe pas à des débats avec des négationnistes de l'Holocauste ; je n'engage pas de dialogue avec eux. Je ne l'ai pas fait, non plus, lors de la conférence de Berlin. Mais l'essence de mon intervention consista à dire que, certes, il y a eu un Holocauste – affirmation, je le signale au passage, plus facile à formuler qu'à démontrer. Personnellement, j'en ai apporté la démonstration, et les gens ont été convaincus. Néanmoins, les journaux allemands n'ont pas publicisé la conférence de Berlin, parce qu'ils n'ont pas résisté à l'envie de publier des photos des rabbins [antisionistes] qui s'étaient rendus en Iran.

Je suis parvenu à la conclusion, non pas une seule fois, mais à plusieurs reprises, qu'en ce qui me concerne, personnellement, je ne suis pas d'accord avec des lois qui rendent illégales les affirmations publiques selon lesquelles l'Holocauste n'aurait pas existé. Je ne veux museler personne à ce sujet, car c'est un signe de faiblesse, et non de force, que de vouloir imposer de cette manière le silence, à qui que ce soit. Certes, il y a toujours un risque. Mais il n'y a rien, dans la vie, qui soit totalement dénué de risque. Simple : vous devez prendre des décisions rationnelles, dans tous les domaines.

Extrait de **Peut-on parler d'un « nouvel antisémitisme » ? Conversation avec Raul Hilberg**

on Logos Journal on-line, 5 juin 2007

http://www.logosjournal.com/issue_6.1-2/hilberg.htm traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

Voir une autre traduction sur le site *Mouvements*:

<http://www.rue89.com/2007/08/10/y-a-t-il-un-nouvel-antisemitisme-par-raul-hilberg>

PARUTIONS

§=== VIDEO

La Conférence de Téhéran sur l'Holocauste :

<http://www.youtube.com/watch?v=Iuc7UAiuScI>
<http://www.youtube.com/watch?v=YemOW3IVoAI>
<http://www.youtube.com/watch?v=-kIXKKPzvcg>
<http://www.youtube.com/watch?v=PSwcwaexj5s>
<http://www.youtube.com/watch?v=2NwsAtaivHw>
http://www.youtube.com/watch?v=s9AOWK6_Ala

§==== POUBELLES EN EXPANSION

Un écrivain primaire fait le tour des classes primaires, aux frais de la princesse. Quand il n'est pas à fourrager dans sa poubelle, l'ahuri aime bien se promener aux colonies. C'est même un fond de commerce. Billets payés par le ministère, il se ballade dans les écoles pour commenter les grandioses ouvrages qu'il a consacrés aux bonnes vieilles colonies d'autrefois, pour dire qu'elles étaient affreuses à voir. Alors forcément, les descendants des affreux à voir s'intéressent au Monsieur qui vient de Paris pour leur dire que leurs ancêtres étaient vraiment affreux à voir, que lui évidemment, qui n'est pas joli joli, il ne l'a pas vu mais que comme il écrit des romans il a le droit de faire comme s'il avait tout vu.

Compte rendu de ces lamentables pitreries, dernière étape l'île de la Réunion:

http://www.temoignages.re/article.php3?id_article=22029

§==== TA TÉLÉ A TÉHÉРАН

Série documentaire négationniste sur la télévision iranienne :
"Les marchands du mythe"

Le 1^{er} mai, au Capitol Hill, MEMRI a organisé une série de conférences sur le négationnisme dans les médias arabes et iraniens. Cet événement a été sponsorisé par les représentants Steven Rothman (démocrate, New Jersey) et Eric Cantor (Républicain, Virginia). Etaient présents le Dr Gregg Rickman, envoyé spécial pour l'antisémitisme du département d'Etat américain, le Dr Danny Greene, historien du Holocaust Memorial Museum et Yigal Carmon, président du MEMRI.

Les documents d'archive du MEMRI sur l'antisémitisme, qui représentent des milliers de pages de traductions d'articles de la presse arabe et iranienne et des centaines d'heures d'extraits vidéos archivés sur le site de MEMRI TV (www.memritv.org), ont servi de base à l'événement. Le projet de documentation du MEMRI sur l'antisémitisme regroupe le plus grand nombre d'archives de traductions de l'arabe et du farsi sur l'antisémitisme de cette dernière décennie.

Au cours de cette journée, des extraits d'un documentaire iranien en 13 parties intitulé *Les marchands du mythe*, diffusé d'octobre 2006 à janvier 2007 sur la télévision iranienne, ont été projetés pour la première fois en Occident. Ce documentaire donne la parole à de célèbres négationnistes, dont l'écrivain français Georges Thiel, également connu sous le nom de Gilbert Dubreuil, qui a été poursuivi en France pour négationnisme, et l'historien révisionniste Robert Faurisson.

Voir les extraits vidéo sous-titrés en anglais sur
<http://www.memritv.org/search.asp?ACT=S9&P1=1424>.

Quelques citations:

La journée de commémoration de la Shoah est "une bonne occasion pour le régime israélien d'inciter les Européens à implorer le pardon".

"Hollywood est une grande machine de production et de distribution de films sur la Shoah."

"Leurs mensonges sont basés sur des choses qui paraissent authentiques, comme les chaussures, les cheveux, etc."

"Le président du service cinématographique au ministère britannique de l'Intérieur (...) produisait des films comme bon lui semblait, conformément aux objectifs politiques des Juifs."

"Spielberg a essayé de faire en sorte que [la liste de Schindler] ressemble à des séquences d'archives de la Deuxième guerre mondiale."

"Quand ils n'ont pas de preuves, ils créent des films."

"Les sionistes se sont joints au régime nazi parce que ces Juifs - contrairement aux sionistes - voulaient rester dans leur pays."

"Conformément à un accord conclu entre le mouvement sioniste mondial et la... Gestapo, les sionistes vivant en Palestine ont importé du matériel agricole d'Allemagne, payant avec les biens des Juifs d'Allemagne."

"Il y avait bien une solution finale mais elle n'a jamais été mise à exécution. Les nazis n'ont jamais dit que les Juifs devraient être exterminés."

Les sionistes "ne voulaient aider que ces Juifs en mesure de contribuer à la création de l'Etat raciste d'Israël."

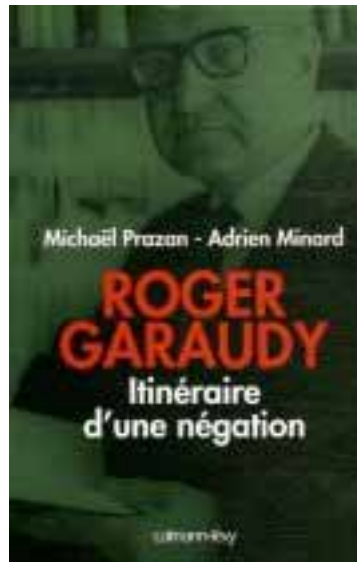
"Ce que vous avez entendu est un grand mensonge historique qui dure depuis 55 ans."

"Il aurait fallu 75 ans au régime nazi pour tuer six millions de Juifs."

Dans le but d'obtenir des dédommagements, "le nombre de ceux ayant souffert de la Shoah a soudainement été multiplié par plusieurs centaines."
<http://www.memri.org/bin/french/latestnews.cgi?ID=SD156607>

§==== Roger Garaudy - Itinéraire d'une négation Michaël Prazan & Adrien Minard

par Joseph Hattab



Passionnés d'histoire et de personnages paradoxaux, pourquoi ne liriez vous pas ce nouveau livre ? Notre volonté culturelle d'acquiescer à une certaine rigueur d'esprit empreinte de rationalisme, tendrait à nous faire détester, implicitement, les situations paradoxales. Pourtant, brisant le mur du silence de l'histoire, ce livre dévoile l'itinéraire en zigzag et hors cadre moral, d'un **apparatchik exalté par le négationnisme**. Sa littérature, propagandiste et engagée, repose entièrement sur le mensonge historique des faits et dont les conséquences géopolitiques sont incommensurables de nos jours.

Haine de soi, haine de l'Occident, mépris des libertés. Tous les signes des désordres humains, chez Garaudy, restent visibles et s'assemblent, au nom de l'antisionisme, de l'anticapitalisme, de l'antiaméricanisme, du tiers-mondisme, pour fusionner toutes les mouvances allant de l'extrême droite à l'ultra gauche. DANGER !

Prétendu chercheur, faux historien et universitaire raté, Garaudy s'émancipe à travers la pensée unique d'une idéologie incarnée par un homme fort et une dictature. Son passage d'une idéologie extrême à l'autre [doxa] le fera adhérer, tout au long de sa vie, à toutes les mouvances des idéologies extrémistes et totalitaires : Stalinisme, Tiers-mondisme, Palestinisme, et Islamisme. Tel un caméléon virant du Marxisme au Négationnisme, le 26 octobre 2005 à Téhéran, Garaudy soutiendra personnellement une conférence de Mahmoud Almadinedjad intitulée : « Le monde sans Sionisme » appelant à rayer de la carte l'État d'Israël. Les menaces d'extermination totale à l'arme nucléaire, caractérisent l'image altière de l'Iran en ce XXI^e siècle.

Avec Robert Faurisson et Serge Thion, Roger Garaudy est, aujourd'hui, un historien banni des bonnes facultés occidentales. À l'instar de Fredrich Töben en Allemagne, de Bradley R. Smith, et David Duke ancien dirigeant du Ku Klux Klan, aux USA, Garaudy s'emploiera, dans ses ouvrages, à nier les preuves du génocide des Juifs par l'Allemagne nazie, et à faire d'une part de la Shoah : un mythe ; puis d'autre part du sionisme : une gigantesque imposture.

Vilipendé et méprisé en France, Garaudy dans les années 90, devient le propagandiste de l'antisémitisme dans le monde musulman. Soutenu par l'abbé Pierre, encore marqué par son antijudaïsme chrétien, il instillera la diabolisation des Juifs et d'Israël (*NDLR Primo : Ce soutien a fait l'objet de multiples commentaires mais venait surtout d'une période de combats communs pour les sans-abris auquel Garaudy s'était associé*). Cette haine relayée par les ayatollahs et les ennemis d'Israël - dont Hassan Nasrallah au Liban - sera reprise par les chaînes de télévision nationales égyptiennes, libanaises, ou qataries, puis diffusées par satellite dans le monde entier.

Après la seconde guerre mondiale, Garaudy commence son engagement comme militant protestant avant d'entrer au Parti communiste et d'y faire une ascension fulgurante. Au procès de Kravchenko, son témoignage l'élève au rang officiel de n°2 du parti stalinien. C'est sa période « rouge vif ». En mai 68, il prend ses distances du PCF pour soutenir idéologiquement les gauchistes anarchistes et libertaires, en révolte contre l'ordre et l'État nation en particulier. C'est sa période « rouge et noire ». Dressé sur l'estrade de champion de l'anticolonialisme, il fustige l'impérialisme et l'arrogance de l'Occident. Roger Garaudy portera l'étendard du tiers-mondisme avant d'écrire et d'incarner « le sanglot de l'homme blanc ». Son instabilité idéologique hallucinante le conduit inéluctablement à une conversion à l'Islam pour chanter les louanges de la révolution khomeyniste. C'est sa période « verte ».

Au cours de tous ses retournements successifs, des dizaines de livres seront mis sur le marché, mais aucun d'entre eux ne sera pris véritablement au sérieux. Cependant, en signant [Les Mythes fondateurs de la politique israélienne](#), Garaudy accédera à la notoriété tant convoitée. Ce livre négationniste lui vaudra deux procès, qu'il perdra, mais surtout un immense et instantané succès au Moyen-Orient. C'est sa période « brune et verte ».

Invité en grande pompe par les rois, les présidents à vie et les imams, Garaudy multipliera interviews, conférences de presse et débats.

Peu d'observateurs occidentaux ont pris la véritable mesure de l'étendue de cette forfaiture aux conséquences tragiques et insoupçonnées pour la paix du monde occidental.

Roger Garaudy, Itinéraire d'une négation, Calmann-Lévy - ISBN : 9782702137604 - 442 pages

Michaël Prazan, trente-six ans, est docteur ès lettres, journaliste et réalisateur de films documentaires (*Japon, les années rouges*, Arte, 2002 ; *L'Assassinat de Pierre Goldman*, France 3, 2006 ; *Nankin, la mémoire et l'oubli*, France 5, 2007). Il est l'auteur de *Les Fanatiques : histoire de l'armée rouge japonaise* (Seuil, 2002), *Pierre Goldman, le frère de l'ombre* (Seuil, 2005) et *L'Écriture génocidaire* (Calmann-Lévy, 2005). Il s'est fait remarquer récemment comme auxiliaire de police. C'est comme "indic" qu'il arrondit ses fins de mois.

Adrien Minard, vingt-huit ans, est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et agrégé d'histoire. Il s'intéresse depuis longtemps aux mouvements marginaux et à l'extrémisme politique et idéologique.

<http://www.primo-europe.org/selection.php?numdoc=Do-456442382>

§=== Pour qui comprend le danois, un site révisionniste bien fourni à l'adresse suivante:

<http://www.holocaust.nu/>

Pour les diverses interventions audio ou vidéo, cliquer, sur la colonne de gauche, sur le mot "Multimedie"..

§==== On peut à la rigueur lire

Philippe Bilger, *J'ai le droit de tout dire !*, Editions du Rocher, 2007 [juin], 345 p., 19, 90 euros.

Avocat général à la cour d'appel de Paris, Philippe Bilger se déclare hostile à la loi Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990 ; il le fait de manière répétitive mais avec mollesse, prudence et pas mal d'égards pour la bienséance qui est de règle en pareille matière. Il tient les révisionnistes pour des menteurs, des pourris, des imposteurs ridicules (p. 45). Certes, il défend Bruno Gollnisch mais en notant que ce dernier est loin de professer une opinion révisionniste puisqu'il est allé finalement jusqu'à reconnaître l'existence des "chambres à gaz".

Son livre ne m'a pour ainsi dire rien appris sinon que Fernand Schir aurait été "intégré dans la magistrature en 1995 après avoir exercé les fonctions [*sic* pour : la fonction] de commissaire divisionnaire de l'emploi" (p. 58). F. Schir, un Mosellan, est ce semblant de magistrat qui, avant de juger B. Gollnisch, avait eu à juger Georges Theil. Lors de mon témoignage en faveur de ce dernier, j'avais eu l'occasion de découvrir en F. Schir un curieux président de tribunal qui semblait tout ignorer du droit. Bouffi, colérique, s'empourprant à tout instant, Monsieur fulminait tout en

jargonnant et en philosophant. Le texte du jugement que son tribunal a rendu contre G. Theil le 3 janvier 2006 confirme, en ses 48 pages, l'inanité et la prétention du malheureux.

RF

§==== Première occurrence du bobard des chambres à gaz ? (VIDEO) Dans la propagande communiste.

On voit Peschanski (on a l'impression qu'il va entrer dans les ordres) dans un extrait de *La traque de l'affiche rouge*, documentaire de Jorge Amat et Denis Peschanski (historien) sur les résistants communistes immigrés de la MOI (Main d'oeuvre immigrée). Il montre un document : le journal *J'accuse*, de février 43, avec ce qui pourrait être la première référence au gazage massif des Juifs (et "des inaptes"), dans les camps nazis.

France 2, 17/3/07 Durée : 02:34 Pris le : 25 mars 2007 Lieu : France

http://www.dailymotion.com/relevance/search/affiche+rouge/video/x1jiva_ftpmoideportation

§==== Subject: New revisionist website (July 13, 2007)

Up to date information on the Revisionist Scene.

<http://www.jailingopinions.com/>

Le site de Michelle Renouf, avec de nombreuses vidéos.

§=== des sédévacantistes américains

avec une bonne page sur le 9-11

<http://stgemma.com/>

§==== Au sommaire du volume 12 de *Tabou* :

- David O'Connell, universitaire américain, s'intéresse à "Elie Wiesel et les catholiques". C'est l'occasion pour lui de revenir sur le séjour de Wiesel au camp de Buchenwald et sur la propension au mensonge de l'ancien prix Nobel de littérature.
- Gilad Atzmon donne un aperçu de la psychose collective israélienne. Les Israéliens, atteints d'un syndrome de stress prétraumatique, envisagent sérieusement leur prochaine extermination, ce qui les rend très dangereux pour l'ensemble de la planète.
- Pierre Charbonnier revient sur un faux littéraire remontant à 1958 et évoquant "les portes bétonnées" de la chambre à gaz de Dachau.
- Le dernier ouvrage de Florent Brayard sur la "solution finale de la question juive" donne ensuite l'occasion de republier un extrait de la thèse d'Henri Roques sur Kurt Gerstein. Les "confessions" de ce dernier, aussi ahurissant que cela puisse paraître, sont encore prises au sérieux par quelques paléohistoriens.
- Suite de la liste des revues interdites de vente en application de la loi du 16 juillet 1949, la loi qui avait permis notamment d'interdire la "Revue d'histoire révisionniste".
- "Israël doit être rayé de la carte". Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a-t-il vraiment proféré cette menace? Réponse dans ce volume.
- Germar Rudolf, incarcéré en Allemagne pour cause de crime de la pensée révisionniste, explique longuement pourquoi l'Allemagne actuelle a tout d'une dictature. Très inquiétant.
- Jerome Brentar, récemment décédé, raconte quelques épisodes de l'affaire Demjanjuk.
- Et encore: Un passage plutôt étrange des confessions de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz. — Les dangers de l'acide cyanhydrique. — A la recherche d'une photographie, d'un plan ou d'un dessin d'une chambre à gaz homicide nazie.

Tabou, vol. 12, 192 pages, est disponible au prix de 25 euros franco auprès des éditions Akribeia, 45/3

route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval

ou sur le site : <http://www.akribeia.fr>

§==== **Dubitando** poursuit sa parution régulière et continue de faire ses ravages: le n° 12, de juillet 2007, vient de sortir:

- MHC, Le procès en diffamation intenté par Robert Faurisson à Robert Badinter.
- MHC, Une omission de Serge Klarsfeld.
- MHC, Enseignements sur le sort des inaptes juifs à tirer de la banque de données des Survivants américains de l'Holocauste.
- MHC, Pourquoi donc Sara (11 ans), son petit frère et son (tout) petit neveu n'ont-ils pas été gazés?
- HvdB, Mais pourquoi donc les enfants juifs déportés de Vught (Pays-Bas) à Auschwitz en juin 1944 n'ont-ils pas été gazés?
- MHC, Pauvre Allemagne!
- Louis Binamé, Des enfants rescapés d'Auschwitz.
- Maurice Haas-Colle, Les statistiques juives de la SS.
- Maurice Haas-Colle, L'introduction et la ventilation du gaz dans les mythiques chambres à gaz criminelles d'Auschwitz.
- MHC, Pauvre Autriche!

Rappelons que la revue est réservée aux médias. Toutefois, on peut en télécharger une version sur le site français de l'AAARGH à

<http://vho.org/aaargh/fran/revu/revu.html>

Ce numéro 12 est en ligne.

Et, pour les pauvres Français censurés :

<http://anonymouse.org/cgi-bin/anon-www.cgi/http://www.vho.org/aaargh/fran/revu/dubitando/dubitando.html>

§==== A la recherche du bunker d'Hitler

The Italian researcher Pietro Guido (www.hitlerbunker.com) has done a remarkable work on the "Führerbunker", that same place where National-socialism entered into the "catacombs". He is yet another writer who pens his book like **Pressac**. I let you appreciated the numerous quotation marks and the overall humorous form.

<http://frederic.mafran.free.fr/Holocaust/Fuhrerbunker/>

- I made a PDF version of the book, but you can buy it too. It's really worth the prize! In short:
- There are reasons to doubt there ever was a "Vorbunker". An omission of a door is on the drawings and they show suspicious later modifications on an already existing bunker.
 - For the "Führerbunker", all the witnesses and "historians" contradicted each other on the bunker's depth, breadth of the walls, and thickness of the roof.
 - Forty firms have participated in the building of that bunker, supposedly. Yet there is a real scarcity of documents. No drawings. Just a bill.
 - The author describes all the diversions used over time to conceal the "real" place of the bunker.
 - The 1997 geomagnetic survey is a botched fake in their usual tradition. The imprint is much too perfect compared to other bunkers in the vicinity. It is also obviously larger and thicker than it should.
 - The Stasi photographs of the stairway between the Vorbunker and the Führerbunker do not fit the historical description. The powerhouse is laughable.
 - The author visited Erhard Schreier and Rochus Misch, whom covertly destroyed the

"historians" by contradicting their official accounts of the event. That helped Rochus Misch "to allow him to rest". I think this is why it is important to grant full forgiveness to people who speak, however late it happens.
— And many other interesting details...

Quand il s'est avisé, il y a vingt ans, que personne ne savait où se trouvait exactement le fameux bunker, Pietro Guido, un industriel italien, s'est piqué au jeu et a commencé une enquête. Il lui a fallu remuer ciel et terre et appliquer les principes qui avaient été ceux des enquêtes révisionnistes, fondées sur l'exactitude des détails. Il a consigné cette curieuse aventure dans un livre qui existe en version anglais et en version italienne. Il y a des esprits ainsi faits qu'ils ne supportent pas l'imprécision, le flou et le blabla. Laissez-le vivre !

§=== RECORD DU MONDE DE LA CONNERIE

Tintin au Congo: information au parquet pour racisme

(Belga) Une information judiciaire a été ouverte au parquet de Bruxelles concernant la célèbre BD d'Hergé "Tintin au Congo" après le dépôt d'une plainte par un étudiant congolais qui estime que cet album "constitue une insulte pour tous les Congolais", rapporte mardi De Morgen.

Mbutu Mondondo Bienvenu a déposé plainte auprès du tribunal de première instance de Bruxelles contre Moulinsart, qui administre les droits sur l'oeuvre d'Hergé. Personne n'a pu être joint au parquet de Bruxelles pour commenter l'information mais une lettre du procureur du Roi adressée à Mondondo Bienvenu semble indiquer qu'une information a été ouverte pour vérifier si la plainte peut être déclarée recevable. Chez Moulinsart, on n'était pas encore au courant du dépôt de la plainte mais on indique que l'album doit être considéré "dans son contexte". Le Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme met quant à lui en garde contre une attitude "hyper politiquement correcte". Le mois dernier déjà, l'album d'Hergé avait fait parler de lui en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. (GFR)

http://www.rtbf.be/info/belganews/BELGANNEWS18374363_4

§==== Le français, comme on le cause au Monde

L'Elysée, pour sa part, n'a confirmé pas l'information

LEMONDE.FR | 06.08.07 | 19h11

§==== Dernière version d'Adobe Reader

<http://www.adobe.com/fr/products/acrobat/readstep2.html>

§==== On erre en Eire

Holocaust 'myth' group probed

A FILE is to be sent to the Director of Public Prosecutions over a far right political party which calls itself Movement to Save Ireland.

Garda [Ireland's cops] spokesperson Superintendent Kevin Donohue confirmed that officers had made an arrest and seized computers from the group last month. The group's leader had claimed on Newstalk's 'The Breakfast Show' **that the Holocaust was a "myth"**.

<http://www.independent.ie/national-news/three-tried-over-drug-smuggling-1046839.html>

§=== Toujours l'admirable tolérance juive

L'UEJF a fait saisir des livres négationnistes dans la librairie historique des négationnistes : la Librairie du Savoir à Paris

Sur la demande de l'UEJF, le juge a envoyé, mardi 24 juillet, un huissier, accompagné des forces de l'ordre et d'un historien, dans la librairie du Savoir. L'huissier a saisi plusieurs ouvrages négationnistes, notamment la littérature nauséabonde de Garaudy, Faurisson, Plantin et Thion, ainsi que l'ouvrage « Holocauste au scanner » de Jurgen Graf. [*Mensonge : l'huissier n'a pas "saisi". Il a acheté. Il a sorti de bons vieux fafiots de sa poche, fournis par les bons vieux juifs du Sentier. Il a pris la facture. D'ailleurs, aucun de ces livres n'est interdit à la vente. Pas d'infraction, pas de saisie.*]

A son ancienne adresse, cette librairie était considérée comme la plus célèbre librairie négationniste, notamment pour avoir édité Garaudy. Depuis son ouverture à cette nouvelle adresse, elle n'avait pas fait l'objet de poursuites judiciaires.

Le 26 juillet, l'UEJF a renouvelé l'opération avec [*en français: "à"*] la librairie La Licorne Bleue, 5 rue Jules Vallès, Paris 11^{ème}.

Pour Raphaël Haddad, Président de l'UEJF : « Avoir débusqué [*vantardise : cette librairie a pignon sur rue*] la nouvelle adresse de la Librairie du Savoir vient rappeler la nécessité actuelle de lutter contre le négationnisme. Aujourd'hui, Paris détient le triste trophée de capitale européenne des librairies négationnistes. [*Il faudrait traduire cette phrase en français*] Faisons en sorte qu'elle le perde. »

CRIF 27 juillet 2007

http://www.crif.org/index.php?page=articles_display/detail&aid=9340&artyd=78

Cette fleur de nave a été élue le 24 juin 2007. Il a un tête d'abruti, si lo'on en juge par la photo qu'il a aussi mise sur le site de l'uejf. C'est sa maman qui doit être contente d'avoir la bouille de son fils sur l'écran...

La délégation du CRIF était cuirassée d'une papillonante dame commissaire de police, d'un huissier ignorant comme un rat de sacristie, de l'éphèbe Haddad, commanditaire du commando, d'un courageux journaliste de Radio-Juivre et d'un indicateur de police présenté dans la presse comme "écrivain". Aujourd'hui tout pondeur de plus de trois pages est un "écrivain" ou une "écrivaine". On ferait mieux d'orthographier "écrit-vain". Cet indicateur de police était là pour désigner les livres suspects, car les trois autres n'avaient pas d'idée précise sur ce qu'étaient des livres, et encore moins des livres suspects. On doit les excuser en raison du nombre grandissants de bacheliers analphabètes. Cet indic, appelé Michael Prazan (<http://monsie.wanadoo.fr/michael.prazan>) a identifié, sur couverture, des livres de Rassinier (beaucoup), des numéros de la Revue d'Histoire révisionniste, des éditions Samizdat, bref "énormément d'ouvrages révisionnistes". Pour ne pas faire monter trop la facture (il faut rendre des comptes à ceux qui ont donné les sous) il a fait laisser de côtés les ouvrages de Drumont, Céline, Bardèche et d'autres.

Pétri de son sens du devoir et de déontologie d'indicateur de police, Prazan a bien voulu déverser dans le poste des impressions de travail:

Radio-J, 27 juillet, 8' 47" mis en ligne par Tatamis:

http://dailymotion.alice.it/Tatamis/video/x2msjl_plainte-de-luejf-contre-une-librair_events

Nous affirmons que ses quelques minutes devront être conservées et étudiées dans les académies de police. Le juédocommissaire forgeron [Haddad, c'est le nom du dieu forgeron vénéré à Damas longtemps avant que les Zébreux se pointent dans le quartier] n'est pas mal non plus.

§==== Nous faisons connaissance avec un avatar du grand philosophe allemand Hegel:

<http://gwf-hegel.blogspot.com/>

§=== Elle se casse pas

Nous pouvons signaler le livre d'Anne Kling, *La France licratisée. Enquête au pays de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme*. Il comporte un chapitre très cursif et entièrement superficiel sur la LICRA et les révisionnistes. Elle ne s'est pas cassé le cul : elle a parcouru le canard de la LICRA, *Le Droit de vivre*, et elle a pris quelques notes cursives. Genre SciencesPo.

La première édition est sortie chez Deterna, la boîte de Randa, en 2006. En mai 2007, une deuxième édition sort chez Mithra, de nous inconnue.

Il ressort du site de cette dame, <http://france-licratisee.hautetfort.com>, que la première édition comportait une préface du téméraire Soral. Mais la seconde ne possède pas cete ornement. Il n'y a pas d'explication. A-t-elle trouvé ce Bonnet de Soral trop con ? Troplécheur de Marine ? On ne sait pas. Tout ça est quand même de la production de supermarché. Disons que le travail n'a jamais tué personne.

§=== Jacques ROUCOLLE *Werwolf, le dernier carré (2005)*

Voic ce qu'en dit l'éditeur toulousain sur son site web: « Ce livre est un événement ! Il est le premier en langue française à évoquer la page tragique du Werwolf. Créé en 1944, sous l'impulsion d'Himmler, le Werwolf anticipait l'effondrement du Reich et préparait la résistance nationale-socialiste à l'occupation alliée et soviétique. Il s'opposa d'abord à l'avancée de ces derniers puis rentra dans la clandestinité pour combattre les nouveaux envahisseurs du sol allemand. Sabotage, assassinats politiques, propagande, survie, tel fut la vie de ce dernier carré hitlérien qui lutta jusqu'à la fin de l'année 1947. »

Ce livre est attribué à un "agrége" nommé Jacques Roucolle. Agrége d'andouilleries peut-être. La lecture de cet opuscule prouve que c'est un mensonge. Ce livre a été traduit de l'allemand par un Allemand ou une Allemande connaissant plutôt bien le français. Mais des fautes énormes dénoncent le procédé. Cette compilation est absolument barbante et ne nous apprend rien, sinon que ces ptits nazebroques étaient nuls en matière de clandestinité. Un canard du Front national indique que ledit Jacques Roucolle, "militant infatigable", pilote de rallye, est décédé à Toulouse le 24 avril 2007. Le livre était sorti en novembre 2005. Selon toutes les apparences, il a servi de prête-nom. Il n'a jamais écrit quoi ce que ce soit d'autre... Ces gens-là prennent les lecteurs pour ces cons.

§=== Jewish theatre in NY: holo denial

The Holocaust Denied, and the Denier Defended

By Mr. Wilborn Hampton

The very idea of denying the Holocaust is so ludicrous that any attempt at writing a serious play on the subject would seem futile. Yet

<http://www.greatertalent.com/speakers/speakers.php?speakerid=252> Peter Sagal's *Denial* at the Metropolitan Playhouse, is an engrossing legal drama that examines the moral and ethical dilemmas inherent in the First Amendment.

Bernard Cooper is a mild-mannered engineering professor who has written a book and published a newsletter saying that the Holocaust was a fiction perpetrated by Henry Morgenthau Jr. and other Jews to malign der Führer and draw international sympathy. A sort of milquetoast neo-Nazi himself, Cooper is a cult hero to skinheads whose idea of fun is to beat up Jews. When the F.B.I. raids his house, seizes his mailing lists and charges him with inciting violence, Cooper appeals to the American Civil Liberties Union, which in turn sends him to Abigail Gersten. Gersten, a Jewish lawyer whose belief in the First Amendment overcomes her personal revulsion for Cooper, takes the case. "A witch hunt is a witch hunt, even if he happens to be a witch," she reasons. The prosecutor is a zealous young Jew fresh out of law school who wears a skullcap and tries to shame Gersten into refusing to represent Cooper.

At the heart of the conflict is the question of how much sufferance a free society should give its crackpots to maintain its liberties. And at what point does the threat of violence to citizens validate curtailing an individual's rights?

Mr. Sagal uses this platform to examine the issue of **Holocaust denial**. In fairness, he lets Cooper present his argument and even introduces a plot twist that exposes a false account of a death at Auschwitz that had appeared in a book by a famous survivor of the camp. Cooper posits that one lie makes the whole account of Holocaust horrors suspect. For the most part, Mr. Sagal avoids sermonizing, although a final scene tacked on as a sort of redemptive coda for Gersten is ill advised. He also employs some dubious legal practices to bring the Holocaust denier and survivor face to face in the lawyer's office. But the characters are well drawn, the arguments balanced, and the central issues couldn't be more timely.

Under Alex Roe's smooth direction, the six actors give able performances. As Gersten, Suzanne Toren is thoroughly convincing as a woman struggling to reconcile conflicting beliefs. As Cooper, H. Clark Kee is chillingly calculating. And John Tobias delivers an excellent turn at the end as Nathan, the Auschwitz victim who actually survived.

Denial continues through May 13 at the **Metropolitan Playhouse**, 220 East Fourth Street, East Village; (212) 995-5302. C'est à New York, sinon où ?
<http://www.metropolitanplayhouse.org/denial.htm>

New York Times, 24 April 2007

<http://theater2.nytimes.com/2007/04/24/theater/reviews/24deni.html>
http://www.jewish-theatre.com/visitor/article_display.aspx?articleID=2314

Le texte a été édité en 1999 par Dramatic Pub, 92 p. On le trouve sur Amazon pour une bouchée de pain.

+-----+
Informations et commentaires tirés du site **aaargh**
<http://vho.org/aaargh>
<http://aaargh.com/mx>
<http://aaargh.kOnsl.com>

La version PDF se trouve à l'adresse suivante:

<http://revurevi.net>

Notre adresse: aaarghinternational—at—hotmail.com

LES AUTRES PUBLICATIONS TRIMESTRIELLES DE L'AAARGH

Elles deviendront annuelles en 2008

<http://revurevi.net>

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siclo

O revisionismo em lingua português

Arménichantage

La Gazette du Golfe et des banlieues (multilingual)